

Tout en dénonçant l'offensive serbe contre la Croatie

## Les Douze imposent leur médiation dans la crise yougoslave

### Dernière chance

L'INITIATIVE pour une fois ferme et précise que les douze ministres des affaires étrangères viennent de lancer à la suggestion de la France mérite d'être saluée. Espérons surtout qu'elle n'est pas trop tardive et qu'elle sera suivie dans les heures et les jours qui viennent de toutes les démarches nécessaires à convaincre les frères ennemis yougoslaves qu'ils ne sont pas en présence de propositions ambiguës. Le fait que M. Mitterrand, indubitablement attaché au maintien de la Yougoslavie, ait finalement accepté d'entendre le président croate, M. Franjo Tudjman, puis le président serbe, M. Slobodan Milosevic, est encourageant à cet égard si l'on veut éviter que la guerre civile larvée qui se développe ne se transforme en un massacre général.

Abandonnant toute hypocrisie, les Douze ont enfin désigné du doigt ceux qui cherchent par la violence à imposer leur loi : les dirigeants serbes, dirigés par l'autocrate Slobodan Milosevic. S'étant fait à l'idée de l'indépendance de la Slovénie, les dirigeants de Belgrade veulent en revanche créer dès aujourd'hui par la terreur une Grande Serbie. Ils entendent pour cela récupérer une bonne partie de la Croatie, arguant que ces régions sont peuplées de Serbes, obtenir un large débouché sur l'Adriatique et contrôler une future Yougoslavie à trois ou quatre Républiques : la Serbie agrandie, la Monténégro, la Bosnie, la Macédoine seraient sommées de choisir entre l'acquiescement à une domination serbe ou le démantèlement par ses voisins.

Un tel plan implique un déclenchement de violence : non seulement en Croatie, comme c'est le cas actuellement et où l'armée fédérale, dominée par des Serbes, prête main-forte aux miliciens serbes, mais aussi, plus tard, en Bosnie, dont une partie de la population est musulmane et n'acceptera pas facilement une prise de contrôle par des orthodoxes.

Pour ne rien dire du Kosovo, peuplé lui aussi de musulmans que les Serbes rêvent de réintégrer vers l'Albanie et à l'écart desquels ils ont multiplié, jusqu'à présent en vain, les pires provocations. La dernière a consisté à interdire l'usage de l'albanais dans les écoles et à licencier plus de six mille enseignants.

Ce sont les Serbes, bien sûr, qui ne veulent pas du cessez-le-feu que les Douze entendent voir respecter le 1<sup>er</sup> septembre au plus tard. L'idée d'une conférence internationale et d'une commission d'arbitrage formée de cinq grands juristes européens ne doit pas non plus les enthousiasmer, puisqu'ils veulent pratiquer la politique du fait accompli.

Raison de plus pour parler clair et ne pas tolérer les véritables pogroms anti-Croates qui se déroulent actuellement dans une région où les observateurs européens sont interdits. Leur seul mandat est en effet de constater le refus de l'armée yougoslave de la Slovénie, ce que les militaires fédéraux font bien volontiers pour envoyer des renforts en Croatie.

La CEE a décidé d'imposer sa médiation dans la crise yougoslave. A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé le 27 août d'organiser une conférence de paix et de créer une commission d'arbitrage, même si la Serbie ne se rallie pas à ce projet. Exigeant un cessez-le-feu le 1<sup>er</sup> septembre, ils ont aussi accusé l'armée fédérale de faire cause commune avec la Serbie dans les sanglants combats de Croatie. M. Mitterrand devait recevoir, ce mercredi, le président croate et, plus tard dans la semaine, le numéro un de la Serbie.



Lire nos informations page 8

### Le budget de la défense

Les dépenses d'équipement reconduites en francs courants pour 1992

page 26

### Les malheurs de l'Afrique

Le secrétaire général des Nations unies propose un nouveau plan d'aide

page 19

### La chanson française

A l'université de Carcassonne, polémique entre M. Rigaud et M. Lang.

page 2

### ARTS ET SPECTACLES

#### Autour de « la Belle Noisette »

D'après le Chef-d'œuvre inconnu, de Balzac, Jacques Rivette donne à voir le mystère de la création en accompagnant la réalisation d'un tableau et en observant les relations secrètes et complexes entre la peinture et son modèle.

Célébration de l'un des plus grands cinéastes français, un film magnifique qui interroge et la peinture et le cinéma, admirablement servi par Emmanuelle Béart, Michel Piccoli et Jane Birkin.

pages 11 à 15

Le sommaire complet se trouve page 26

MM. Gorbatchev et Eltsine d'accord pour préserver la fédération

## La volonté d'indépendance de l'Ukraine inquiète les dirigeants de Moscou

Face aux menaces de dislocation de l'URSS, les tensions se multiplient entre la Russie et les autres Républiques, tout particulièrement l'Ukraine. Une délégation russe conduite par le vice-président de Russie, le général Alexandre Routsikov, et le maire de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak, est partie, mercredi 28 août, pour Kiev afin de discuter avec les dirigeants ukrainiens des conséquences qu'entraîne pour la Russie la déclaration d'indépendance de l'Ukraine.

MOSCOU  
de notre correspondant

Un faux pas de Boris Eltsine suffirait-il à remettre en selle, au moins pour un temps, Mikhaïl Gorbatchev ?

M. Eltsine avait apparemment voulu donner à réfléchir aux Républiques qui ont décidé, à la suite du coup d'Etat raté, de brusquer les choses et de proclamer leur indépendance - tout particulièrement l'Ukraine.

Si ces Républiques quittent l'Union unilatéralement, faisait-il savoir en substance par le biais d'un communiqué publié lundi par son porte-parole, la Russie se réservera le droit d'exiger une révision des frontières (Le Monde du 28 août).

C'en était largement assez pour réveiller le spectre de l'impérialisme russe, d'autant que l'accumulation des pouvoirs dans les mains de M. Eltsine et de son équipe et les innombrables références faites ces derniers jours

aux mérites particuliers de la Russie avaient déjà écorché bien des sensibilités.

Plusieurs élus se sont donc levés pour dénoncer les « menaces inacceptables » formulées dans le fameux communiqué, certains demandant même que la direction russe elle-même désavoue ce texte.

Un élu arménien, tout en proclamant son respect pour M. Eltsine, a mis en garde sur un ton navré contre l'enchaînement « nationalisme, chauvinisme, fascisme ». Du coup, on a vu des réformateurs s'accrocher, selon qu'ils étaient russes ou non russes.

JAN KRAUZE  
Lire la suite page 4

## Comment détruire le « parti-Etat »

Le PC était tellement implanté au cœur de l'Etat soviétique qu'il faudra sans doute liquider l'un et l'autre

par Michel Tatu

Etat-parti ou parti-Etat ? Les deux éléments clefs du système soviétique, son « parti guide » léniniste et l'Etat totalitaire, sont tellement inséparables qu'il est bien difficile de faire la différence. Plus concrètement, la sangsue qu'était le Parti communiste était à ce point incurable dans tous les rouages de l'Etat

qu'il est impossible aujourd'hui de se débarrasser de l'un sans toucher à l'autre : à la limite, il faut détruire à la fois le malade et son parasite, après quoi seulement on pourra reconstruire un autre Etat.

Il ne suffisait pas, en effet, d'abolir l'article 6 de la Constitution soviétique, comme on l'a fait il y a dix-huit mois déjà, pour se débarrasser de la « sangsue ». Le PC, disait cet article,

est « la force qui dirige et oriente la société », mais aussi et surtout « le noyau du système politique [soviétique], des organismes d'Etat et des organisations sociales ». Et la structure de ce « noyau » est un peu moins connue que les données idéologiques qui servaient de base au système. Le premier point d'ancrage est celui de la nomenclature.

Lire la suite page 5

## FRANÇOIS BLUCHE

### Le Grenier à sel

FRANÇOIS BLUCHE  
LE GRENIER A SEL

Éditions de Fallois  
PARIS

## L'exil du général Aoun

Amnistié, l'ancien chef du camp chrétien au Liban est attendu en France

BEYROUTH

de notre correspondant

Autant il a excellé dans l'art d'entrer en scène et de l'occuper, autant le général Aoun a raté ses sorties. Par trois fois, il a placé ses prétentions et son intransigeance si haut - sans en avoir les moyens - que la chute n'en fut que plus dure. Et la voie royale qui s'ouvrait à lui n'a cessé de se rétrécir.

Ainsi en a-t-il été pour sa dernière sortie vers Paris et une liberté conditionnelle. A la merci de ses ennemis libanais ainsi que

de la Syrie, il ne pouvait en définitive que passer sous leurs fourches caudines, bien que la France, en engageant son honneur dans l'affaire, lui eût sauvé une petite mise.

Il commençait par un « non » catégorique bien à sa manière, même s'il fut moins tonitruant que d'habitude, parce qu'il ne pouvait en être autrement, du fond de l'ambassade française où il était reclus.

LUCIEN GEORGE  
Lire la suite  
et nos informations page 8

## Voyage avec Colomb

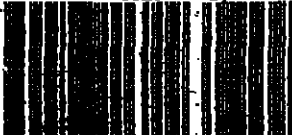
26. - Le lac aux requins

Le Nicaragua abrite l'unique lac infesté de requins. Imposable de suivre Colomb sur cette terre volcanique où nationalisme et pauvreté ont produit une révolution et sa défaite...

Lire page 2

le vingt-sixième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

M0147 - 0829 0 - 6.00 F



# Voyage avec Colomb

**M**ANAGUA. — La paix menace les arbres. Devant une carte du Nicaragua, Alfonso Robles se livre à un cours d'écologie. Après le Sud atlantique, région la plus pluvieuse d'Amérique centrale, il remonte vers le centre pour dire son principal souci de tout nouveau directeur adjoint de l'Institut des ressources naturelles : la forêt. La coupe sauvage de bois, cuisinière du pauvre, lui fait craindre une déforestation accélérée. Faut-il passer au Nord, où le Centre, encore vert, n'est pas parsemé de ces taches claires qui, ailleurs, désignent l'épidémie. Le Nord, principal champ de bataille entre la Contra et l'Armée populaire sandiniste durant presque dix ans. C'est alors que l'homme se dévot. A une question sur les destructions provoquées par la guerre, il répond : « Non, la présence de la Contra protégeait la forêt puisque les habitants sont descendus vers les villes. C'est aujourd'hui qu'on a des problèmes, maintenant qu'on a la paix. Enfin, une sorte de paix. »

Alfonso Robles vient à peine de quitter la forêt. Durant huit ans, il a combattu dans les rangs de la Contra depuis les bases arrière du Honduras, avec le soutien des États-Unis. Lors du renversement de la dictature de Somoza, en 1979, il était gouverneur de la Banque centrale. La paix, il n'y croit pas, ou ne s'y est pas converti. « Non, je ne suis pas en paix, dit-il d'un ton subitement rageur. Personne n'est en paix, vous non plus vous n'êtes pas en paix ! Non, je me battrais jusqu'au bout, jusqu'à la fin de mes jours ! » Quand on l'interroge sur sa reconversion, inattendue pour un banquier, il se contente de répondre : « La finance, ça ne m'intéresse plus. » Peut-être faut-il le croire, peut-être ce guerrier-écroïte ne veut-il tout simplement pas quitter la forêt, au propre et au figuré. Terminant son exposé, il montre le rio San Juan qui relie l'immense lac central du pays à la mer des Caraïbes. « C'est par là que les requins sont passés au fil des siècles. Le Nicaragua abrite le seul lac au monde infesté de requins. Rigolard, Alfonso Robles annonce la nouvelle comme s'il s'agissait d'une raison supplémentaire pour ne pas s'apaiser.

On ne sait si les scénaristes des aventures cinématographiques de Tintin s'en sont inspirés, mais ce lac aux requins pourrait résumer ce pays complexe, toujours en convulsion lors de notre passage. Occupant un sol volcanique à 70 %, traversé de longues failles géologiques, terre d'éruptions et de tremblements, le Nicaragua semble avoir la politique de sa géographie, images de fatalité et d'oppression de pièges et d'échappées. Selon les géographes, le lac faisait plutôt partie d'une baie dans l'océan Pacifique que les coulées de laves d'un volcan isolé, emprisonnant les requins. Au sud, il abrite l'archipel de Solentiname, où le poète Ernesto Cardenal, autrefois ministre de la culture sandiniste, fonda une communauté chrétienne. Un refuge insulaire pour fuir un continent de requins voraces. Depuis, l'eau s'est renouvelée, les dictatures sont tombées et les vainqueurs de Somoza ont perdu en 1990 des élections démocratiques. Le consolateur d'être le premier pouvoir latino-américain issu des armes à avoir accepté le verdict des urnes ne suffit pas à leur bonheur.

Pourquoi cette défaite ? Ressassée par les militants sandinistes, la question évoque irrésistiblement ces vers de Cardenal en hommage aux Indiens d'Amérique : « Ils comptaient le passé et le futur avec les mêmes pierres, parce qu'ils croyaient que le temps se répétait comme ils voyaient se répéter les rotations des astres. Mais le temps qu'ils adoraient s'arrêta d'un coup. » Impossible de suivre Colomb à cette étape, tant les interlocuteurs sont absorbés par le présent, traumatisés par l'échec ou mobilisés par la revanche, bousculés par d'immédiates polémiques. On écoute sans avoir le temps de saisir les nuances, dénotant par la complexité d'une vie politique presque familiale où les haines opposent frères et sœurs, anciens compagnons de lutte, amis d'enfance. Une complexité que reflète Managua, jamais reconstruite depuis le terrible tremblement de terre de 1972 — plus de 12 000 morts, quatre habitants sur cinq sans abri.

C'est une ville-campagne, sans centre, parsemée de terrains en jachère, étalée dans une quadrilatère de vingt-cinq kilomètres sur quinze, en bricolage permanent, où les ruines du séisme côtoient encore le Palais national, siège de la présidence. Non loin se dresse un monument aux relents réalistes socialistes, un millier brandissant une mitrailleuse et une pioche qu'accompagne une citation du symbole de la résistance nationale, Augusto Sandino : « Seuls les ouvriers et les paysans font jusqu'au bout. » Large chapeau, stature trapue, bandes molles, la silhouette de Sandino, aussi familière ici qu'un drapeau, se découpe dans le ciel derrière l'hôtel Intercontinental, plantée sur la colline qui abritait le bunker de Somoza, aujourd'hui reconstruit en quartier général des forces armées toujours dirigées par Humberto Ortega, l'ancien ministre de la défense sandiniste.

Chef d'une guérilla anti-américaine — les marines occupaient alors le pays — Sandino fut assassiné en 1934 par la garde nationale que dirigeait Anastasio Somoza, dit « Tacho ». Jusqu'en 1979, ce

meurtre et son contexte ont dominé l'histoire nicaraguayenne. Vingt-sixième président des États-Unis en 1903, Theodore Roosevelt avait proclamé, bien avant que ne se profile le spectre communiste, le droit de son pays à se faire le gendarme des Amériques, estimant que l'intervention d'une « nation civilisée » est légitime devant « une persistance à mal se conduire ou une impuissance qui aboutit à un relâchement général des liens propres à une société civilisée ». Cette doctrine fit de l'isthme centraméricain une chasse gardée américaine et du Nicaragua le gendarme de l'Amérique centrale, sous la férule d'une dynastie dictatorialiste. Anastasio Somoza succéda son fils Luis en 1957, puis un affidé durant un bref intermède de 1963 à 1967, puis enfin son second fils, également prénommé Anastasio.

Sandinisme versus Somoza. Jusqu'en 1979-1980, tout procède de cette di-

chotomie, source d'une très large alliance nationaliste contre une dictature soumise à l'étranger. C'est ce bloc qui s'est défilé durant la dernière décennie. Excepté quelques survivants de la garde nationale somoziste, les principaux figures du mouvement intellectuel, de l'UNO, l'Union nationale de l'opposition qui a remporté les élections de 1990, firent avant-hier un bout de chemin avec leurs adversaires sandinistes. C'est qu'entre-temps l'unanimité nationaliste a été ébranlée par la question sociale. Et là, tout se complique dans une mêlée ouverte entre ceux qui s'accrochent à leurs privilèges, ceux qui réclament un partage plus équitable et ceux qui profitent de l'affrontement pour s'enrichir. En 1979, 5 % des Nicaraguayens recevaient 28 % du revenu national et les 50 % les plus pauvres n'en percevaient que 15 %. S'agissait de la terre, 1,8 % des grands propriétaires occupaient 47 % de la surface agricole et 41,6 % des petits exploitants se contentaient de 2,2 %.



ALFONSO ROBLES, directeur adjoint de l'Institut des ressources naturelles.

FRANCISCO ROSALES connaît ces chiffres et n'hésite pas à afficher une culture marxiste, citant volontiers Louis Althusser. Il est pourtant ministre du travail du gouvernement de Violeta Chamorro, la présidente élue contre Daniel Ortega, le candidat des sandinistes. Cible des grèves animées par ces derniers, il fut cependant membre de la direction du Front sandiniste jusqu'au début des années soixante-dix. Au point — mais il ne le raconte pas volontiers — de se retrouver en 1970, en Jordanie, du côté des Palestiniens qui avaient pris la relève des Cubains dans l'entraînement des guérilleros. Dans son bureau ministériel, il a placé en évidence la photo en noir et blanc de son frère aîné, tué au combat en 1967. Or il n'y a pas procureur plus acharné contre ses anciens camarades. « Ce sont des voleurs ! Des nouveaux riches qui ont profité du pouvoir ! Ils ont volé l'État, entre le 25 février et le 25 avril 1990, avant la passation du pouvoir. Sur les 451 entreprises d'État, ils ont aujourd'hui actionnaires dans 300. Ils sont propriétaires d'hôtels, de terrains, de maisons. Il n'y a pas de secteur économique où les sandinistes ne soient présents. »

Pinata. Ce mot est l'équivalent de l'offensive du nouveau pouvoir contre ses prédécesseurs dont la première manche se jouait pendant notre séjour. Une arme redoutable puisqu'elle atteint le crédit moral des vaincus, s'acharnant à démasquer les défenseurs du peuple comme ceux qui l'ont volé. Pinata est le nom d'une construction de papier mâché que l'on offre aux enfants pour qu'ils s'amuse à la mettre en pièces afin d'y trouver des paquets de bonbons. Les faits sont indéniables mais ambigus. Avant de quitter le pouvoir, les sandinistes ont légalisé à grande échelle des titres de propriété. Dans certains cas, il s'est agi de régulariser la situation de paysans pauvres ou de squatters misérables, ayant occupé des champs ou des terrains. Dans d'autres, des dirigeants, des fonctionnaires et des militaires ont bénéficié d'indiscutables privilèges. Jusque dans les rangs de la base sandiniste, Managua bruit d'anecdotes sur les trois maisons que s'est appropriées tel cadre fort dogmatique du

## 26. Le lac aux requins

par Edwy Plenel

Front qui, aujourd'hui boursier au Costa Rica, les loue en dollars, sur les mille hectares et six cents têtes de bétail que s'est attribués tel autre, sur les transferts de fonds à l'étranger qui auraient permis un

trouisme. La bataille de la pinata risque cependant d'être une machinée infernale. Les secouilles des plus revanchards de l'UNO y voient une brèche pour effacer toute trace de la période révolutionnaire et, surtout, pour renverser le fragile équilibre conduit entre l'homme fort du nouveau pouvoir, Antonio Lacayo, ministre de la présidence, et les sandinistes, en la personne d'Humberto Ortega, qui contrôle l'armée. Bien que Francisco Rosales assure qu'il ne serait pas visé par la loi annulant la pinata et que sa cible se limite « aux 15 000 maisons piquées par les sandinistes », les paysans et les misérables des barrios craignent pour leurs maigres possessions gérées dans la confusion d'une période de bouleversement social. « Il y a un risque de guerre civile larvée. Il faut à tout prix éviter un déplacement de la gravité politique du centre vers la droite de l'UNO. La droite a attendu un an pour lancer l'offensive de la pinata, mais c'est un cadeau que lui ont offert les dirigeants du Front. Une énorme bêtise ! S'ils avaient eux-mêmes fait le nettoyage interne, ils auraient évité le pire. Mais, là, je crains une défaite encore plus grave, une défaite morale. »

Oscar René Vargas, qui tient ce discours angoissé, était il y a peu conseiller de la direction sandiniste. Économiste et sociologue, c'est surtout un des meilleurs analystes de la société nicaraguayenne. Or son verdict est sans appel : « Ce sont les pauvres qui ont voté contre le Front. L'échec est dû à 50 % à la guerre et à l'intervention américaine. Mais il y a l'autre moitié : la mauvaise gestion, les erreurs économiques, l'aveuglement sur la question agraire. » Préparant un ouvrage intitulé *Nicaragua, pays pauvre*, il sort des chiffres officiels, établis avant la défaite. De 60 % en 1980, la proportion de Nicaraguayens vivant dans un état de pauvreté est passée à 82 % en 1989. « Sur 3,9 millions d'habitants, il n'y a que 800 000 personnes qui ne soient pas pauvres, dans ce pays ! » Tombé de 50,6 % en 1979 à 12,6 % en 1980 après une campagne d'al-

phabétisation, le taux d'analphabétisme est remonté à 25 % en 1989. Même courbe pour le taux de mortalité infantile, passé de 93 pour 1 000 à 61 pour 1 000 au début de la révolution et remonté à 73 pour 1 000.

« Si j'avais eu accès à ces données avant les élections, j'aurais su que le Front allait perdre. Mais la direction les avait eues. Elle n'écoutait pas : ils ont d'abord copié le modèle cubain, avec une réforme agraire faite en dépit du bon sens, puis, en pleine guerre, ils ont appliqué les méthodes du FML alors même que les Américains bloquaient toute aide internationale. C'était suicidaire, l'inflation a atteint 33 000 % ! Ils n'ont pas compris que la Contra, ce n'était plus la vieille garde somoziste mais qu'elle avait une base sociale parmi les paysans. Ils ont fait l'erreur classique des armées traditionnelles : une réponse militaire à un problème social. Pourquoi n'ont-ils pas sup-

Tout le paradoxe des tensions actuelles, c'est que l'offensive de la pinata, qui s'accompagne d'abus similaires de ministres confiant des contrats à des entreprises liées à leurs familles, permet à la direction historique du mouvement de se ressourcer sous l'affront en évitant la sanction d'un véritable débat interne. « A force de vouloir aplanir les divergences entre dirigeants, chacun est devenu prisonnier des erreurs de l'autre, commente Vargas. Le résultat, c'est une liste bloquée pour l'élection de la direction au congrès, où l'on retrouve tous les anciens, plus deux nouveaux. Mais l'avenir ne se joue ailleurs, dans la société civile, dans les quartiers qui ont appris à se mobiliser. La pauvreté reste la question-clé. Et puis, il faut compter avec les communautés chrétiennes de base. »

Rédactrice en chef de la revue *Envío*, publiée par l'Université centraméricaine,

Managua, barrio « Los Torres », janvier 1990.  
« Sur 3,9 millions d'habitants, il n'y a que 800 000 personnes qui ne soient pas pauvres, dans ce pays ! »

liée à la Compagnie de Jésus, Maria Lopez Vega témoigne de l'impact de la théologie de la libération sur ce pays. « C'est la première révolution marquée par cette théologie, sa première légitimation. Notre source, c'est saint Augustin. Il que Cuba. L'erreur de l'Occident, c'est d'avoir vu ici un conflit Est-Ouest. L'affrontement aujourd'hui n'est pas entre le gouvernement et le peuple, mais entre ces derniers et l'ordre économique mondial. On croyait qu'en passant à un pouvoir de droite on obtiendrait des financements. Or ils ne viennent pas, tout simplement parce que Chamorro est d'abord nicaraguayenne, autant qu'Ortega. Les États-Unis n'ont jamais permis que se constitue une bourgeoisie nationaliste chez nous. Ce que nous vivons en Amérique latine, c'est d'abord la crise du capitalisme. Même le cholor, qui touche les pauvres, dont le développement est lié aux mauvaises conditions de vie et de santé, nous les ressentons comme l'enfant du FML ! »

SUR l'une des collines de Managua, le siège du Front sandiniste, FSLN, s'inscrivait en immenses lettres blanches. Le jour de la défaite, certains se sont aperçus que, sous l'usure du temps, les lettres avaient formé un nouveau mot : FIN. Pendant qu'on nous raconte cette anecdote, deux enfants de moins de dix ans viennent planquer une part des pizzas que nous dégustons en plein air. L'utopie joue à cache-cache avec l'histoire. « Face à l'évidence des utopies perverties du socialisme, l'Amérique latine est la réaffirmation du pouvoir de l'utopie. » Avant de quitter le pays de Rubén Darío, amoureux de Paris et premier traducteur de Rimbaud en espagnol, poète lui-même et initiateur d'un modernisme qui permit aux latins latino-américains de trouver droit de cité dans la littérature universelle, on a rencontré un poète, justement.

Dans sa maison encombrée de statues de la Vierge et de croix sculptées, Julio Valle est typique de ces chrétiens pour qui « la révolution est l'incarnation pratique de la miséricorde ». Désenchanté devant une situation politique insaisissable, il répète sa conviction que cette tentative avortée était celle d'un « modèle alternatif au socialisme déformé, policier, bureaucratique, sectaire et imposé ». Ce n'était pas l'avis de Ronald Reagan, qui, en digue successeur de Theodore Roosevelt, n'eut de cesse de mettre à bas « le régime communiste du Nicaragua ». Quitte à fermer les yeux sur les activités peu recommandables des militaires du Honduras.

Prochain article :

Le laboratoire du docteur Custodio

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

LES BOULE

La

L'AL

Jours tranqu



Colomb

هكسان الثماني

Le Monde • Jeudi 29 août 1991 • 3

# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Sans préjuger de son attitude à l'égard des autres Républiques

## La CEE a décidé de reconnaître les Etats baltes

Après la décision de principe adoptée mardi 27 août à Bruxelles par les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, tous les pays membres devraient procéder dans les jours qui viennent à la reconnaissance formelle des trois Etats baltes, sans attendre donc que leur indépendance soit entérinée par Moscou. Les trois Etats devraient prochainement faire acte de candidature à l'ONU.

En effet, tous les pays scandinaves ont d'ores et déjà rétabli des relations diplomatiques avec eux, nombre d'autres pays s'apparentant à le faire (Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Hongrie, Malte, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie...), et, selon le nouvel ambassadeur américain en URSS, M. George Bush pourrait annoncer une telle mesure vendredi. Le Japon pour sa part attend que l'indépendance soit reconnue par le Kremlin.

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté ont invité les représentants des Etats baltes à leur prochaine réunion, début septembre. Un sommet des Douze devrait d'autre part avoir lieu vers le 15 septembre pour traiter de l'ensemble des nouvelles relations qu'il conviendra d'établir avec l'URSS.

Ce sujet est au centre des entretiens que le chef du gouvernement britannique, M. John Major, devait avoir avec les responsables de l'administration américaine au cours de la visite de trois jours qu'il a entamée mardi à Washington. M. John Major se rendra ensuite dimanche à Moscou où il doit rencontrer notamment MM. Gorbatchev et Eltsine.

Réunis à Bruxelles le mardi 27 août, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé d'un commun accord d'établir sans délai des relations diplomatiques avec la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie, et invités leurs homologues de ces trois pays à participer à leur prochaine rencontre, qui aura lieu à Bruxelles au début de septembre, probablement le mercredi 4. Cette réunion leur permettra aussi de faire le point sur la situation en Yougoslavie (lire page 8).

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Pour les hommes de ma génération, qui ont connu la guerre de 40, avec la conclusion du pacte Hitler-Staline et l'annexion des Républiques baltes, c'est une immense satisfaction de voir la volonté des peuples l'emporter sur la décision des tyrans et des dictateurs », a déclaré M. Roland Dumas, fort satisfait du résultat de ce conseil extraordinaire, souhaité

par la France, quand bien même une certaine cacophonie est précisée cette décision commune. Le ministre français des affaires étrangères se rend dès jeudi dans les pays baltes, notamment pour mettre en place le dispositif préalable à l'échange des instruments diplomatiques, puisque, après la décision de principe, il appartient à chacun des Etats souverains de la Communauté de passer à l'acte.

Les Douze ont appelé à des négociations « constructives » entre l'Union soviétique et les Républiques baltes. Ils souhaitent que celles-ci entrent rapidement dans les organisations internationales, notamment le Conseil de l'Europe, la CSCE et les Nations unies, où la France et la Grande-Bretagne, membres permanents, s'y emploieront.

« Un cas à part »

Quelle sera l'attitude de la Communauté à l'égard des autres Républiques de l'ex-URSS, celles qui ont proclamé leur indépendance ou vont le faire ? « Les Républiques baltes constituent un cas à part, pour des raisons historiques », a dit M. Dumas, sans fermer la porte à d'autres reconnais-

sances diplomatiques, mais après un examen à encore « cas par cas ». Pour sa part, M. Hans Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice du conseil, a insisté sur la nécessité d'avoir une attitude cohérente à ce sujet et a affirmé que tous les membres s'étaient engagés à « rester en contact ».

Un sommet en septembre

Un débat a eu lieu sur une éventuelle association économique - plus qu'une simple coopération - avec les Baltes. La Commission a été chargée d'explorer cette hypothèse, mais certains membres, dont la France, ont fait valoir qu'il ne fallait pas oublier pour autant la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie, qui souhaitent une telle association. Pour le moment, les négociations pour une association ne sont engagées qu'avec la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie, mais elles achoppent sur les produits agricoles, l'acier, le charbon et les textiles, que ces pays voudraient pouvoir exporter plus facilement vers la Communauté. L'élargissement du mandat donné à ce sujet à la Commission par le

Conseil sera examiné à la prochaine réunion des ministres.

Lors de celle-ci, on devrait aussi en savoir davantage sur la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement qui est envisagée pour la mi-septembre. La question de l'invitation à MM. Gorbatchev et Eltsine n'est pas tranchée, certains membres ayant fait observer que, dans ce cas, il conviendrait d'avoir aussi pour hôtes les dirigeants d'autres Républiques appartenant à l'URSS.

M. Jacques Delors a déclaré : « Le processus quasi révolutionnaire en cours en URSS ne change rien à nos analyses économiques antérieures ». En clair, la situation n'est pas brillante. Il faut d'abord mettre en œuvre un plan d'ajustement monétaire avec les institutions internationales « pour lutter contre un processus d'inflation à la sud-américaine ». Ensuite, « remplir les magasins pour lutter contre les tensions sociales et les pénuries alimentaires et pharmaceutiques ». A ce sujet, M. Hans-Dietrich Genscher a insisté sur le tour catastrophique que pouvait prendre la situation au début de l'hiver. Enfin, le président de la Commission veut « moderniser l'économie soviétique pour l'insérer dans l'économie internationale ». Mais, pour

cela, il faut « un cadre institutionnel solide » permettant de déterminer « qui fait quoi ». Le programme de 400 millions d'écus d'assistance technique est évidemment maintenu. Avant la tentative de coup d'Etat, le premier ministre soviétique était l'interlocuteur de la Communauté pour la mise en œuvre de ce programme. Il convient de savoir par qui il est remplacé pour cette mission. Ce sera une des tâches de M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission, qui va se rendre prochainement à Moscou.

M. Delors a été parfaitement dans son rôle en affirmant que les événements en cours plaident en faveur d'un renforcement de « la cohésion et de la personnalité politique » de la Communauté, qui doit « peser plus ». Vaste sujet, qui devrait modifier les perspectives initiales des conférences intergouvernementales pour l'union politique et l'union économique et monétaire. Dans l'immédiat, si l'on en juge par le temps qu'il leur a fallu pour mettre au point, notamment, leur déclaration sur la Yougoslavie (voir page...), les Douze ne sont pas toujours au même diapason.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## « L'Allemagne est consciente de sa responsabilité historique »

déclare le ministre des affaires étrangères, M. Genscher

BONN

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des trois Républiques baltes devaient quitter, mercredi 28 août, le sol allemand avec en poche un document confirmant l'établissement de relations diplomatiques entre l'Allemagne et chacun de leurs trois Etats. Réuni pour son premier conseil des ministres de la rentrée, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl devait, en effet, officiellement dans la matinée sa décision avant de faire procéder à l'échange des instruments diplomatiques. Encore sous le choc du tournant brutal qui leur vaut aujourd'hui d'être reçus par la grande porte dans toutes les chancelleries européennes, les trois ministres, arrivés mardi à Bonn,

avaient rencontré M. Hans-Dietrich Genscher avant son départ pour la réunion des Douze à Bruxelles où il avait promis de plaider en faveur d'un traité d'association entre les pays baltes et la CEE. Au cours d'une conférence de presse avec les ministres baltes, M. Genscher a cependant indiqué que la conclusion des traités d'association entre la Communauté, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie conservait, du fait de l'antériorité des discussions, la priorité.

S'exprimant dans un allemand parfait, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a souligné la portée historique de l'événement. Il a estimé que ce jour tirait définitivement une croix pour les pays baltes sur la seconde guerre mondiale et permettait de renouer avec la tradition de leurs relations avec

l'Allemagne. M. Genscher avait déclaré : « L'Allemagne est consciente de sa responsabilité historique à l'égard des Etats baltes », affirmant que son pays n'oubliait pas que « la signature du pacte Hitler-Staline avait permis à y a cinquante-deux ans, que les Etats baltes (...) soient intégrés contre leur volonté à l'Union soviétique ». Au nom d'un « large héritage historique, humain et culturel européen », il a assuré ses homologues baltes de l'appui de l'Allemagne au développement des trois Républiques. Un appui que les Etats baltes n'espèrent pas uniquement symbolique. Le ministre letton des affaires étrangères, M. Janis Jurkane, ne cachait pas son espoir d'obtenir de la Communauté européenne une « aide substantielle ».

H. de B.

Le communiqué des Douze

## « Il est temps désormais après plus de cinquante ans... »

Voici le communiqué adopté mardi 27 août par les ministres des affaires étrangères de la Communauté :

« La Communauté européenne et ses Etats membres accueillent chaleureusement la restauration de la souveraineté et de l'indépendance des Etats baltes qui les avaient perdus en 1940.

« Les Douze ont constamment considéré les Parlements démocratiquement élus et les gouvernements de ces Etats comme les représentants légitimes des peuples baltes.

« Ils appellent à des négociations ouvertes et constructives entre les Etats baltes et l'Union soviétique pour régler les questions encore en suspens.

« Il est temps désormais, après plus de cinquante ans, que ces Etats retrouvent la place qui leur est due au sein de la communauté des nations européennes. C'est pourquoi la Communauté et ses Etats membres confirment leur déci-

sion d'établir sans délai des relations diplomatiques avec les Etats baltes. L'application de ces décisions sera effectuée au niveau national par chacun des Etats membres.

« La Communauté et ses Etats membres espèrent que les pays baltes rejoindront rapidement les instances internationales comme les Nations unies, la CSCE et le Conseil de l'Europe.

« La Communauté et ses Etats membres soulignent leur engagement à aider le développement économique et politique des Etats baltes. La Commission explorera toutes les voies d'une coopération économique entre la Communauté et les Etats baltes et fera des propositions rapides à ce sujet.

« La Communauté et ses Etats membres adressent une invitation cordiale aux ministres des affaires étrangères des Etats baltes pour que ceux-ci assistent au prochain conseil des ministres, début septembre. »

Après la proclamation de souveraineté de la Lettonie

## Jours tranquilles à Riga

RIGA

de notre envoyé spécial

Aujourd'hui, ici, tout se dit avec des fleurs. Fleurs d'arrivée à l'aéroport à tous ceux qui reviennent au pays après tant et tant d'années d'exil. Fleurs éparpillées par centaines sur les monuments de la capitale et auprès des sépultures de ceux qui sont tombés ces dernières années sous les balles des troupes soviétiques. La première manifestation symbolique de la volonté d'indépendance des Lettons, ressentie d'ailleurs comme une insulte par les autorités communistes d'aujourd'hui, n'avait-elle pas été de mettre quelques bouquets sur le monument de la Liberté, en plein centre de Riga ?

Des fleurs aussi, une simple rose timidement posée à l'aube auprès du socle de la statue de Vladimir Ilitch : mardi 27 août, plus de trois jours après que la statue ait été enlevée sous les coups de la foule, on s'efforçait encore, dans un souci psychanalytique compréhensible - du passé faisons table rase - d'effacer la moindre trace du monument.

« Je ne suis pas d'accord avec l'enlèvement de cette statue », dit Léon, un étudiant de Riga qui a pourtant participé à toutes les manifestations indépendantistes, car cela fait partie de notre Histoire. Après tout, vous, en France, vous n'avez pas détruit tous les monuments de vos rois ou de Napoléon. Il faut dire qu'ils sont quand même plus beaux, ajoute en souriant un de ses amis.

On le voit, la Lettonie vit bien calmement ses premiers jours d'indépendance. Les bâtiments

du Parti communiste, un par un, sont repris et attribués à d'autres occupants : du cercle des officiers de l'armée soviétique qui abritait au dix-neuvième siècle la Société lettonne où s'exprimaient tous les poètes et intellectuels du pays, au siège du comité central (qui a été attribué à l'Université), en passant par les maisons de repos où venaient en villégiature sur la Baltique les hauts dirigeants du Parti communiste d'Union soviétique. Si le siège du KGB letton a été lui aussi « récupéré », en revanche, il est impossible pour le moment de localiser celui du KGB soviétique. Si des camions de l'armée soviétique traversent discrètement la ville, c'est, dit-on, pour sauver ce qui peut l'être des archives des « anciens » occupants.

Les OMON armés jusqu'aux dents

Quant aux OMON, les forces spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique, les « bérets noirs » de triste mémoire, ils sont encore cantonnés avec leurs familles dans leur base super-fortifiée des faubourgs de Riga. Armés jusqu'aux dents, la mine patibulaire, certains, comme leur chef, le major Caļav Ilmink, ont dit qu'ils ne quitteraient leur base qu'après avoir tiré leur dernière cartouche. Un accord serait pourtant en vue avec les autorités soviétiques pour qu'ils puissent quitter Riga par un avion spécial. Pour aller où ? Beaucoup de ces mercenaires sont en effet lettons et sont déstabilisés, et pour cause, par la population.

Celle-ci pourtant semble avoir peu de rancœur et, pour la

moment du moins, elle ne veut se livrer à aucune chasse aux sorcières. Surtout pour ne pas effrayer les 33 % de russophones qui vivent en Lettonie. Bien plus qu'une « minorité », puisque les vrais Lettons constituent environ 60 % d'une population de 2,8 millions d'habitants. Beaucoup de ces Russes ont voté, voire même milité pour l'indépendance. Mais surtout dans les couches aisées et cultivées de la population. En revanche les ouvriers russes, amenés là justement pour « soviétiser » la Lettonie, y vivent en vase clos sur certains sites industriels et sont aujourd'hui inquiets pour leur avenir. Rien en effet n'a été fait pour les intégrer à la population locale puisque, jusqu'à ces dernières années, c'était le contraire qui était la règle : il fallait que les Lettons s'intègrent dans la grande patrie soviétique. Comment s'adapteront ces russophones à la nouvelle situation ? La réponse à cette question est une donnée essentielle de l'avenir de la Lettonie.

Des signes de l'indépendance apparaissent çà et là, au détour d'une rue ou d'une conversation. Ici, ce sera la surprise d'un passant en voyant les premiers uniformes de l'armée lettonne, pour le moment portés par seulement soixante-dix gardes spéciaux de la présidence. Là, le bruit qui court qu'une monnaie lettonne sera incessamment en circulation car voici deux ans, paraît-il, que des « lets » ont été imprimés au Danemark. Plus sages que les Lituanais, les Lettons savaient avec un bonheur tranquille leur indépendance retrouvée.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Selon l'ambassadeur américain en URSS

Les Etats-Unis reconnaîtront l'indépendance « probablement vendredi »

A l'issue d'un entretien avec le président Bush, le nouvel ambassadeur américain en URSS, M. Robert Strauss, revenu de Moscou, a indiqué mardi 27 août, que les Etats-Unis « devraient probablement annoncer vendredi » la reconnaissance de l'indépendance des trois Etats baltes. D'ici là, le président américain aura eu l'occasion d'analyser la situation avec le premier ministre britannique John Major, qu'il reçoit jeudi et vendredi dans sa résidence d'été de Kennebunkport. M. Bush, qui a exprimé son grand soulagement de ne prendre aucune décision susceptible de « favoriser une situation anarchique en URSS », devrait aussi avoir « une idée plus claire de la direction que va prendre ce pays, à la lumière des discussions en cours au sein du Parlement soviétique », a ajouté un porte-parole de la Maison Blanche.

M. Strauss, invité mardi à Kennebunkport en compagnie des principaux conseillers présidentiels, a décrit de manière plutôt positive les relations entre les présidents soviétique et russe, qu'il a tout à tour rencontrés à Moscou, où il était arrivé le jour de l'échec de la tentative de putsch. A la lumière de ces entretiens, dont celui avec M. Boris Eltsine qui fut interrompu par deux appels téléphoniques de M. Mikhaïl Gorbatchev, l'ambassadeur américain a estimé que les deux hommes avaient « des conversations cordiales » et « une bonne relation de travail ».

« Les deux anciens rivaux n'ont pas à s'aimer beaucoup pour travailler ensemble (...) Ils savent ce qu'ils doivent faire (...) et le font très soigneusement, en faisant preuve d'une grande maturité. Je n'ai aucune raison de croire que cela ne va pas continuer », a ajouté M. Strauss. Ce dernier a néanmoins estimé qu'il leur fallait « se structurer », avant que Washington ne songe à accorder une aide substantielle à l'URSS. (AFP, UPI)

Prochaine mission de la BERD dans les pays baltes. - Après la visite à Moscou et Leningrad de M. Jacques Attali, président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), une équipe de spécialistes de la Banque doit se rendre dans les pays baltes au cours des prochains jours. La mission procè-

ra à une évaluation de la situation économique de la région, et définira les secteurs susceptibles de bénéficier de programmes d'aide de la part des pays occidentaux. A Leningrad, M. Attali a évoqué avec le maire de la ville, M. Anatoli Sobichak, la mise en œuvre d'un programme de privatisation des propriétés d'Etat.

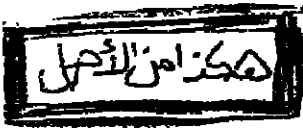
Au cours de ces sept années, c'est la seule fois où notre chance nous a abandonnés. Nous avons fait plusieurs bêtises ce soir-là, Willie et moi, et vous nous avez rudement corrigés.

## Paul Auster LA MUSIQUE DU HASARD

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BEUF

UN ROMAN OÙ LE HASARD  
MÈNE, TAMBOUR BATTANT,  
LA DANSE DU DESTIN

ACTES  
SUD



## LES BOULEVERSEMENTS

La situation dans les Républiques

### La proclamation d'indépendance de la Moldavie, « étape avant la réunification » avec la Roumanie

Ancien territoire roumain, la Moldavie a proclamé, mardi 27 août, son indépendance, qualifiée par les autorités « d'étape avant la réunification » avec la Roumanie, qui a aussitôt reconnu ce nouvel Etat. Seule ombre à cette journée de fête, les députés russophones ont boycotté la séance du Parlement.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

Ils sont arrivés par vagues par une belle matinée, jusqu'à noircir la place de la grande assemblée nationale de Kichinev, la capitale moldave (qu'il faudra désormais appeler de son nom roumain, Khisinau) et la couvrir de bleu, jaune, rouge, les couleurs du drapeau national moldave et de la Roumanie voisine. Les filles s'étaient faites belles pour ce jour historique, mardi 27 août, aussitôt proclamé fête nationale chômée. Un adepte de Krishna profitait de l'affluence pour faire de la propagande, et trois parachutistes soviétiques qui, trois semaines auparavant, lors du putsch, avaient peut-être reçu l'ordre de tirer sur ces gens, observaient la scène.

Puis - ils étaient plus de cent mille - les Moldaves se sont mis à chanter en roumain, leur langue : « *Independența* ». Après cinquante années de domination soviétique, marquée par l'arrivée des chars de l'armée rouge en 1940, après le pacte Ribbentrop-Molotov, la « grande assemblée » de citoyens de Moldavie votait pour la liberté.

Au nom de toutes les associations nationalistes, le leader du Front populaire, M. Iurie Rosca, demandait plus, faisant voter par la foule à main levée une résolution réclamant du Parlement une série de mesures : le retrait des troupes soviétiques d'occupation, que l'hymne d'Etat soit désormais « *Revelle-toi Roumain* » comme en Roumanie, que « les intérêts de la Moldavie soient représentés par la Roumanie sur le plan international », des négociations sur les frontières moldaves soient ouvertes avec l'Ukraine voisine, que les postes frontalières de la Moldavie et la Roumanie soient supprimés.

#### L'inquiétude des Russes

La Roumanie, dont le gouvernement allait aussitôt après le vote reconnaître l'indépendance des Moldaves, se disait prête « à établir des relations diplomatiques ». Les Roumains vivaient les événements retransmis en direct par la

radio et la télévision de Bucarest. Au Parlement moldave, siège de l'ancien Soviet suprême de l'ex-République socialiste soviétique de Moldavie, les deux cent soixante-dix députés présents, dont la majorité à une voix, refusait d'examiner la question « inopportune » de l'indépendance, ont tous voté un à un et nominalement « pour ». « Pour » proclamer la « République de Moldavie souveraine, indépendante, démocratique et libre ». Puisque le peuple l'avait voulu, puisque le contraire aurait passé aux yeux de tous pour une trahison, puisqu'il n'y avait pas d'autre solution, l'Union n'existait plus. « Nous sommes condamnés à l'indépendance », commentait, heureux et ironique, un analyste politique en regardant les votes se succéder, soulignant l'importance de la marche de l'Ukraine voisine vers l'indépendance.

Mais bien que la déclaration d'indépendance garantisse « les droits de tous les groupes ethniques, religieux et linguistiques », les députés des russophones, ceux de la zone du Dniestr, dans l'est de la Moldavie, étaient presque tous absents, manifestant ainsi, une fois de plus, leur refus de suivre la Moldavie vers la Roumanie. A Tiraspol, capitale de cette région russophone contrôlée par la « milice populaire », on avait proclamé la veille la « souveraineté » et on cherchait à se faire rattacher à l'Ukraine voisine.

Peut-être pour ménager la mino-

rité russophone rebelle ou les troupes soviétiques encore présentes, et parce que les dirigeants moldaves savent qu'après des dizaines d'années de russification, les Moldaves (65 % de la population) ne sont pas prêts à une réunification rapide, le Parlement de Kichinev oubliait d'examiner la résolution du Front populaire demandant que la Roumanie représente internationalement la Moldavie. Il n'était pas non plus question de négocier avec l'Ukraine l'échange des territoires du Dniestr, ajoutés par Staline à la Moldavie après la guerre, contre les anciens territoires moldaves du Nord (Bukovine) et du Sud (qui donnent accès à la mer Noire et au Danube) que la dictature avait donnés à l'Ukraine.

Après la proclamation d'indépendance, l'adoption de l'hymne national roumain, le Parlement passait aux choses concrètes, formant une commission pour négocier le retrait des troupes soviétiques du territoire de la République.

Dans la rue, après une gigantesque messe, la foule dansait au son des chants populaires. Puis la pluie se mit à tomber. Chacun est rentré chez soi. Sur la route du retour, croisant une voiture immatriculée en Roumanie, des Moldaves lançaient des appels de phrases comme un clin d'œil qui voulait dire : « *A bientôt peut-être* ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

### Un petit état agricole

Avec une population de 4,3 millions d'habitants (dont plus de 60 % de souche roumaine), la Moldavie - dont une partie du territoire appartenait à la Roumanie avant 1940 est l'une des plus petites Républiques soviétiques. Elle est surtout réputée pour sa production agricole. Gros producteur de fruits, de légumes et de tabac, elle s'est dotée d'une industrie agro-alimentaire non négligeable.

Son secteur industriel et tertiaire étant peu développé, la Moldavie est très dépendante des autres Républiques, vers lesquelles elle exporte ses produits alimentaires, et importe des biens manufacturés. Plus du tiers de la population active est encore employé dans l'agriculture, un pourcentage dépassé seulement par les Républiques d'Asie centrale.

Selon l'analyse conjointe du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, et de la BERD, la balance commerciale de la Moldavie avec ses partenaires soviétiques est devenue excédentaire, grâce aux dépenses effectuées par les visiteurs sur son territoire, et au paiement des subventions sur les produits de consommation par les Républiques consommatrices. La dégradation de la situation alimentaire en URSS aurait ainsi profité à la petite République moldave.

Selon les statistiques soviétiques, le revenu par habitant de la Moldavie est plus élevé que celui des régions les plus pauvres de l'URSS, comme l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan mais nettement inférieur à celui des pays Baltes, de la Russie, de la Biélorussie, ou de l'Ukraine.

F. L.

### Asie centrale : le calme avant la tempête

Olivier Roy, qui est chercheur au CNRS, est rentré à la veille du putsch, d'une longue tournée dans les Républiques musulmanes.

L'apparente passivité des Républiques musulmanes depuis le putsch ne doit pas faire illusion : ce sont des bouleversements en profondeur qui s'y préparent, mais les enjeux ne sont pas ceux du reste de l'URSS. Dans ces Républiques l'opposition n'est pas tellement entre une opinion publique nationaliste et Moscou, ni entre des démocrates locaux et les partis communistes : les conflits actuels opposent les ethnies entre elles, tandis qu'un fondamentalisme islamique ouvert et en voie de politisation accélérée conteste non seulement le pouvoir des partis communistes mais aussi la laïcité qu'a introduite le socialisme. Enfin Moscou apparaît comme l'ultime arbitre possible avant une éventuelle implosion dans des conflits entre Républiques ou dans des guerres civiles.

Le paysage politique dans les Républiques musulmanes est plus complexe que dans le reste de l'URSS. On trouve d'abord des partis communistes au pouvoir, certes conservateurs, mais en fait très peu idéologiques et fondés sur des réseaux de clientélisme qui les rendent paradoxalement plus enracinés dans la société que ne l'étaient leurs homologues en Terre « chrétienne » : ces partis ont profité de la perestroïka pour s'industrialiser totalement : les vrais maîtres du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan sont des Tadjiks et des Ouzbeks. Ensuite ces partis ont récupéré le nationalisme et parfois même certaines revendications islamiques : en Ouzbékistan et au Tadjikistan, l'alphabet arabo-persan doit, cette année, être enseigné à partir de l'école primaire tandis que des commissions d'Etat ont entrepris d'épurer le vocabulaire de tous les mots russes.

Les gouvernements des Républiques musulmanes ont fait alliance avec un clergé islamique « officiel », débarrassé des éléments les plus compromis et dirigé aujourd'hui par de jeunes et brillants oulémas formés dans les pays arabes. Ce clergé, aidé à la fois par les gouvernements locaux et par les subsides saoudiens, s'efforce de contrôler les mollahs « autoproclamés » : il y parvient avec un relatif succès malgré une opposition fondamentaliste virulente de ceux que la presse officielle qualifie, à tort, de « wahabites » (et qui ont eux-mêmes appelé des Saoudiens à l'armée arménienne).

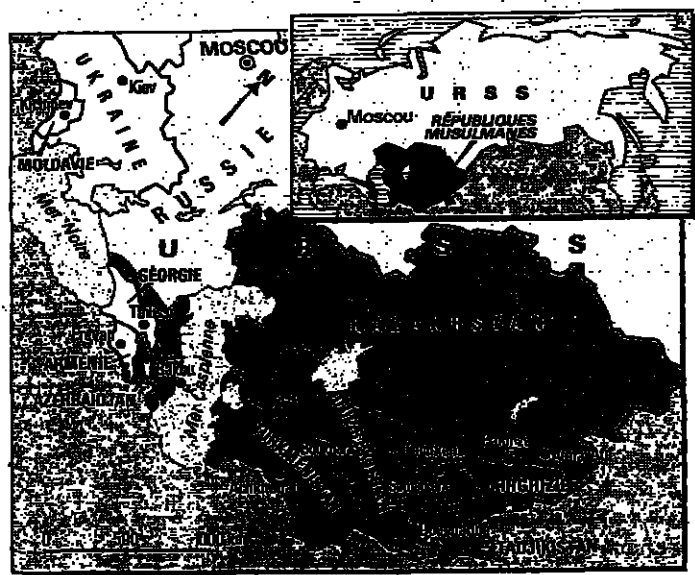
En face de ces partis communistes, l'opposition démocratique est faible : elle recrute dans une intelligentsia laïque et urbaine très coupée de la grande masse de la population, pour qui la fin de la décolonisation russe signifie avant tout le retour à la pratique de la

religion islamique. L'opposition nationaliste, elle, n'est forte qu'en Ouzbékistan, où elle est incarnée par le parti « Birlik ». Partout elle se heurte à la surenchère nationaliste des partis au pouvoir, mais aussi à un problème de définition de l'identité nationale. En effet, la seule référence nationale est celle des Républiques créées par le découpage stalinien des années 20.

Au siècle dernier il n'y avait ni Ouzbékistan, ni Kirghizie et

encore moins le Tadjikistan. Les nouvelles identités nationales man-

Le clergé est embarrassé par la revendication nationaliste qui risque de briser l'oumma et de dresser les Républiques musulmanes les unes contre les autres. Bien des prêches que nous avons entendus en ce mois de juillet 1991 reprennent le leitmotiv : « Il n'y a ni Tadjik ni Ouzbek, il n'y a que des musulmans ». Et pourtant ce même clergé se trouve pris dans les conflits nationalistes : chaque République aspire à avoir sa « direction spirituelle » autonome au lieu de dépendre des quatre



quent de l'enracinement culturel et historique que l'on peut trouver chez les Beltes, les Arméniens ou même les Ukrainiens. La population des campagnes s'identifie encore facilement à la vieille segmentation ethnique ou tribale, ou au contraire à l'« oumma » [communauté des croyants] musulmane, mais guère à la « nation » tadjik ou ouzbek. Notons en passant qu'il n'y a pas d'identité « pasteurque ».

Reste donc l'islam. Le retour à la pratique religieuse, ou plutôt la réapparition au grand jour d'une pratique qui n'a jamais cessé d'être présente, est aujourd'hui le thème principal du Tadjikistan (où le clergé de 40 % des voix en cas d'élections libres). Il faut s'attendre, au Tadjikistan, à des soulèvements islamistes, d'autant que les mollahs algériens d'un commandement Massoud trament, depuis le début août, la totalité de la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. Or les « démocrates » et bien des nationalistes préfèrent encore voir au pouvoir, plutôt que les mollahs, les partis communistes, après réforme interne et introduction du multipartisme.

L'indépendance des Républiques musulmanes se traduira sans doute par des conflits sanglants entre Républiques. Les frontières qui divisent aujourd'hui l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont totalement aberrantes : les plus grands centres urbains tadjiks qui sont Samarkande et Boukhara sont en territoire ouzbek ; par contre un cinquième des 5 millions de Tadjiks sont ouzbéckophones même problème avec la Kirghizie, où la ville d'Osh est ouzbek. Les petites Républiques, Kirghizie, Turkménistan, se sentent menacées par l'expansion de l'Ouzbékistan, plus peuplé, plus dynamique et à qui la position centrale donne un avantage stratégique considérable. Les Ouzbeks développent un nationalisme virulent réclamant le retour en leur giron d'un Tadjikistan qui n'a été érigé en République soviétique qu'en 1936. Rien d'étonnant à ce que les « petits » souhaitent le maintien sur leur territoire d'une armée soviétique, seule garante de leurs frontières. La crainte de conflits entre Républiques freine donc la revendication nationaliste.

Enfin les Républiques musulmanes ne seront pas viables économiquement avant longtemps. Enclavées et dévastées par la monoculture du coton (en Asie centrale), elles sont dépourvues de « produits » étrangers capables d'assurer leur développement économique (à part l'Azerbaïdjan, qui pourrait trouver en la Turquie un débouché durable). Les élites locales, russifiées et peu nombreuses, ne peuvent encore remplacer les experts soviétiques, ingénieurs, médecins, pilotes, qui font tourner ce qui marche encore. Les Républiques musulmanes vont cependant vers l'indépendance, du fait de l'effacement culturel croissant avec la Russie produit par l'islamisation, du fait de la croissance démographique, du départ des colons russes, du désintérêt marqué par la direction russe d'aujourd'hui pour les restes de l'empire, c'est-à-dire tout simplement en suivant le cours de l'histoire : la décolonisation. Mais elles y vont sans joie, inquiètes des troubles qui se profilent à l'horizon.

OLIVIER ROY

### La volonté séparatiste de l'Ukraine inquiète Moscou

Suite de la première page

Le maire de Léningrad, M. Anatoli Sobtchak, s'est insurgé contre les « prétentions inadmissibles de l'Ukraine » à contrôler les troupes déployées sur son territoire, soulignant que beaucoup d'armes atomiques y étaient installées. Il s'est attiré une verte réplique d'un élu ukrainien qui l'a accusé de déformer la position de sa République et d'ignorer que l'Ukraine avait déjà proclamé son désir de ne pas posséder d'armements nucléaires - un désir réaffirmé un peu plus tard par le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk. Par la même occasion, ce dernier précisait que l'Ukraine n'avait nullement l'intention de régler unilatéralement les questions militaires et que l'affaire ferait l'objet de négociations.

Surtout, M. Kravtchouk renvoyait la balle à Boris Eltsine en soulignant que l'Ukraine n'avait, elle, « aucune revendication territoriale » à l'égard de la Fédération de Russie. Et il rappelait au président russe que lui-même avait signé lors de sa visite à Kiev, en novembre dernier, un traité mentionnant, entre autres, le respect de l'intégrité territoriale des deux Républiques « à l'intérieur des frontières qui existent actuellement dans le cadre de l'URSS ».

Bref, la situation est suffisamment confuse et lourde de menaces pour qu'un député du Soviet suprême crie à la « balkanisation » du pays et salue amère-

ment le « succès » des putschistes, qui sont, selon lui, parvenus à leurs fins : « enterrer le traité de l'Union ».

Il ne restait plus à Mikhaïl Gorbatchev qu'à intervenir en fin de séance pour plaider passionnément en faveur non seulement du traité, mais de l'Union elle-même, et, au-delà, « de cet énorme Etat qui a mis mille ans à se constituer ». « Je vous rappelle à la responsabilité. J'appelle tout le monde, y compris les dirigeants des Républiques, à s'interroger pour savoir où cela peut nous mener si [...] des questions énormément compliquées sont réglées en quelques heures. » Du coup, le président soviétique a remis en avant son enfant chéri, le référendum du 17 mars dernier, pourtant bien controversé et aux résultats ambigus. Selon M. Gorbatchev, ce référendum a prouvé que le peuple voulait la préservation de l'Union. M. Gorbatchev - une fois de plus - a menacé de démissionner au cas où le pays s'engagerait dans une autre direction, suscitant quelques quolibets.

#### Fédération ou confédération ?

Mais le passage le plus habile et le plus adéquat de son intervention fut celui où, après avoir exprimé son souhait d'étendre la « poténité sur les frontières », il s'est donné le luxe de prendre la défense de Boris Eltsine. Non, explique celui qui, trois jours plus tôt, paraissait totalement écrasé



par son rival, Boris Eltsine ne veut pas ressusciter « l'empire russe ». M. Eltsine lui-même n'est pas intervenu publiquement mardi, et il est difficile de savoir s'il est satisfait de l'effet dissuasif suscité par sa mise en garde ou s'il a, au contraire, tenté de limiter un peu les dégâts déclenchés par son communiqué.

Au cours d'un entretien avec le président du Kazakhstan, Nursoultan Nazarbaïev, M. Eltsine a souligné, selon l'agence Tass, que les frontières ne seraient révisées que pour les Républiques qui auront décidé de quitter l'URSS - ce qui résume exactement la sub-

stance de son communiqué de la veille. Le président russe a aussi eu un entretien téléphonique avec son homologue ukrainien Leonid Kravtchouk, mais la conversation ne semble pas avoir aplani toutes les difficultés, comme en témoigne la déclaration publiée par la présidence ukrainienne en réponse au communiqué russe.

De plus, M. Kravtchouk a clairement fait comprendre, au cours d'une conférence de presse donnée à Kiev, que lui-même se prononçait désormais pour une confédération, formule beaucoup plus lâche que la fédération prônée par Boris Eltsine. En revanche, une rencon-

tre réunissant à Moscou le président russe, le président kirghize Askar Akaiyev et le président kazakh Nazarbaïev, et à laquelle participaient MM. Gorbatchev et Alexandre Iakovlev, s'ouvrait vendredi aux premières loges mais toujours sans titre officiel, semble-t-il, avoir donné de meilleurs résultats.

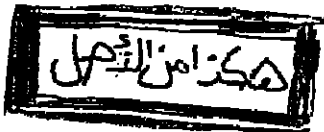
Les participants ont proclamé, selon l'agence Tass, leur désir de signer au plus vite le traité de l'Union - mais « avec les amendements nécessaires », - ce qui promet bien des difficultés. Ils ont aussi exprimé « des doutes sérieux » quant à l'utilité de créer des armées nationales séparées, « à l'exception peut-être de petites gardes nationales ».

Cela fait donc trois Républiques qui semblent à peu près d'accord sur certains principes généraux. Trois sur quinze, ou plutôt sur douze, puisque tout le monde s'accorde à tirer un trait définitif sur les trois Républiques baltes.

JAN KRAUZE

□ Soutien de la maison des Romanov à Boris Eltsine. Le grand duc Vladimir Kirillovitch, le chef de la maison impériale des Romanov, la famille du dernier Tsar de Russie, a adressé une lettre au président russe Boris Eltsine dans laquelle il déclare lui apporter « son soutien attentif ». Dans cette lettre, rendue publique mardi 27 août, le grand duc, en exil en France, rend hommage « au courage de tous les Russes qui ont lutté et qui luttent encore pour ramener dans notre pays les valeurs fondamentales et historiques ». (AP)





## EN UNION SOVIÉTIQUE

Purges dans la presse soviétique

### Des journalistes vedettes de la glasnost sont sanctionnés pour leur tiédeur

L'échec du coup d'Etat contre le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a aussi fait des victimes parmi les journalistes vedettes de la glasnost, en butte à leurs réactions, qui réclament leur démission. La principale victime de cette nouvelle forme de purge est le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Ogoniok*, M. Vitas A. Korotich. Celui-ci se gratifiait du titre de « kamikaze de la glasnost » à la suite de ses fonctions lundi 26 août, sous la pression de sa rédaction qui lui reprochait de ne pas avoir immédiatement démissionné de son poste, et il se trouvait pendant l'annonce du coup d'Etat, afin de participer à la résistance.

Autre journaliste sanctionné pour sa tiédeur, Fedor M. Burlatsky, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire libéral *Literaturnaja Gazeta*, qui a dû aussi démissionner : ce vieux briscard du journalisme, qui écrivait les discours de Nikita Khrouchchev dans les années 60 avant de devenir, vingt ans plus tard, l'un des journalistes vedettes de la glasnost et député au Soviet suprême, était en vacances en Crimée lors du coup d'Etat. M. Burlatsky n'aurait pas jugé utile de rentrer aussitôt à Moscou. D'autre part, sa protestation contre le putsch publiée par *Literaturnaja Gazeta* était datée du 21 août, alors que la tentative de coup d'Etat était déjà sur le point d'échouer.

Selon certains journalistes soviétiques cités par le *Washington Post*, le départ de la scène journalistique de ces deux figures de proue sonne le glas d'une période au cours de laquelle l'activité politique prenait le pas sur l'activité professionnelle de certains journa-

listes impliqués dans la glasnost. La presse soviétique continue à bégayer. Ainsi, la rédaction du quotidien *Leningradskaja Pravda*, a décidé, avec le soutien du maire de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak, de créer un nouveau quotidien sur la base de cet ancien organe du comité du PCUS de la ville. Baptisé *Bulletin de Saint-Petersbourg* (un titre qui existait de 1728 à 1914), le nouveau journal, à paraître le 1<sup>er</sup> septembre, devrait « aider la mairie dans l'œuvre de renaissance des valeurs spirituelles, scientifiques et culturelles, renforcer l'économie et développer les meilleures traditions de la grande ville ».

Enfin, les bouleversements que connaît la presse soviétique a incité l'association Reporters sans frontières à adresser un message au président russe, M. Boris Eltsine. Soulignant « être intervenu régulièrement auprès des autorités soviétiques pour condamner les atteintes à la liberté de la presse dans votre pays », Reporters sans frontières fait remarquer que « la fin de la mainmise de l'Etat sur la presse soviétique [...] ne doit pas signifier pour autant la condamnation au silence des journaux d'opinion communistes ». Citant le cas de la *Pravda*, de *Sovetskaja Rossiya*, de *Glasnost* et de *Rabotchnaya Tribuna*, l'association demande à M. Eltsine d'intervenir « pour que tous les médias représentés en République de Russie aient le même droit à l'expression et que les journaux communistes soient autorisés à reprendre [...] ».

Y.-M. L.

### M. Egor Iakovlev nouveau patron de la télévision

M. Egor Iakovlev, jusqu'ici rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*, a été nommé mardi 27 août président de la radio-télévision soviétique sur décret du président Gorbatchev, a annoncé l'agence Tass. Cette mesure semble impliquer que la nomination à ce même poste de M. Mikhaïl Poltoranine, le ministre russe de la presse, annoncée dans la foulée du limogeage de l'ancien patron de « Gostélradio », le conservateur Léonid Kravtchenko, n'était que provisoire. Selon Tass, M. Poltoranine est chargé de préparer des propositions sur l'organisation de la télévision de Russie.

Si son homonyme Alexandre Iakovlev peut être qualifié d'« architecte » de la perestroïka, Egor - qui n'a aucun lien de parenté avec le premier - en a été le premier et le plus puissant porte-voix. Nommé rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou* en 1986, il fut de cette publication, qui était jusqu'alors chargée de diffuser en plusieurs langues la doctrine du parti, un hebdomadaire de la « nouvelle pensée ». Les *Soviets* s'attachent les *Nouvelles de Moscou* parce que M. Egor Iakovlev s'est entouré d'une équipe de journalistes et de commentateurs de talent qui prennent au sérieux la tâche. Après avoir été la voix officielle de la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev, ils vont très vite utiliser toutes les possibilités offertes par la libéralisation pour faire un vrai travail de journalistes, n'hésitant pas à critiquer la ligne officielle.

Agé de soixante ans, M. Egor Iakovlev a, jusqu'à son arrivée aux *Nouvelles de Moscou*, accompli une carrière clas-

sique dans la presse soviétique qui l'avait mené de la *Pravda* de Moscou à la vice-présidence de l'agence Novosti. Mais, entre-temps, il avait fait un séjour à Prague et fréquenté quelques « révisionnistes » envoyés en exil dans la capitale tchécoslovaque et dont beaucoup se retrouvent des années plus tard dans l'entourage de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Elu député au Congrès du peuple en 1989, M. Egor Iakovlev, qui avait quitté le Parti communiste la même année, appartenait au groupe inter-régional de MM. Salcharov, Eltsine, Sobtchak, etc., qui ne veut pas se contenter de réformer le système, mais plaide pour des changements fondamentaux démocratiques. Cette orientation se reflète dans les *Nouvelles de Moscou*, qui cessent d'être un hebdomadaire « gorbatchévien » pour devenir une publication véritablement indépendante dans laquelle peuvent s'exprimer des opinions très diverses, même si elle soutient de plus en plus ouvertement M. Boris Eltsine. Il n'est donc pas étonnant que les *Nouvelles de Moscou* aient été parmi les premiers journaux interdits par les putschistes.

M. Egor Iakovlev a fait des émules : son fils a créé un journal économique, *Kommerant*, tandis qu'un autre de ses collaborateurs, M. Vitali Tretjakov, fonde le *Journal indépendant*, qui s'est rapidement imposé comme un des meilleurs quotidiens - même s'il ne paraît pour des raisons matérielles, que trois fois par semaine - moscovites. Il n'est donc pas vain d'espérer que sa nomination à la présidence de la télévision soviétique va marquer un véritable tournant avec l'ancien régime et que l'information télévisée ne se verra plus obligée de chanter les louanges des puissances, fussent-ils élus démocratiquement.

D. V.

### MM. Loukianov et Bessmertnykh auraient participé à la préparation du putsch

MM. Anatoli Loukianov, ancien président du Soviet suprême, et Alexandre Bessmertnykh, alors ministre des affaires étrangères, ont participé le 18 août, soit la veille de l'annonce officielle du coup d'Etat, à une réunion nocturne à Kremlino. Les deux putschistes, affirme, mercredi 28 août, le *Financial Times*. Le quotidien britannique se réfère à un entretien avec M. Vladimir Tchitcherbakov, ancien vice-premier ministre dans le cabinet dissous la semaine dernière. Ce dernier affirme avoir été informé par l'ancien premier ministre, M. Valentin Pavlov, un des membres du Comité pour l'état d'urgence (putschiste), que les deux hommes ont pris part à une réunion dimanche soir à sa date d'appel téléphonique de M. Vladimir Krioutchkov, l'ancien chef du KGB, qui lui annonçait une situation critique et le priait de venir au Kremlin. En plus de MM. Bessmertnykh, Loukianov et de six des huit futurs membres du Comité pour l'état d'urgence, assistaient à la réunion MM. Oleg Chornine, un des secrétaires du comité central du parti, Valeri Boldine, chef du secrétariat de M. Gorbatchev, et Plekhanov, chef de la sécurité du président soviétique. Seuls manquaient MM. Starodoubov et Iakovlev, deux personnalités non gouvernementales qui ont été rajoutées à la liste au dernier moment.

Selon M. Tchitcherbakov, c'est au cours de cette réunion que M. Pavlov aurait appelé de la bouche de M. Krioutchkov la « maladie » du président Gorbatchev. Le chef du KGB aurait également informé les participants de l'activité de bandes armées dans la capitale et aurait réclamé la proclamation de l'état d'urgence. Dès le 24 août, M. Alexandre Iakovlev, ancien membre de la direction soviétique, avait déclaré à des journalistes que la liste des membres du Comité pour l'état d'urgence comportait à l'origine deux noms de plus, ceux de MM. Bessmertnykh et Loukianov, et mais qu'il avait été décidé de les laisser provisoirement en dehors, « pour que l'un puisse plus facilement se mettre d'accord avec les députés, l'autre avec les ambassadeurs ». Depuis l'échec du putsch, les deux hommes ont nié toute participation. Cependant le quotidien *Nezavisimaja Gazeta* affirme, mardi 27 août, documents à l'appui, que M. Loukianov a tout fait pour retarder jusqu'au 26 août, comme le voulaient les putschistes, la réunion du Soviet suprême qu'il présidait.

## « L'URSS est finie »

nous déclare M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Jimmy Carter

Que va devenir l'Union soviétique ? Alors qu'un nombre croissant de Républiques déclarent leur indépendance et que M. Mikhaïl Gorbatchev - et peut-être aussi M. Boris Eltsine - s'efforce d'enrayer l'éclatement de l'empire, M. Zbigniew Brzezinski, dans un entretien accordé au *Monde*, est catégorique : « L'URSS est finie ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour l'ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, il est « tout simplement impossible d'imaginer qu'un pareil système de pouvoir centralisé puisse être préservé, au moment où les populations russe et non russes se sentent désemparées en tant qu'entités politiques et nationales ».

A ses yeux, d'une manière ou d'une autre, ce que l'on a appelé l'URSS est condamné, même s'il subsistera peut-être un arrangement de coopération économique ou de sécurité entre les Républiques. Le problème est que, pour en arriver à cette inévitable issue, il y a plusieurs scénarios, a-t-il expliqué au *Monde*. La version optimiste de l'histoire verrait un démantèlement sans drame majeur, une séparation avec le minimum de violence. C'est le scénario d'une dissolution à peu près ordonnée, dit M. Brzezinski : « Il suppose de vraies négociations entre les membres de l'Union, un face-à-face horizontal, entre égaux, en lieu et place du traité imposé par Mikhaïl Gorbatchev, dont l'ob-

jet était de renégocier et de redéfinir l'Union en préservant une relation verticale », c'est-à-dire une forme de domination du « centre » sur les Républiques.

S'il y a aujourd'hui « des négociations réelles » entre les membres de l'Union, alors on peut imaginer, à terme, une organisation confédérale. Du fait de son poids démographique, économique et culturel, la Russie devrait en être l'élément le plus influent, pour ne pas dire dominant. En revanche, si le processus de dissolution en cours se passe dans la violence, s'il débouche sur une situation à la yougoslave avec autant de guerres civiles locales, les relations entre les ex-membres de l'Union seront pour longtemps « antagonistes, conflictuelles ». Dans un cas comme dans l'autre, poursuit M. Brzezinski, « le résultat sera le même : la fin de l'URSS ».

M. Eltsine, l'« Ataturk russe » ?

Moins évidente est la situation à court terme, indique-t-il encore. On pourrait bientôt entrer dans « la troisième phase de la révolution en cours », une phase particulièrement dangereuse. A l'issue de la « première phase », courant juillet, « les réactionnaires du parti ont compris qu'ils avaient perdu la bataille politique contre Mikhaïl Gorbatchev ». La « seconde phase » de la révolution a vu les « durs » tenter de recourir à la force ; ce furent ces journées d'août, dit encore, conclues sur une défaite des tenants du national-communisme. La « troisième phase » pourrait bien les voir recourir à la « terreur », c'est-à-dire « à l'assassi-

nat, à la tentative d'élimination physique de leurs adversaires ».

M. Brzezinski imagine volontiers une tentative de ce genre menée par des « durs » ayant échappé aux purges de ces derniers jours. « Beaucoup va dépendre de la manière dont se passe la dissolution de l'Union », estime-t-il. Un contexte de désordres, de violences prolongées, « galvaniserait » les forces réactionnaires. On pourrait alors les voir se regrouper autour d'un chapitre de la loi et de l'ordre. M. Brzezinski pense au général Gromov. Cet officier, qui fut le dernier chef de l'Armée rouge en Afghanistan, est premier vice-ministre de l'intérieur et, à ce titre, commande plusieurs unités spéciales (1).

L'ancien conseiller du président Carter se dit néanmoins « optimiste ». Il est persuadé que « le communisme est mort », que sa « viabilité » en tant qu'idéologie touche à sa fin. Mais ce dont les Russes doivent maintenant se convaincre, poursuit-il, c'est que leur « accès à la modernité », leur développement et leur intégration dans l'Europe passent par un renforcement de la démocratie en Russie, par une renonciation à cette domination impériale, dictatorial sur l'empire (ou ex-empire) soviétique. Evolution qui conditionnera aussi la perception que les Républiques auront de la Russie, par là, leur disponibilité à rester dans un système de coopération.

M. Brzezinski diffère sur un point avec la ligne jusqu'alors suivie par le président George Bush. Il estime qu'il faut persuader les Russes que la fin de l'empire est irréversible, donc renforcer les

faits accomplis, c'est-à-dire « ce pluralisme politique et national » en train de s'établir sur les décombres de l'URSS. Pour ce faire, il faudrait non seulement reconnaître la pleine indépendance aux pays baltes, mais aussi commencer à tisser des relations avec d'autres Républiques, comme l'Ukraine ou la Biélorussie.

Pour M. Brzezinski, le devoir des Occidentaux est encore de créer « les conditions optimales devenues, permettre à Boris Eltsine d'être l'Ataturk russe », le modernisateur de la Russie à l'heure du démantèlement de l'empire soviétique, comme Mustafa Kemal fut le modernisateur de la Turquie à l'heure du démantèlement de l'empire ottoman. D'où l'importance de l'aide économique occidentale. Car si les Russes voient que « la démocratisation se passe mal, si les difficultés économiques s'accumulent sur fond de turbulences continues en Russie et dans les Républiques, alors nombre d'entre eux pourraient être saisis par la tentation autoritaire ».

Ce n'est pas la restauration du communisme qui serait à craindre, dit-il, mais celle de la dictature en Russie et dans les Républiques. Ce qui est à craindre, c'est que les Russes arrivent à la conclusion, après des mois de troubles, que la dictature est le seul système de gouvernement susceptible d'assurer un peu d'ordre et de paix civile dans cet ensemble.

ALAIN FRACHON

(1) Son nom n'ayant pas été mentionné dans les renseignements publiés après le putsch, le général Gromov semble occuper toujours, officiellement, ce poste.

## Comment détruire le « parti-Etat » ?

Suite de la première page

Le mot est devenu aujourd'hui une catégorie sociologique servant à définir l'ensemble de l'élite. Mais il avait au départ un sens plus concret, puisqu'il désignait la liste des postes dont les titulaires devaient être nommés à un certain niveau d'autorité. Certes, on se souvient de ce mot, qui était à l'époque, ce liste englobait tout autant les hommes (qui devenaient ainsi les « protégés » de l'instance supérieure) que les fonctions. Mais l'on était moins, de ce fait, nomenclaturiste en général que le nomenclaturiste de quelqu'un : du comité régional du parti pour tel ou tel sous-chef de service dans un canton, du secrétariat du parti à Moscou pour un deuxième secrétaire de région, du politburo pour un premier secrétaire ou un ministre, voire du secrétaire général lui-même. Bref, l'ancien régime ne fait savoir à l'un de ses associés du politburo que le ministre de l'Agriculture de l'époque faisait partie de sa « nomenclatura personnelle » ?

Or ce principe ne jouait pas seulement pour les fonctions dans le parti, mais pour tous les postes de l'Etat et la société, que ce soit la subordination officielle : un ministre, un directeur d'usine, un chef militaire, un rédacteur en chef, un syndicaliste ou un président d'association, tous ces responsables - et leurs adjoints - devaient, pour être nommés, avoir l'approbation de l'organe du parti correspondant. On a même pu dire que le patriarcat de Moscou et de toutes les Russies relevait de la nomenclatura du politburo, son choix étant décidé en premier ressort dans le « saint des saints » du parti.

« La discipline du téléphone »

Bien entendu, les limogeages étaient décidés de la même façon, ce qui justifiait encore la dépendance de tous les cadres par rapport au parti. Cette dépendance s'était certes beaucoup atténuée ces derniers temps, puisque, avec la tenue d'élections libres, l'apparition du pluralisme et le parlementarisme, une partie des nominations échappait à la volonté du PC. Mais il en restait encore beaucoup : on parlait, depuis l'hiver dernier, d'un retour du politburo sur la scène, et M. Ianaev, avant d'être choisi comme vice-président par M. Gorbatchev, passait, au sein de cet organe, pour l'homme qui surveillait toutes les nominations dans l'appareil gouvernemental.

Un autre principe de fonctionnement du système d'Etat-parti était celui des filières clandestines d'autorité. Un haut fonctionnaire était soumis à l'autorité de son ministre sur le plan administratif, mais, en tant que communiste, à celle de sa cellule. Et comme cette cellule recevait elle-même, par le canal des divers secrétariats du parti mais souvent directement d'un haut, ses instructions de l'autorité supérieure, la direction suprême pouvait se faire entendre quand elle voulait et où elle voulait.

C'est ainsi que le principe officiellement proclamé d'« indépendance de la justice » était constamment balouté : comment le juge, voire l'avocat, pouvait-il être indépendant de ce que l'on appelait la « discipline du coup de téléphone » si on lui donnait une instruction « en tant que communiste » et si, de surcroît, le parti tenait les clés de son maintien à ce poste par le jeu de la nomination ? Le système fonctionnait d'ailleurs si bien qu'un ordre direct n'était pas nécessaire : les hiérarchies du parti n'avaient pas à taper sur la table, ils se contentaient de donner des « conseils ».

Ce système avait ses inconvénients, notamment celui de flusser tout le petit jeu de la « critique autocratique » dont se vantaient les idéologues, puisque la responsabilité était totalement séparée de la décision : « Celui qui décide ne répond rien, celui qui répond a rien décidé », avait dit un orateur à la conférence du PC en 1988. Mais il avait bien des avantages pour les hommes installés au pouvoir, et c'est pourquoi il a continué de fonctionner à travers toutes les péripéties de la perestroïka.

Ainsi le 29 janvier dernier, le *Nezavisimaja gazeta* avait publié un étrange document émanant du comité central du PC à Moscou. Signé du secrétaire général adjoint Vladimir Ivachko, il enjoignait au département pour les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue d'ouvrir des poursuites pénales contre les organisations nationalistes de Lituanie... On aurait pu penser que les affaires légales du CC de « coordonner les activités de la procureure de l'URSS, du ministre de l'intérieur, du KGB et de la Cour suprême » en vue



## La direction du PCF reproche aux socialistes de « contribuer à l'offensive » de la droite

[illegible]

# EN UNION SOVIÉTIQUE

en France

## Un entretien avec M. Jospin

« Pour ce qui est essentiel, notre politique a été juste »  
nous déclare le ministre de l'éducation nationale

« Qu'est-ce qui vous a surpris le plus : la tentative de coup d'Etat des conservateurs, son échec, ou bien l'effondrement du communisme soviétique, qui en a été la conséquence ? »

« Le fait que ces hommes de gauche qui, depuis plus de trente ans, voulaient et, d'une certaine façon, préparaient la disparition du système stalinien. L'événement n'a donc pas été pour moi, en lui-même, surprenant. Si le système avait une chance de se réformer, c'est entre 1956 et 1968, entre la Commune de Budapest et le « printemps de Prague » qu'il pouvait la saisir. Dès lors que cela n'était pas fait, il était probable qu'on assisterait, dès que les conditions seraient réunies, à une dislocation brutale du communisme soviétique. C'était ainsi, déjà, que les choses s'étaient passées, ces deux dernières années, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est ou en Hongrie. Les régimes rigides n'évoluent pas, ils se brisent quand leur temps est venu. En Union soviétique, un régime mis en place par une révolution finit renversé par une autre révolution. »

« La tentative des conservateurs était prévisible, car les difficultés de toutes sortes s'accumulaient, en raison même de l'impossibilité où Mikhaïl Gorbatchev se mettait d'aller plus loin et plus vite. La contradiction ne pouvait qu'éclater, à un moment où à un autre, entre la politique qu'il s'efforçait de mener, les exigences légitimes de réformateurs et le poids de ceux qui voulaient le tirer en arrière. S'est-il vraiment agi, d'ailleurs, le 19 août, d'un coup d'Etat ? Celui-ci aurait supposé l'arrestation de M. Eltsine, des leaders démocrates, et une répression sanglante des Moscovites rassemblés au Parlement. N'était-ce pas plutôt un coup de force destiné à faire pression sur M. Gorbatchev et sur le cours des choses, afin de l'infléchir ? »

« Cette tentative vous a-t-elle paru avoir des chances de succès, ou bien avez-vous pensé qu'elle se heurterait inéluctablement à la réalité politique nouvelle qui avait pris forme en Union soviétique ? »

« Techniquement, le « coup » pouvait réussir, à condition d'y mettre le prix. Cela aurait, de toute façon, débouché assez vite

sur une impasse. Mais l'équipe des comploteurs n'avait ni convictions, ni densité politique, ni croyance en une quelconque perspective historique. »

« N'a-t-on pas sous-estimé, en France, la décomposition du système communiste en Union soviétique et, corollairement, la capacité de résistance des forces démocratiques ? »

« Nous savions que le communisme soviétique était virtuellement mort. Nous avions renoué des relations avec les courants réformateurs qui se développaient. En même temps, nous ne pouvions pas ignorer la capacité de résistance des forces conservatrices, et il nous fallait tenir compte de la démarche choisie par M. Gorbatchev. Le paradoxe est que c'est le putsch destiné à sauver le communisme qui en a précipité la chute. »

« La diplomatie française des dix dernières années a été une des plus fermes du monde occidental à l'égard du brejnevisme. Elle a été une des plus résolues à soutenir l'entreprise de M. Gorbatchev qui seule a permis que le système commence à bouger. Il est juste aujourd'hui de lui restituer ce rôle historique. Pour ce qui est essentiel, notre politique a été juste. »

### L'adhésion à la Communauté

« Pouvait-on prévoir que la dislocation de l'Union soviétique trait de pair avec l'effondrement du Parti communiste ? »

« Les contours de l'Union soviétique étaient le produit du tsarisme, de la révolution de 1917, puis de la Seconde Guerre mondiale. Cet ensemble fédératif était, à beaucoup d'égards, formel, fictif, puisqu'on savait bien qu'il réunissait des peuples agités par la force de coaction du parti et du système communistes. Il y avait donc toute chance pour que le démantèlement du système communiste entraîne celui de l'Union. La question qui se pose maintenant est de savoir s'il ne faut pas, absolument, préserver un « centre » afin de réguler les relations entre les Républiques. »

« Vous estimez donc qu'il subsiste une entité géopolitique, dans laquelle les Républiques ex-soviétiques doivent se situer ? »

« Personne ne peut souhaiter l'apparition d'un processus yougoslave à la puissance dix. Le mouvement actuel pousse aux indépendances. Mais plusieurs de ces Républiques

auraient intérêt à préserver une entité et une instance commune qui leur permettent de régler leurs rapports entre elles. Sinon, la Russie cherchera à le faire, ou les problèmes risquent d'être réglés entre les Républiques par la violence. Et puis de très grandes questions se posent : qui va contrôler les armes nucléaires ? Comment traiter le problème de l'aide occidentale ? »

« L'éclatement de l'Union ne crée-t-il pas une zone de turbulence à l'est de l'Europe et ne provoque-t-il pas, sur le continent, un déséquilibre de nature à affaiblir la position de la France par rapport à celle de l'Allemagne ? La perspective d'une confédération européenne peut-elle permettre d'y remédier ? »

« Le déséquilibre est évident : l'existence d'un bloc soviétique représentait une menace, mais, aussi, un élément de stabilité ; on sait tout cela, mais la question de savoir s'il va jouer en faveur de l'Allemagne et au détriment de la France n'est pas la plus pertinente à court terme. En réalité, nos deux pays sont confrontés aux mêmes problèmes. La situation créée à l'Est commande de renforcer la Communauté économique européenne, seule à même de répondre au défi économique et d'assurer une cohérence entre les initiatives des pays d'Europe de l'Ouest. L'idée de confédération européenne, lancée par le président François Mitterrand, est une grande idée et une perspective juste. En même temps, je crois que nous aurons du mal à élargir la question de l'adhésion de plusieurs pays de l'Est à la Communauté économique européenne. »

« Le démantèlement du système soviétique constitue-t-il une victoire pour les Etats-Unis, au terme de quarante-cinq ans de confrontation avec le communisme ? L'Europe de Vancouver à Vladivostok est-elle à l'ordre du jour ? »

« Dans la mesure où il y a eu confrontation entre deux grandes puissances, il est clair que les Etats-Unis en sortent vainqueurs. Si l'on considère que cette lutte a été, aussi, celle de deux systèmes sociaux - les Etats-Unis s'identifiant au capitalisme, et l'Union soviétique, au communisme - le capitalisme l'a emporté sur le communisme. En réalité, cette victoire est tout autant celle de la démocratie sur le totalitarisme que celle du capitalisme sur le communisme. Que les Etats-Unis soient, désormais, une superpuissance, capable de régler, selon leurs

vues, tous les problèmes de la planète, je ne le crois pas, et je ne le veux pas. On peut, à la limite, régler le monde à deux, dans un rapport binaire entre deux blocs. Je ne pense pas qu'un seul pays le puisse. Les Etats-Unis vont, certes, avoir une influence décisive dans les dix ans qui viennent, mais le moment est venu d'affirmer que c'est à la communauté internationale de jouer le rôle principal, ce qui ne peut se faire que sur la base de principes et de valeurs reconnus par le plus grand nombre. »

« Je ne crois pas à une Europe « de Vancouver à Vladivostok ». Ce n'est pas au moment où l'Europe se retrouve qu'il faut la noyer dans l'Atlantique. L'Europe est un ensemble géographique déterminé. Il faut souhaiter que les pays de l'Est européen se retrouvent, après la période de langue de bois communiste, dans une commune identité européenne. »

### M. Eltsine a besoin d'aller vite

« Les pays qui sortent du communisme pourraient-ils opter pour une voie social-démocratique ? »

« La question principale qui se pose aujourd'hui est de savoir si la sortie du communisme sera, ou plutôt restera, ou non, « démocratique ». Cela n'est pas automatiquement assuré. Les difficultés massives auxquelles doivent faire face ces pays - économiques, sociales, culturelles, de nationalité - seront mieux réglées par des systèmes démocratiques. Je crois que les peuples y aspirent. Mais il peut malheureusement, dans ces tentations autoritaires, tout en nommant des liens avec les nouveaux responsables politiques qui apparaissent en Union soviétique, il faut savoir qu'ils sont tous en devenir et qu'il faudra les juger en fonction de leurs choix, et en référence aux principes démocratiques, et non en fonction de telle ou telle préférence du moment. »

« La façon dont M. Eltsine agit, aujourd'hui, ne me choque pas : dans une révolution, il faut accomplir des actes radicaux. Il a besoin d'aller vite pour détruire des pouvoirs ou des menaces, dans le KGB par exemple. Il faut faire face à la répression de nouveaux pouvoirs face à ceux qui se défient. Le problème est de savoir comment tout cela sera réglé ensuite, quelles garanties démocratiques seront durablement instituées. »

« Je pense, c'est vrai, que les partis socialistes ou sociaux-démocrates seraient plus importants, dès la première étape, dans les pays de l'Est. Je me suis trompé sur ce

point, parce que j'avais sous-estimé le fait que le socialisme avait été, par un abus de langage, assimilé, pendant plus de quarante ans, au communisme. Néanmoins, les problèmes économiques et sociaux subsistent et, à terme plus ou moins proche, on verra des forces de type social-démocrate occuper une place beaucoup plus importante à l'Est, car il apparaît nécessaire d'accompagner la transition démocratique par des politiques de régulation sociale. On voit déjà, dans les mouvements démocratiques, se dessiner des tempéraments différents, les uns plus « libéraux », les autres plus « sociaux ». »

« La fin du communisme peut-elle être considérée simplement, par les socialistes, comme la victoire posthume de Blum contre ceux qui avaient décidé, il y a soixante-dix ans, de rejoindre l'Internationale communiste ? Est-ce que les idéaux originellement communistes ne sont pas eux-mêmes affectés par cette histoire ? »

« Premièrement, cela n'a pas plus de sens de rendre les socialistes responsables du communisme stalinien que cela n'en aurait de rendre les conservateurs ou les libéraux responsables du pipochétisme, sous prétexte que Pinchot, les colonels argentins ou les généraux brésiliens se réclamaient de l'école de Chicago et de l'ultra-libéralisme. Deuxièmement, la démonstration s'est faite, effectivement, qu'on ne pouvait pas développer le socialisme hors de la liberté. En ce sens, Blum a eu raison contre Cachin. Troisièmement, la fin du communisme nous libère, nous, socialistes, d'une caricature que nos adversaires brandissaient contre nous. »

« En France, l'extrême droite et une partie de la droite ont sans doute intérêt à opérer cette assimilation entre communisme et socialisme. Quand Le Pen proclame : « Il faut démanteler la France ! », il place sur le même plan stalinisme, communisme, socialisme démocratique, idéaux de la Révolution française et de la République, apports de la philosophie des Lumières. En réalité, le communisme stalinien est la négation du socialisme, lequel est une façon de porter plus loin le message de la démocratie et de la Révolution française. Il serait d'ailleurs irresponsable pour la droite classique de faire la même assimilation, car elle sait très bien que la vie politique est organisée, partout en Occident, autour d'un courant conservateur et d'un courant progressiste, qui, en

Europe de l'Ouest, ont pris, pour l'essentiel, la forme de partis conservateurs et de partis socialistes ou sociaux-démocrates. »

### Le PCF reste un partenaire

« Le trait distinctif du PS français par rapport à ses homologues européens est l'alliance qu'il a nouée, il y a vingt ans, avec le Parti communiste, dont les événements de la semaine dernière ont encore souligné le « retard » qu'il a pris sur l'histoire. Les socialistes peuvent-ils encore, aujourd'hui, s'allier avec un Parti « communiste », si affaibli soit-il ? »

« Dans ce mouvement d'alliance, nous souhaitons aller au-delà du ralliement provisoire et tactique des communistes à nos propositions et les amener à une véritable rupture avec le communisme stalinien. Leur direction s'en est montrée incapable. »

« Si le Parti communiste persiste dans son blocage social, la question de l'alliance des socialistes avec lui risque, à terme, de ne plus se poser, car il disparaît. Le problème posé aujourd'hui est celui d'une transformation radicale au sein du Parti communiste ou de son éclatement et de sa reconstitution qui se feront autour du PS. Je crois de moins en moins en l'autoréforme du Parti communiste. Ou bien il reste ce qu'il est et il se consumera progressivement ; ou bien il change et peut être utile, alors, à l'ensemble des forces de gauche, mais il disparaîtra en tant que Parti communiste. »

« Quant à la « discipline républicaine » pour les prochaines élections, ce n'est pas un problème. En tant que représentant de certaines forces sociales, le Parti communiste reste un partenaire. En revanche, il n'a plus de perspective historique. A nous d'avancer les nôtres. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

« Les Français déçus par la réaction de M. Mitterrand... D'après un sondage IFOP, réalisé par téléphone les 24 et 26 août auprès d'un échantillon représentatif de 800 personnes, et publié par VSD du 29 août, 33 % des Français ont été « assez déçus » par la réaction de M. François Mitterrand lors des derniers événements d'Union soviétique ; 11 % ont même été « très déçus ». En revanche, ils n'ont été que 5 % à avoir été « très satisfaits » et 31 % « assez satisfaits ».

### POINT DE VUE

## La Grande Russie et l'« URS »

par Maurice Duverger

La Grande Russie a été tirée de sa léthargie par Boris Eltsine le 22 août 1991, dans un extraordinaire dialogue avec la foule rassemblée devant le Parlement de la République. Son réveil répond à l'attente d'un peuple qui se sent depuis longtemps russe plutôt que soviétique. Enivré par son courage devant les putschistes, il trouve naturel de prendre en main la direction de la Fédération après leur défaite, comme il l'a fait dans la résistance au coup de force. Flottant désormais au-dessus du Kremlin, son drapeau traditionnel redevient ce qu'il était avant 1917 : le symbole de l'impérialisme panrusse des tsars, que Staline avait ressuscité sous l'égide du drapeau rouge.

En dirigeant les communications de l'Etat, en empiétant sur beaucoup d'autres moyens d'action de son gouvernement central, en reconnaissant tout seul l'indépendance des pays baltes, Eltsine exerce déjà une partie des pouvoirs exceptionnels que Gorbatchev lui a reconnus en fusionnant, d'une certaine façon, leurs présidences respectives. L'URSS est aujourd'hui dirigée par une sorte de consulat à la romaine, dont les deux titulaires exercent des fonctions différentes en temps normal, chacun devant les cumuler en cas d'empêchement de son collègue.

La séparation du Parti communiste et de l'Etat marque une étape encore plus importante dans la remise en selle de la Grande

Russie. La puissance antérieure du PCUS anéantissait, en effet, le fédéralisme établi par la Constitution, qui se trouvait alors ramené à une hégémonie du pouvoir soviétique. Le dynamisme d'Eltsine est en train d'annuler le fédéralisme d'une façon différente, en libérant de ses contraintes une République plus forte à elle seule que les quatorze autres réunies. Leurs proclamations d'indépendance les délient des liens juridiques presque disparus déjà, pratiquement, mais les laissent sans protection devant l'hégémonie matérielle de la Russie.

### Seule l'Ukraine...

La Lituanie, la Lettonie, l'Estonie pourront y échapper avec une aide extérieure que leurs voisins scandinaves sont en mesure de leur apporter. La Moldavie s'intégrera sans doute dans une grande Roumanie, dont la France devrait aider à reconstruire l'économie et à développer la démocratie. La Géorgie et l'Arménie feraient bien de réfléchir avant de refuser d'entrer dans une nouvelle Union, où la qualité de leurs hommes d'Etat trouverait demain l'occasion de servir la liberté, comme ils ont commencé à le faire depuis la perestroïka. Isolée, leurs 9 millions d'habitants à elles deux n'auraient qu'un rôle marginal.

Seule, la deuxième République de l'URSS pourrait s'épanouir en

dehors de l'Union : celle dont Voltaire écrivait, dès 1731 : « L'Ukraine aspire toujours à être libre ». Son poids démographique, ses capacités économiques, sa situation géographique lui permettraient une sécession complète. Son peuple devrait examiner minutieusement la situation, avant de préférer le nationalisme du dix-neuvième siècle à la tendance des nations évoluées de s'intégrer dans de grands ensembles structurés, en cette fin du vingtième.

Comme toutes les Républiques de l'URSS, l'Ukraine aurait intérêt à faire partie d'un marché unique aux dimensions équivalentes à celles de la Communauté européenne : chacun de ses membres étant libre de sa législation sur la propriété des terres et des instruments de production, sur la création et le statut des entreprises, sur les investissements étrangers et les sociétés mixtes.

### D'une hégémonie à l'autre ?

La présence d'un autre grand pays serait nécessaire pour équilibrer l'ascension actuelle d'une Russie en train de reprendre la route de la domination qu'elle a suivie depuis ses origines, à travers toutes les vicissitudes de son Histoire. Si l'on ne veut pas qu'une hégémonie économique par le capitalisme ne succède un jour à l'hégémonie politique par le Parti communiste, il semble indis-

pensable qu'une large « Union des Républiques soviétiques » - sans référence idéologique - succède à l'URSS.

La structure de cette « URS » s'établirait probablement entre le modèle très fédéral des Etats-Unis et le modèle plus confédéral de la Communauté européenne. Au premier, elle devrait sans doute emprunter le principe du suffrage universel, seul capable d'éviter l'omnipotence du président de la République russe, et d'assurer la fiabilité de la discussion nucléaire.

En son absence, l'arme atomique et le siège permanent au Conseil de sécurité - qui en est le corollaire - devraient être transférés à la Russie. A la CEE, le traité de l'Union pourrait emprunter le pouvoir prépondérant du Conseil. Quant au nouveau Soviet suprême, une seule chose paraît sûre : il devrait ne comporter qu'une seule assemblée. Ses prérogatives seraient intermédiaires entre celles du Congrès américain, trop fortes, et celles du Parlement européen, trop faibles.

Un diagnostic technique ne peut pas aller sérieusement au-delà de ces suggestions qui délimitent un cadre d'ensemble difficile à contourner. Seuls les hommes politiques de l'URSS moribonde peuvent préciser la dose de chaque institution convenant au malade. En n'oubliant pas que, dans une période révolutionnaire, l'essentiel n'est pas seulement d'avoir la force mais aussi des idées claires, comme en avait Stieys en 1789.

**L'ASTRADUL**  
Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

**Le Monde**  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
Septembre 1991

**Premier dossier**  
**LE YEN ET LE SYSTÈME JAPONAIS**

**Second dossier**  
**L'HÔPITAL EN CRISE**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## EUROPE

YUGOSLAVIE : nouvelle tentative de médiation

- Les Douze proposent une conférence de paix
- M. Mitterrand reçoit les présidents croate et serbe

Les douze pays de la CEE ont proposé, mardi soir 27 août, à Bruxelles d'organiser une conférence de paix sur la Yougoslavie à condition que les parties en conflit – et en particulier les Serbes – cessent les hostilités avant le dimanche 1<sup>er</sup> septembre. Sur proposition de la France, les Douze proposent également de mettre en place une commission d'arbitrage. La CEE lance ainsi un « appel de la dernière chance » et constate que « c'est une erreur profonde de la part des rebelles serbes que d'essayer de résoudre les problèmes [...] par des moyens militaires ».

## BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Constatant » par le déchaînement de la violence en Croatie, les Douze sont allés, comme l'a dit M. Van den Broek, le ministre néerlandais des affaires étrangères, « à la limite des capacités imaginatives » pour tenter de renverser le cours des choses.

La déclaration, adoptée dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 août à Bruxelles, commence par un appel à la présidence fédérale pour mettre un terme aux agissements des « rebelles serbes » avec la ferme affirmation que les Douze « ne reconnaissent jamais des changements de frontières qui ne soient pas dus à des accords par des moyens pacifiques ». Les ministres demandent que le président du Comité des fonctionnaires de la CSCE avance au début de septembre la réunion de cette instance qui était prévue pour plus tard. C'est dans l'espoir de contraindre la Serbie à renoncer à ses objections contre la mission de surveillance de la Communauté en Croatie. Surtout, les Douze appellent à une conférence pour la paix qui réunirait, d'une part la présidence fédérale et les présidents des Républiques yougoslaves, d'autre part la présidence néerlandaise en exercice, la Commission et des représentants des Etats membres.

Pour préparer cette éventuelle conférence, suggérée par l'Allemagne, une idée française a été retenue, avec le soutien de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Grèce et – c'est important – de l'Italie. Elle consiste à créer une « commission d'arbitrage de cinq membres choisis parmi les présidents des cours constitutionnelles existant dans la Communauté ». Deux membres seraient désignés par la présidence yougos-

lave et trois par la Communauté. Cette commission aurait deux mois pour faire des propositions.

« En l'absence, d'ici au 1<sup>er</sup> septembre, d'un accord sur la surveillance et le maintien du cesse-le-feu et sur la conférence de paix, indique la déclaration, la Communauté et ses Etats membres, examineront des mesures additionnelles, incluant une action internationale. A cet effet, ils convoqueront une réunion à laquelle ils inviteront les présidents des Républiques qui soutiendront ces deux mesures. Le premier ministre et le ministre des affaires étrangères du gouvernement fédéral seront aussi invités ».

Ce qui apparaît en filigrane de cette médiocre formulation, c'est la menace d'une reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, qui deviendrait des interlocuteurs à part entière en cas d'échec de la médiation valable à cette réunion.

J. de la G.

## Le gouvernement croate envisage de décréter la mobilisation générale

Les combats se poursuivaient, mardi 27 août, aux abords de la ville de Vukovar, en Slavonie, entre les forces croates d'un côté, les milices serbes et l'armée fédérale de l'autre. Au dire des observateurs, ces affrontements sont extrêmement violents : « Il s'agit de la plus importante attaque à laquelle nous avons été confrontés jusqu'à présent. L'armée tire sans interruption depuis déjà plus de douze heures. Nous nous attendons maintenant au pire », a déclaré un officier du quartier général de la garde croate de Vukovar, indiquant que plus de six cents roquettes ont été tirées par l'armée fédérale. Si aucun bilan n'a pu être dressé de source indépendante, morts et blessés se comptent probablement par dizaines.

Les villages de Borovo-Selo (serbe) et de Borovo-Naselje (croate) sont à nouveau le théâtre d'échanges de tirs d'armes automatiques, d'attaques à la grenade ou au lance-roquettes. A Osijek, chef-lieu de la Slavonie, les habitants creusent des tranchées pour se protéger contre d'éventuelles attaques serbes. Des affrontements sporadiques ont éclaté dans d'autres lieux de Croatie, notamment

dans la région d'Okucani (sur la côte adriatique) et de Sibenik (au sud-est de Zagreb).

Faço à l'escalade de la violence, le gouvernement croate s'est réuni d'urgence dans la nuit du mardi 26 au mardi 27 août. Il a demandé « une réponse immédiate à l'agression serbe et à celle de l'armée, la levée d'un embargo sur les importations d'armes en Croatie et l'organisation la plus vite possible d'une mobilisation générale ». Le gouvernement croate devait prendre, mercredi 28 août, des « mesures spéciales » engageant la population dans un système global de défense, mais « ceci ne signifie pas que tout le monde aura une arme à la main ».

## Conférence à Brioni

Le président croate, M. Franjo Tudjman, et le ministre yougoslave de la défense, le général Veljko Kadijevic, se sont rencontrés mardi à Brioni, une île croate de l'Adriatique, durant plus de deux heures. « Il arrive que deux camps en guerre prennent place à la même table », a déclaré le porte-parole de M. Tudjman. Le prési-

dent croate a exigé que les troupes de l'armée fédérale regagnent leurs casernes avant la fin du mois d'août, sous peine d'être attaquées directement par les forces croates. A son retour à Zagreb, il a affirmé, au cours d'une conférence de presse, que les entretiens lui laissaient « un certain espoir que l'on puisse éviter une extension de la guerre en Croatie », mais « il reste à voir si quelque chose changera après cette réunion ». Il a pour sa part invité les Croates « à ne pas engager de conflits avec l'armée ». Un communiqué publié à l'issue de la réunion souligne qu'« il est nécessaire de déployer tous les efforts pour trouver le plus rapidement possible une solution politique à la crise en Yougoslavie (...) ». Toutes les pistes ne sont pas épuisées et il est nécessaire de persévérer dans la recherche d'autres possibilités pour préserver la paix ».

Au même moment, une réunion de la présidence collégiale fédérale était ajournée sine die, ses membres préférant attendre les résultats de la conférence de Brioni. Le représentant de la République de Macédoine, M. Vasil Tupurkovski, a annoncé sa démission de la commission fédérale du contrôle du cesse-le-feu. – (AFP, Reuters, UPI.)

## EN BREF

AFRIQUE DU SUD : le secrétaire général du Parti communiste atteint d'un cancer. – M. Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste (SACP) et membre du Comité exécutif du Congrès national africain (ANC), est atteint d'un cancer de la moelle osseuse, a annoncé, mardi 27 août, un porte-parole de l'ANC. On s'attendait, avant l'annonce de cette nouvelle, à ce que M. Slovo quitte ses fonctions à la tête du SACP et vienne renforcer l'équipe de l'ANC, chargé des négociations sur la nouvelle Constitution. – (AFP.)

CHINE : Pékin proteste contre la rencontre entre M. Roland Dumas et le dalaï-lama. – Le ministre chinois des affaires étrangères a protesté, mardi 27 août, contre la rencontre en France entre le dalaï-lama et M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, dimanche 25 août (Le Monde du 27 août). Pékin a accusé le chef spirituel tibétain d'avoir profité de cette rencontre pour se « livrer à des activités poli-

tiques visant à menacer l'unité nationale » de la Chine – sous couvert de religion ». – (AFP.)

ETATS-UNIS : Washington envisage d'expulser un ancien grand présumé d'Auschwitz. – Le département américain de la justice a annoncé, mardi 27 août, qu'il allait tenter d'obtenir l'expulsion de M. Johann Hahnner, soupçonné d'avoir été l'un des gardiens du camp de concentration d'Auschwitz. Ce dernier, âgé de soixante-dix ans, est accusé d'avoir délibérément caché son passé nazi lors de ses demandes de visas d'immigration aux Etats-Unis. D'après le ministère, M. Hahnner a reconnu les accusations portées contre lui. – (Reuters, UPI.)

ISRAËL : M. Sharon veut construire une « ceinture de colonies » autour de Jérusalem. – Des milliers de logements doivent être construits dans les territoires occupés au cours des prochaines années, selon les détails d'un plan révélé, lundi 26 août, à la Knesset, par le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon. Membre de

l'aile dure du gouvernement, M. Sharon précise qu'il entend créer en Cisjordanie « plusieurs cercles concentriques de constructions » autour de Jérusalem, « afin de constituer une solide ceinture de colonies ». Le plan prévoit aussi des constructions dans la vallée du Jourdain, aux abords de la ville de Jéricho. Avant une conférence de paix sur le Proche-Orient, les pays arabes et les Palestiniens réclament au moins l'arrêt du développement des implantations dans les territoires occupés. – (AFP.)

POLOGNE : M. Walesa hné par des rétrogrades. – Le président polonais, M. Lech Walesa, a été conquis, mardi 27 août, par plusieurs centaines de rétrogrades qui manifestaient au siège de la présidence contre la baisse de leur niveau de vie. M. Walesa avait ordonné qu'on leur ouvre les grilles du palais mais a été accueilli par des huées lorsqu'il est venu à leur rencontre. – (AFP, Reuters.)

ZAIRE : la conférence nationale reprendra le 31 août. – La conférence nationale reprendra ses travaux le 31 août, a rapporté, mardi 27 août, la radio nationale. Depuis son ouverture, le 7 août, la conférence, que le président Mobutu a été contraint d'accepter, est boycottée par l'opposition, en raison du refus des autorités d'accueillir certains de ses délégués. – (Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : après avoir été amnistié

## Le général Aoun est attendu en France

Le gouvernement libanais a approuvé une mesure de grâce en faveur du général Michel Aoun et de ses deux compagnons, les généraux Maalouf et Aboujamra, réfugiés à l'ambassade de France à Beyrouth depuis le 13 octobre 1990. Mais le président Elias Hraoui, qui devait contresigner cette décision, est parti, mercredi matin 28 août, pour la Syrie, où il devait déjeuner avec le chef de l'Etat, M. Hafez El Assad. Poursuivis pour rébellion, abus de pouvoir et détournement de fonds, les trois officiers devaient avoir quitté le Liban, pour la France qui leur a accordé l'asile, dans un délai de quarante-huit heures suivant la promulgation du décret de grâce.

## BEYROUTH

de notre correspondant

Une délégation française – M. Patrick Ledere, directeur du département Proche-Orient au Quai d'Orsay, le général Christian Quenot, chef d'état-major particulier du président Mitterrand, et M. Bernard Kessedjian, directeur du cabinet de M. Roland Dumas – est arrivée à Beyrouth mercredi matin pour régler les derniers

détails de la libération et « récupérer » les trois officiers pour les faire sortir du Liban, selon des modalités déjà convenues avec les autorités libanaises et les services de renseignement syriens – dont le chef, le général Ghazi Kenaan, supervise personnellement l'opération.

L'exil – une période d'éloignement à l'étranger de cinq ans n'est pas la seule condition imposée au général Aoun, loin de là. Le décret présidentiel lui interdit aussi de se livrer à toute activité politique au Liban ou à l'étranger, quels qu'en soient les objectifs et les moyens. Il lui est, en outre, fait

interdiction de se livrer à une quelconque action susceptible de porter atteinte à l'ordre, à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et aux intérêts essentiels du pays ou de fomenter de nouveaux troubles entre les diverses factions libanaises.

## Le contentieux financier subsiste

De surcroît, le contentieux financier opposant l'Etat libanais au général Aoun, notamment l'affaire des 32 millions de dollars que les autorités de Beyrouth réclament à ce dernier, n'est pas couvert par l'amnistie.

C'est sur ces bases qu'ont été réglés les détails de cet exil, aux termes d'un accord avalisé par la Syrie et la France, pour mettre fin à une affaire qui empêche les relations entre Beyrouth et Paris depuis dix mois et demi, depuis que l'ex-homme fort de Beyrouth a été déchu et s'est réfugié à l'ambassade de France. Sur le plan intérieur libanais, l'affaire Aoun remonte à bien plus longtemps : un peu plus de trois ans. Le général avait pris le pouvoir le 23 septembre 1988 dans des conditions contestées par la partie musulmane du pays ; en l'extirpant, il était aussi entré en conflit avec une partie des siens, dans la communauté chrétienne, bien qu'il ait associé en sa faveur un courant populaire sans précédent.

L. G.



## L'exil

Suite de la première page

Il a fini par céder et accepter des conditions draconiennes qui lui ont été imposées pour bénéficier d'une « grâce amnistieuse », tout en demeurant redevable des 32 millions de dollars de « fonds propres » que lui réclamait l'Etat libanais. C'était son trésor de guerre pour une hypothétique relance de son activité politique. Il provenait, pour partie, de contributions spontanées de Libanais enthousiastes – des chèques de mandats postaux avec de maigres salaires d'ouvriers, des bijoux de femmes des tirailleurs d'enfants – mais aussi (aux deux tiers environ, selon des indications recueillies à Paris) du gouvernement irakien. Le général soutenait que cet argent lui appartenait personnellement, celui collecté auprès du contributeur libanais au nom de l'Etat ayant été scrupuleusement comptabilisé et restitué au Trésor public.

Mais, en fin de compte, quel autre choix avait-il, après avoir fui le pays, après avoir été déclaré « le plus grand ennemi du peuple » – les « gens de Taef » – ses compatriotes qui ont connu l'accord de Taef, les hommes aujourd'hui au pouvoir à Beyrouth craignant qu'il ne rallume des ardeurs mal éteintes chez les Libanais et de nouveaux conflits meurtriers.

voir, approprié une présidence dont il n'aurait dû qu'assurer l'intérim. Ne serait-il pas alors devenu la conscience et l'ultime recours de la nation ?

Au lieu de cela, il s'est cabré. Le peuple libanais – et pas seulement chrétien – le suivit, dans un défi qui alla jusqu'à l'épousement, jusqu'à la dislocation. Michel Aoun devint l'enfant chéri des foules. Il sut leur parler, les faire vibrer, et elles restèrent suspendues à son discours, même lorsqu'il en changea. Et il en changea souvent... Cet homme aux multiples volte-face réussit le tour de force d'être perçu par les Libanais, du moins la majorité d'entre eux, comme un roc. Le seul « pur » face au reste des dirigeants politiques libanais pour lesquels il n'avait que mépris. Il était l'homme du peuple, quelles que furent ses erreurs.

Aujourd'hui encore, après avoir été évincé et réduit au silence derrière les murs de l'ambassade de France, il demeure, assurément, très populaire au Liban, même s'il a perdu de son charisme et de sa crédibilité. C'est qu'il y avait du vrai dans ce qu'il disait et même dans ce qu'il faisait. Dans son cas, la sincérité fut payante, au moins en termes de popularité. Et s'il est tant resté avant de l'amnistie, c'est bien parce que les hommes aujourd'hui au pouvoir à Beyrouth craignent qu'il ne rallume des ardeurs mal éteintes chez les Libanais et de nouveaux conflits meurtriers.

## Effet de boomerang

Mais aussi quel génie politique et humain pour lui et pour le pays. Ses deux années de règne, ce furent deux guerres, l'une – vaine – contre la Syrie, l'autre – fructueuse – entre les chrétiens. Ce fut également une suite d'occasions perdues. En fait, le responsable ou la victime ? Les deux sans doute : il déclencha ces deux conflits en créant la situation qui en fut le creuset. Mais, en même temps, il y fut entraîné car il fonda sa base dans tous les péages qui lui furent tendus. Dans un premier temps par la Syrie et ses fœux, dans un second par les Forces libanaises (milice chrétienne) avec la bénédiction

des négociations sur la libération des otages occidentaux

## Le mouvement Amal pose des conditions pour restituer les corps de deux Israéliens

Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berré, a annoncé mardi 27 août que sa formation détiendrait les corps de deux des sept militaires israéliens portés disparus au Liban. Il a cependant posé comme condition, pour permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de voir ces corps, la libération de 28 libanais détenus à Khiam, dans la « zone de sécurité » contrôlée par Israël au Liban sud.

Selon une source proche d'Amnesty International, quelque 387 personnes sont incarcérées dans la caserne de Khiam, tenue

par la milice pro-israélienne de l'Armée du Liban sud sous la supervision des services de renseignement israéliens.

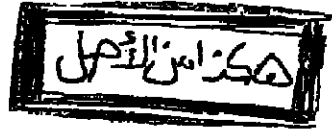
A Jérusalem, le porte-parole du ministère de la défense, M. Dany Naveh, a exigé mardi, avant toute transaction, de pouvoir identifier les corps des deux soldats israéliens. A Genève, un ambassadeur iranien, M. Kamal Kharazi, a insisté, lors d'une rencontre avec le secrétaire général des Nations unies, sur l'importance accordée par l'Iran au sort de quatre Iraniens portés disparus au Liban depuis 1982. – (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES





PROCHE ORIENT

## ASIE

CAMBODGE : les négociations de Pattaya

### Jamais la paix n'a paru aussi proche

Un accord inter-cambodgien semblait acquis, mardi 27 août dans la soirée, entre les douze membres du Conseil national suprême khmer (CNS), avec l'assistance des représentants de la France, de l'Indonésie et du secrétaire général des Nations unies. Cette réunion du CNS à Pattaya, la station balnéaire thaïlandaise, devait se poursuivre jusqu'à jeudi, soit vingt-quatre heures de plus que prévu, mais les difficultés les plus grandes ont été surmontées au cours des deux premières journées de discussions.

PATTAYA  
de notre envoyé spécial

« Nous allons résoudre » les derniers problèmes pendants, a assuré, mardi soir, le prince Sihanouk, président du CNS. Ce Conseil devrait donc être en mesure de présenter, dès vendredi à Pattaya, un plan de paix remis par ses soins aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS).

Le calendrier du règlement du conflit cambodgien se dessine même assez clairement. Vendredi, les représentants des cinq Grands prendront acte de l'éventuel accord entre Cambodgiens et feront part au CNS de leurs observations, et de leurs réserves, dans le cas des Américains. Une délégation, présidée par Norodom Sihanouk, se rendra à New-York en septembre, pour y occuper le siège du Cambodge à l'ONU.

Le CNS pourrait y tenir une réunion informelle, du type de celle qui a déjà eu lieu à Pékin en juillet, et y rencontrer, entre les 18 et 25 septembre, les ministres des affaires étrangères des cinq. À cette occasion, ces derniers devraient s'entendre sur la reconnaissance, en octobre, de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge (CIPC), suspendue début septembre 1989 à l'issue de cinq semaines de travaux infructueux. Après la réunion de la CIPC, tout l'objet sera la signature d'un accord international. Le CNS s'installera à Phnom-Penh. L'ONU dépêchera sur place une force d'intervention civile et militaire, baptisée Autorité transitoire de l'ONU au Cambodge (UNTAC).

en anglais, chargés de contrôler étroitement l'application de l'accord. Le prince Sihanouk a annoncé qu'il regagnerait la capitale du Cambodge le 14 novembre, soit après quinze années d'absence, à temps pour y présider la traditionnelle Fête des eaux, prévue six jours plus tard.

A compter de la date de la signature de l'accord, un délai d'« à peu près un an » selon une source proche de la conférence - sera nécessaire pour éliminer l'Assemblée constituante d'environ 125 membres. Le scrutin pourrait donc avoir lieu à la fin de l'année prochaine. Une fois une Constitution rédigée et adoptée - l'affaire de quelques mois - la Constitution se transformera en Assemblée législative et choisira un gouvernement. Le CNS, détenteur de la souveraineté nationale, sera alors dissous.

Voilà donc pour le scénario censé mettre un terme, dans un petit pays ruiné, à plus de vingt ans de déchirements, de combats et de massacres. Même ceux qui émettent des réserves sur la nature de l'accord, à commencer par les Américains, estiment que la négociation a atteint le point de non-retour et qu'un règlement, peut-être boiteux, est en vue. En effet, non seulement le CNS s'est entendu sur les aspects militaires de l'accord, mais il a également, dès mardi, résolu le problème crucial de son fonctionnement.

En cas de désaccord entre ses douze membres - dont deux représentent les Khmers rouges - le dernier mot reviendra au prince Sihanouk, à condition que la décision à prendre soit en conformité avec l'accord, un jugement qui sera du ressort de l'ONU. Norodom Sihanouk s'est engagé à épouser toutes les voies avant de trancher.

« Je serai extrêmement prudent », a-t-il dit. Le voilà cependant redevenu roi, avec l'aval de autorités actuelles de Phnom-Penh, des Khmers rouges, de M. Son Sann (qui représente la petite guérilla républicaine), et, bien entendu, de ses propres partisans organisés sous la houlette de l'un de ses fils, le prince Norodom Ranariddh.

Si l'on s'en tient à ce qui se dit et se fait à Pattaya, l'ONU est donc invitée à ouvrir un gigantesque chantier au Cambodge. « Une très vaste opération, beaucoup plus importante que l'intervention en Namibie », estime même l'un des principaux acteurs de la négociation. D'abord, il va falloir supervi-

ser le cesse-le-feu ainsi que la fin de l'aide militaire étrangère. Ensuite, il faudra contrôler la démobilisation de 70% des effectifs des armées en présence, et récupérer les armes des soldats démobilisés. En outre, il faudra organiser le regroupement des derniers 30% et le stockage de leurs armes sous double clé (la première dans leurs mains, la deuxième dans celles de l'ONU).

Si ces garnisons de « civils en uniformes », ainsi que les qualifie déjà le prince Sihanouk, sont de petite taille, il faudra d'autant plus de « casques bleus » pour en assurer la neutralité. De toute façon, puisque la méthode du pourcentage a été retenue, il faudra que l'UNTAC se fasse une idée des effectifs des régimes des armées en présence, ce qui s'annonce déjà fort compliqué.

Parallèlement, l'ONU devra financer et gérer le rapatriement d'au moins 250 000 réfugiés, actuellement parqués dans des camps en Thaïlande, ainsi que le retour chez eux de quelque 300 000 personnes. L'administration actuelle de Phnom-Penh, qui contrôle 80% de la population, demeurant en place, il faudra s'assurer qu'elle demeure politiquement neutre. Que la police ne s'occupe que de maintenir l'ordre. Que les prébendes allouées par les ministères ne favorisent pas tel secteur - donc tel camp - par rapport aux autres. Sans parler d'un recensement de la population, de l'établissement de listes électorales... Il faudra donc « des milliers d'hommes », juge l'un des négociateurs, ajoutant que cette administration onusienne devra recruter tout autant de Cambodgiens, de l'interprète au chauffeur.

Hanoï,  
le grand perdant

Chez les Occidentaux partisans d'un tel règlement, le calcul est évident. Dans un petit pays vaincu, une présence étrangère massive - outre l'ONU, les organismes de crédit internationaux, les aides bilatérales, à commencer par celle des Japonais - devrait redéfinir les règles du jeu, renforcer le « bouillonnement » déjà suscité par le « choc psychologique » du retour du prince Sihanouk. Selon le même raisonnement, ce dernier ne demande, d'ailleurs, qu'à s'abriter derrière l'épais paravent d'une forte assistance internationale.

Les Chinois, de leur côté, n'en seraient pas mécontents puisque

leur objectif prioritaire, au Cambodge, serait d'assurer que les Vietnamiens ont perdu définitivement toute emprise sur leur vulnérable voisin. Hanoï, bien entendu, serait le grand perdant, ayant été contraint d'en passer par la volonté d'une Chine avec laquelle les Vietnamiens chercheraient désespérément à normaliser leurs relations.

Il reste à savoir si les grands bailleurs de fonds (occidentaux pour l'essentiel) de l'ONU sont prêts à financer, à coups de milliards de dollars, une opération tardivement mais vite ficelée avec l'assentiment soudain des « par- rains » chinois et vietnamiens des deux principales forces politico-militaires de l'ancien royaume, les Khmers rouges pour les premiers et le régime de Phnom-Penh pour les seconds.

On n'en est pas encore là puisque le CNS devait consacrer, mercredi et jeudi, une bonne part de son énergie naissante à tenter de régler une série de questions qui sont loin d'être mineures. Si, par exemple, la référence au « génocide » commis par les Khmers rouges pendant leur passage au pouvoir a disparu du vocabulaire de la négociation, Phnom-Penh tient toujours à obtenir des garanties « contre un retour aux pratiques d'un passé récent ».

L'ONU propose, par ailleurs, que le mode de scrutin retenu pour l'élection de la Constituante soit la proportionnelle sur listes présentées par les quatre parties en présence. Pour réduire la représentation parlementaire des Khmers rouges, Phnom-Penh souhaiterait, pour sa part - mais ne l'obtiendra pas probablement pas - un scrutin uninominal à un tour. Et ainsi de suite.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le Monde • Jeudi 29 août 1991 • 9

## Océan Indien

MADAGASCAR :  
à Tananarive

### Des dizaines de milliers d'opposants ont manifesté contre le gouvernement

Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus, mardi 27 août, dans les rues de Tananarive pour exprimer leur hostilité au nouveau gouvernement et au président Didier Ratsiraka. Selon diverses estimations, de 120 000 à 300 000 personnes, répondant au mot d'ordre de grève générale lancé par les dirigeants de l'opposition, se sont ainsi rassemblés sur la place du 13-Mai, conspuant le chef de l'Etat - « Ratsiraka dehors ! », « Ratsiraka assassin ! » - et son premier ministre - « Razanamasy égale Ratsiraka ! ».

Le Comité des forces vives a exclu de participer au gouvernement de M. Guy Willy Razanamasy, tant que le chef de l'Etat ne démissionnera pas. « Le nouveau gouvernement va s'effondrer dans les jours qui viennent. Logiquement, le seul qui puisse fonctionner est le nôtre », a prêté un porte-parole de l'opposition. Le « premier ministre-bis », désigné par les Forces vives, le professeur Albert Zafy, a qualifié le gouvernement de « fantoche » et a promis que le mouvement de contestation continuerait « jusqu'à la victoire ». (AFP, Reuters)

## AFRIQUE

MAROC :  
selon Amnesty International

### Des centaines de Sahraouis sont encore « portés disparus »

Dans un nouveau rapport, publié mercredi 28 août à Londres, Amnesty International affirme que « des centaines » de Sahraouis « sont encore portés disparus », sans que l'on sache s'ils sont vivants - détenus au secret - ou morts.

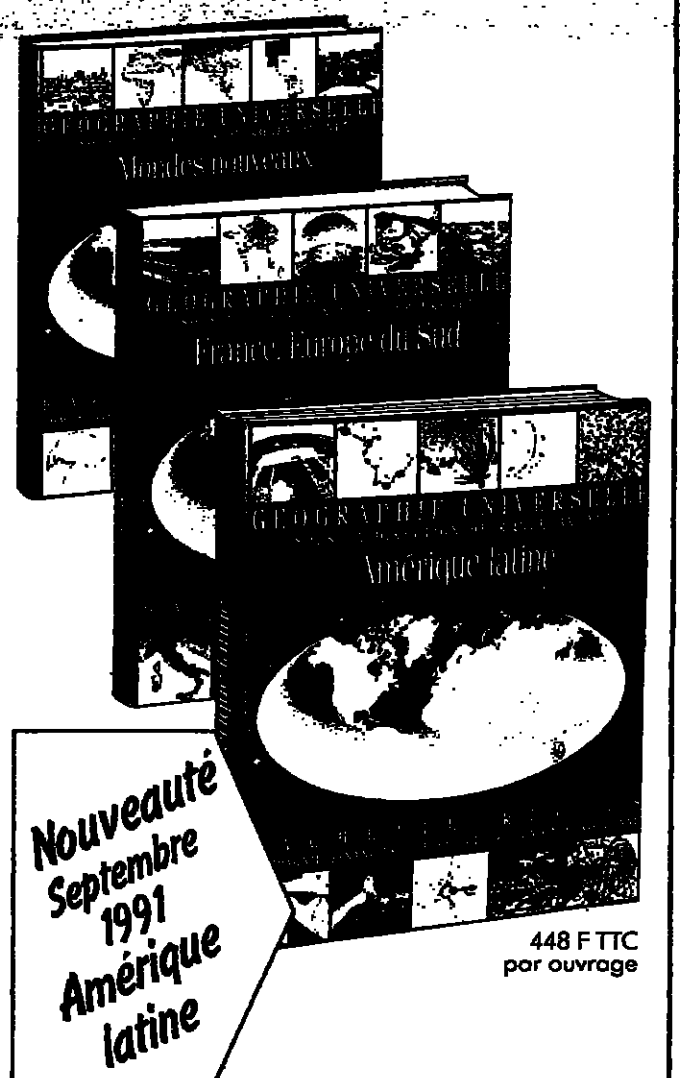
Sauvant la récente libération de plus de trois cents prisonniers civils, originaires du Sahara occidental, l'organisation humanitaire souligne que cette « amnistie royale », survenue il y a quelques semaines, est « la première confirmation solide des disparitions massives » dans l'ancienne colonie espagnole.

Parmi les prisonniers libérés - dont aucun n'a jamais été inculpé ni jugé, précise le rapport - beaucoup ont été gardés, pendant des années, dans des centres de détention secrets et souffrent de graves troubles physiques et psychologiques. « Au moins quarante-trois de leurs codétenus sont morts en prison », ajoute Amnesty.

L'organisation humanitaire inter-

## GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE

SOUS LA DIRECTION DE ROGER BRUNET



Une Géographie Universelle en dix volumes, un monument qui ne réunit pas moins de cent chercheurs, et fera date dans la représentation et l'explication du monde en mouvement.

Vincent Tardieu, Libération

Avec Roger Brunet, la géographie sort de l'académisme des manuels pour entrer dans le débat intellectuel.

Yves Guérmond, Le Monde

## HACHETTE / RECLUS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CFC ET DE L'UNION EUROPÉENNE

POUR L'ACHAT DES 10 VOLUMES DE LA GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE, VOTRE LIBRAIRE VOUS PROPOSE UNE SOUSCRIPTION AU PRIX DE 348 F.T.T.C. PAR OUVRAGE.

NICOLE BONNET

## AMÉRIQUES

PÉROU : l'exploitation des enfants dans les mines

### Travailler et mourir pour quelques paillettes d'or

Des enquêtes ont été ouvertes, par le ministère péruvien du travail et par plusieurs organismes de défense des droits de l'homme, après la découverte de dizaines de cadavres d'enfants, enterrés à proximité des mines d'or de la province de Madre-de-Dios, où ils avaient travaillé dans des conditions proches de l'esclavage (le Monde du 16 août).

LIMA

de notre correspondant

« On embauche. Salaires élevés. Nourriture et logement assurés. » Ces écritures apposées dans les villages des départements andins de Cuzco et de Puno suffisent pour rassembler une ribambelle de jeunes chômeurs aussi naïfs que désespérés. La seule condition requise étant d'avoir moins de vingt-cinq ans, ils sont embarqués sans autre formalité dans des camions à destination de l'Amazonie. Ils mettent entre deux et quatre jours pour atteindre un des quatre centres urbains de la région orientale de Madre-de-Dios, où un patron les « engage ».

Le contrat de travail est verbal. Le salaire annoncé est d'environ deux soles (quinze francs) pour huit heures de travail, soit près de

double du tarif minimum ; mais l'argent n'est versé qu'au terme du contrat, d'une durée de trois mois dans le meilleur des cas. Souvent, les acomptes, accordés par le patron à des taux usuraires, les déductions pour la vente de menus extras (savon, remèdes, boissons) ou encore la location d'une simple moustiquaire font qu'ils ne reçoivent qu'une infime partie de leur dû. Il arrive même, au bout du compte, qu'ils soient considérés comme débiteurs par leur employeur.

L'expérience du jeune Alex Tito Huaypata illustre bien le drame vécu par les orpailleurs en herbe. Ce gamin de douze ans s'était enrôlé chez lui. Recruté à Puno, il avait été embauché dans le bourg de Huaypata par l'exploitant du gisement de Buena-Fortuna, situé à quatre heures de marche. Habitué au froid sec des hauts plateaux andins, Alex supportait mal le chaleur suffocante, l'humidité de la forêt et, surtout, le travail de forçat auquel il était assenti huit ou dix heures d'affilée, maniant pioche et pelle, transportant des seaux d'eau et des brochettes de terre aurifère ou de décombres.

Fantassins du Sentier lumineux

Son patron le chargea bientôt de surveiller le matériel du campement pendant la nuit, pour « compenser » son rendement de jour, jugé insuffisant. Très affaibli, Alex, qui n'avait à chaque repas que deux écuelles de nouilles au riz ou de manioc aux bananes, attrapa une infection intestinale. Son

patron le chassa alors sans un sou, bien qu'il ait travaillé pendant cinquante-trois jours.

Alex a eu la chance de pouvoir regagner Huaypata, où il a été soigné dans un dispensaire. « De nombreux mineurs meurent sur place ou sur le chemin du retour », explique le docteur Carlos Menique, le seul médecin de l'endroit. Enrôlé à la même époque qu'Alex, Juan Chino, âgé de seize ans, a lui, succombé d'une maladie pulmonaire. Il a été enterré à la lisière du campement, en pleine forêt. Son décès ne figura sur aucun registre, pas plus que celui de dizaines de victimes de la fièvre de l'or.

Pourtant, la tuberculose tue moins que la malaria, le paludisme, la diphtérie, la fièvre jaune, la lèpre blanche ou le cancer ou la rage, qui transmettent les chauve-souris. Et parfois, des jeunes qui ont échappé aux maladies tropicales, se noient en travaillant dans les eaux turbulentes des fleuves Madre-de-Dios et Areneri.

La Madre-de-Dios n'est pas l'Éldorado. On n'y pêche pas des pépites de plusieurs kilos comme en Australie. Pour attraper quelques petites paillettes d'or au sol argileux, couvert de forêt dense, la plupart des chercheurs d'or travaillent rudement et de façon artisanale. Il faut d'abord défricher et creuser pour atteindre les filons, situés le plus souvent à deux ou trois mètres de profondeur, puis évacuer les débris, transporter la bonne terre jusqu'aux abords du fleuve, avant de pomper manuellement son eau jusqu'à une rampe de lavage. Pour obtenir l'équivalent

de cinq grammes d'or, il faut laver une centaine de brochettes de terre aurifère. Sur place, le gramme d'or se vend huit soles (soixante francs).

Le drame des enfants orpailleurs est vécu sous d'autres formes un peu partout dans le pays. D'après une enquête du ministère du travail, qui date de 1988, les enfants de moins de quatorze ans représentent 10 % de la population active (contre 2 % en 1981), et la moitié de la main d'œuvre saisonnière (environ quinze mille hommes) employée pendant la saison sèche, entre avril et novembre, a moins de dix-huit ans. Les répercussions des mesures économiques ultra-libérales adoptées par M. Fujimori depuis 1990 n'ont pu qu'aggraver cette situation. Un école sur cinq a abandonné ses études cette année pour augmenter les faibles ressources familiales.

Dans les campagnes, les enfants participent à la cueillette du coton ou des feuilles de coca. Dans les villes, ils travaillent comme vendeurs ambulants, crieurs de chaussures, domestiques, ouvriers non déclarés, laveurs de voitures, débardeurs, plumeurs de poulets. Mal aimés, mal nourris et surexploités, ces gosses sont facilement recrutés par le Sentier lumineux. Les moins de seize ans constituent l'indispensable réserve de « fantassins » de l'armée dite populaire du « président Gonzalo ». Et lors des attaques massives, ils sont toujours en première ligne.

NICOLE BONNET

## POLITIQUE

Aux journées d'été de Saumur

### Les Verts préparent les élections régionales

SAUMUR

de notre envoyé spécial

Bien sûr, les ateliers consacrés aux médecines alternatives, à l'utilisation des animaux dans les spectacles ou à la géomorphologie de la Loire rencontrent toujours autant de succès, lors des journées d'été des Verts. Mais on aurait tort de ne s'en tenir qu'à ces clichés de l'écologie « baby-boom », adeptes du vélo et de la « bouffabio ». Officiellement ouvertes, lundi 26 août, en présence du maire (RPR) de Saumur, M. Hugot, les journées de 1991 ont ainsi été précédées par un week-end de formation, organisé par l'Association nationale des élus écologistes, sur le fonctionnement des conseils généraux et des conseils régionaux. L'approche des élections

cantonales et régionales, le choix des candidats, la perspective éventuelle d'une réforme du mode de scrutin alimentent l'essentiel des conversations de couloirs.

#### Les offres de M. Lalonde

Avant leur départ pour Saumur, les élus écologistes de Lille ont ainsi adressé une mise en garde à leur maire, M. Pierre Mauroy, qui est aussi premier secrétaire du Parti socialiste, en le menaçant du maintien des candidats Verts contre ceux du PS en cas d'institution d'un mode de scrutin majoritaire à deux tours.

Les offres d'union de M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement (le Monde du 28 août) ont été repoussées avec la même fermeté. Alors que l'on prête l'intention au

président de Génération-Écologie de conduire lui-même une liste aux élections régionales dans un département voisin — vraisemblablement l'Indre-et-Loire — de nouvelles élections ont fait leur apparition à Saumur : « L'écologie, c'est les Verts. Méfiez-vous des imitations ».

Sur la base de leurs résultats aux élections européennes de 1989, et dans le cadre du scrutin actuel, les Verts ont fait leurs comptes. Ils peuvent espérer, disent-ils, l'élection de quelque cent soixante-dix conseillers régionaux (au lieu de trois, actuellement), et n'entendent donc pas laisser passer une pareille chance. Selon leurs pointages actuels, ils estiment que la concurrence de candidats de Génération-Écologie pourrait les gêner dans une vingtaine de départements.

Aussi, dans la foulée de leur opposition à la guerre du Golfe, qui leur avait déjà permis d'ouvrir à d'autres mouvements, s'efforcent-ils de sortir de leur spécialité, l'environnement, pour consacrer leurs efforts à l'économie, à l'éducation, au Proche-Orient et à l'URSS. Mais surtout, afin d'éviter de redonner le spectacle assez pitoyable, et en tout cas assez vain, de leur dernière assemblée générale annuelle, ils ont organisé une première réunion des principaux animateurs du mouvement à eu lieu, mardi 27 août, pour préparer la prochaine assemblée générale de Saint-Brieuc. L'objectif est de limiter la querelle des courants et de privilégier, à quelques mois des échéances électorales, un mouvement uni et déterminé, quitte à figer les rapports de forces internes, actuellement favorables aux amis de M. Antoine Waechter.

JEAN-LOUIS SAUX

### M. Pierre Juquin demande à adhérer

Au terme des journées d'été de Saumur, le conseil national inter-régional des Verts a décidé d'inviter à sa prononcer, mercredi 28 et jeudi 29 août, sur la demande d'adhésion au mouvement écologiste de M. Pierre Juquin, ancien membre du bureau politique du PCF avec lequel il a rompu en 1987. Cette procédure exceptionnelle ne vaut que pour des personnalités jugées d'envergure nationale.

créée à la recherche d'une alternative humaine réaliste au type de société qui domine la planète. « Elle résulte d'une remise en question de mon expérience : quels phénomènes ont engendré l'échec du communisme historique, les contre-performances de la politique étalée, l'aveuglement d'innombrables militants ? », ajoute l'ancien dirigeant communiste, en expliquant que « le travail esquissé (avec les Verts) dans l'opposition à la guerre du Golfe a accéléré [sa] décision ».

Réuni en université d'été, depuis le 24 août, à La Garde-Freinet (Var)

### Le Mouvement européen cherche à se rajeunir

Le Mouvement européen réunit en université d'été, depuis le samedi 24 août à La Garde-Freinet (Var), cent soixante jeunes, dont plus d'un tiers viennent des onze partenaires de la France dans l'Europe communautaire, des nations de l'Ouest non adhérentes, d'Europe de l'Est et même des pays baltes. Cette session de travail devait s'achever mercredi 28 par un échange sur « l'Europe en l'an 2000 » entre M. Raymond Barre, M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, et M. Bronislaw Geremek, président de la commission constitutionnelle à la Chambre des députés de Pologne.

commerce, comme celles du Havre et de Rouen, des Instituts d'études politiques, comme ceux de Bordeaux ou de Lyon, ou plus globalement les thèses fédéralistes.

#### L'ambition fédéraliste

Ces associations ont signé un manifeste intitulé « Agir pour l'Europe aujourd'hui », et dans lequel elles déclarent que « la démocratisation de l'Europe de l'Est et la réflexion en cours sur l'union politique et l'union économique et monétaire ont transformé le débat européen. A côté des questions économiques, celui-ci s'étend désormais au choix des valeurs et à la réflexion sur le modèle politique et culturel qui pourrait incarner l'Europe. Cette évolution confère, pour notre gé-

ration, une portée accrue à tout engagement européen ».

Les participants à cette université ont montré que le fonctionnement actuel de l'Europe communautaire les intéressait tout autant. Ils se sont plaints que, malgré la promesse d'une abolition des frontières, la mobilité des jeunes d'un pays à l'autre soit encore freinée. Ils ont dénoncé, comme leurs aînés, le « déficit démocratique » des institutions actuelles de la CEE. Ils ont réclamé la mise en place d'une véritable « citoyenneté européenne ».

En un mot, ils ont montré que, pour eux, l'effondrement du communisme, la réapparition du sentiment national dans l'ancien bloc soviétique n'avaient pas atténué leur ambition de contribuer à la création d'une véritable fédération européenne.

THIERRY BRÉHIER

### Le Front national estime qu'il est « aux portes du pouvoir »

BEAUNE

de notre envoyé spécial

Le Front national est très optimiste sur son avenir électoral. Aux deuxièmes journées de l'université d'été du FN organisées à Beaune (Côte-d'Or), M. Carl Lang, secrétaire général, a affirmé mardi 27 août que son parti « est aujourd'hui aux portes du pouvoir, si ce n'est aux portes du pouvoir car les conditions historiques [de sa victoire] sont presque entièrement réunies ». Il a ainsi assuré ses militants que, « quel que soit le mode de scrutin aux régionales et aux cantonales (...) le Front national sera au centre du débat » électoral et politique. M. Lang s'est également félicité de ce que le Front national ait « réussi à amener l'ensemble de la classe politique » sur ses thèmes de campagne, bref que « les idées du Front national sont en avance sur l'opinion, alors que tous les autres partis sont à sa remorque ».

Le secrétaire général du FN a ajouté que « les fantasmes et les illusions (...) d'une société multiculturelle (...) porte indubitablement atteinte à la paix civile » ne résistent pas aux « réalités historiques qui sous-tendent le principe national », désormais adoptés, selon lui, par l'opinion publique.

Dans cette perspective triomphaliste, M. Lang a estimé que le Front national se doit donc d'être « présent dans tous les cantons » et que sa campagne doit privilégier les thèmes sociaux pour conquérir « un électoral populaire de gauche

trahi et abandonné ». Dans l'atelier consacré à la propagande électorale, M. Damien Bariller conseillait aux futurs candidats du Front national de mener leur campagne « comme une véritable opération militaire », avec « un plan d'attaque audacieux et des troupes » et de ne pas hésiter à « attaquer leurs adversaires », car la fin doit « primer sur les moyens » du combat. Se montrant assuré d'une victoire électorale prochaine, M. Lang a, par ailleurs, déclaré qu'une fois au pouvoir, « il ne faudra pas oublier ceux qui, de gauche à droite, ont cautionné l'immigration-colonisation ».

Pour M. Holleindre, l'invité du jour de cette université, président du Cercle national des combattants et membre du bureau politique du Front national, il faudra « remettre de l'ordre dans ce pays et demander des comptes » — le plus légalement possible — à ceux qui, comme Rocard, « ont été des porteurs de valises pour le FLN ». Sous les applaudissements des militants, il a également évoqué, dans la rhétorique enflammée qui lui est chère, un « réveil national qui fait peur aux franc-maçons et à la gauche mondialisée et tiers-mondiste ». Dans l'« intimité » d'un « atelier d'argumentation », M. Ivan Blot, membre du bureau politique et député européen s'est, lui, laissé aller à déclarer que le nouvel ordre mondial de M. Bush défend « les intérêts de M<sup>me</sup> Veil ». M. Jean-Jacques Serran-Schreiber et M<sup>me</sup> Barzach, enfin, vous voyez ce que je veux dire.

V. S.

## SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un chirurgien est incarcéré depuis six mois pour tentative d'assassinat

### L'arme introuvable du docteur Pinaud

Inculpé et incarcéré depuis février 1991 pour une tentative d'assassinat contre une retraitée du Cannet, le docteur Jean-Bernard Pinaud, ex-membre du Front national, clame toujours son innocence. Depuis six mois, l'instruction pèlerine. L'avocat du chirurgien, M<sup>me</sup> Jean-Michel Baloup, a parlé d'« erreur judiciaire » et demandé la mise en liberté provisoire de son client mardi 27 août au cours d'une conférence de presse à Cannes.

Dans la nuit du 11 au 12 janvier 1991, peu après 1 heure du matin, un homme pénètre dans la chambre 325 de la clinique parissienne de l'Alma (septième arrondissement). Il se dirige vers le lit de M<sup>me</sup> Geneviève Martin, qui ne dort pas, et tire trois fois. Deux balles atteignent la paisible retraitée l'une au cou et l'autre à la tête. Un troisième projectile vient se loger dans le matelas de sa voisine de chambre, M<sup>me</sup> Maryline Botel, la blessant légèrement au passage. M<sup>me</sup> Martin survit miraculeusement à ses blessures.

Entendue par les enquêteurs de la brigade criminelle, la vieille dame ne connaît qu'une seule personne, dit-elle, qui pourrait avoir intérêt à sa mort : son dédit-rentier. Le coupable idéal semble trouvé : un notable cannois, chirurgien reconnu, ancien conseiller municipal sous l'étiquette Front national, le docteur Jean-Bernard Pinaud, âgé de cinquante et un ans. Il fournit un alibi invérifiable et, rencontrant des difficultés financières, il a un mobile pour tuer la vieille dame à laquelle il paye un viager pour un appartement au Cannet (Alpes-Maritimes). Enfin, il possède un Smith et Wesson 38 spécial, arme du même type et du même calibre que celle du crime.

Bref, le 16 février 1991, un mois après les faits, le juge d'instruction parisien, M<sup>me</sup> Annie Grenier, inculpe le docteur Pinaud de tentative d'assassinat et

tentative d'homicide volontaire. La notable est écrouée à la prison de la Santé. Et six mois plus tard, toujours incarcéré, il persiste dans ses déclarations d'innocence.

Entre-temps, les fils d'une enquête si bien — trop bien ? — ficelée se sont passablement emmêlés. L'emploi du temps de Jean-Bernard Pinaud ? Le chirurgien n'a pas fourni de preuves satisfaisantes de sa présence dans la station de ski d'Isola 2000 entre le 10 et le 14 janvier, mais il n'a pas plus été vu à Paris le jour de la tentative d'assassinat. Le témoignage de la victime ? M<sup>me</sup> Martin, qui connaît bien le docteur Pinaud, n'a pas reconnu l'homme qui a tiré sur elle. Sept témoins ont aperçu le tueur la nuit du meurtre, aucun n'identifie formellement le docteur. Le mobile ? La situation financière du chirurgien cannois n'apparaît pas, selon son comptable, si catastrophique. Et le gain qu'il aurait retiré de la mort de Mme Martin est estimé à un million de francs. L'arme du crime ? A ce point, l'affaire s'embrouille davantage.

#### Les certitudes du début s'effondrent

Le chirurgien a acquis, en 1986, un Smith et Wesson 38 spécial, à canon court. Les policiers ont établi, dans un premier temps, que c'est bien d'une arme de ce type et de ce calibre que proviennent les balles, qui ont blessé M<sup>me</sup> Martin et celle qui a été retrouvée dans le matelas. Mais le docteur Pinaud ne peut produire son arme aux fins d'expertise, il affirme qu'il l'a corrécté en septembre 1989 à un responsable du Front national, M. Daniel Périer. Celui-ci dément. Au moment de l'enquête, cependant, M. Jean-Bernard Pinaud est définitivement brouillé avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen. Evincé de la tête de liste FN aux élections municipales de janvier 1990 à Cannes, il s'était rallié au futur maire (PR) de la

ville, M. Michel Moullot. L'arme de l'inculpé demeure donc introuvable. Pourquoi le docteur Pinaud, en admettant qu'il soit le meurtrier, aurait-il utilisé sa propre arme, dûment enregistrée chez un armurier ? Et s'il avait effectivement commis cette erreur, pourquoi prétendre l'avoir remise à M. Périer ?

A moins que le chirurgien n'ait tenté d'impliquer dans l'affaire ses anciens amis politiques ? Pressé de questions, le docteur Pinaud aggrave les enquêtes sur un deuxième membre du FN, M. Jean-Claude Frapat, qui serait aussi détenteur d'un Smith et Wesson 38 spécial. Cette arme est saine.

Passablement obscure, l'affaire devient dès lors complexe. Un premier rapport d'expertise, signé par M<sup>me</sup> Michèle Rudier, patronne du laboratoire de police scientifique de Paris, est remis le 27 juin au juge Grenier : c'est le Smith et Wesson de Frapat qui a tiré les balles retrouvées. Pour le juge, cela ne permet pas d'innocenter le chirurgien. Elle commande une contre-expertise à M. Yves Roelandt, directeur du laboratoire de Lille. Le 28 juin, date à laquelle M<sup>me</sup> Grenier doit se prononcer sur une demande de mise en liberté provisoire du docteur Pinaud, le deuxième rapport lui arrive par télex. Conclusions : les expertises de M<sup>me</sup> Rudier et de M. Roelandt, réalisées grâce à des appareils identiques, microscope comparateur et loupe binoctulaire, se contredisent totalement. Ce n'est pas l'arme de Frapat qui a tiré, affirme M. Roelandt. Il ajoute que les projectiles peuvent provenir d'armes aussi différentes qu'un 357 magnum ou un 38 spécial, des marques Smith et Wesson, Taurus, Ruger ou Lanza.

Au bout du compte, les certitudes du début de l'enquête semblent s'être effondrées. Et M<sup>me</sup> Baloup peut affirmer que rien ne justifie le maintien en détention de son client.

SYLVIE DERAIME

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

### Ali Rad Vakili est inculpé à Paris après son extradition de Suisse

Un des trois assassins présumés de l'ancien premier ministre du chah d'Iran, Ali Rad Vakili, a été extradé par la Suisse vers la France, mardi 27 août, afin d'être présenté au juge d'instruction parisien en charge du dossier, M. Jean-Louis Bruguière. Après l'audition, le magistrat a inculpé l'Iranien d'« assassinats et d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Ali Rad Vakili a aussitôt été écroué.

Interpellé le 21 août sur les bords du lac Léman par des gendarmes suisses, Ali Rad Vakili faisait partie du trio de visiteurs soupçonnés d'avoir assassiné Chapour Bakhtiar et son secrétaire particulier, le 6 août à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Quelques heures après l'arrestation, la France avait demandé l'extradition d'Ali Rad Vakili aux autorités suisses. L'Iranien avait, dans un premier temps, refusé la procédure d'extradition simplifiée vers la France. Une procédure plus longue avait alors été engagée. Ali Rad Vakili avait toutefois la possibilité de revenir sur sa décision, ce qu'il a fait.

Après avoir condamné l'Iranien

à trois mois de prison avec sursis pour violation de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en Suisse, les autorités helvétiques n'avaient plus de charges à son encontre pour des délits commis sur leur territoire. Aussi ont-elles donné bonne suite à la demande française. Exprimant sa « pleine satisfaction » après l'extradition, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand a salué, mardi soir, « la grande responsabilité des autorités suisses et la forte action diplomatique » qui ont permis une procédure aussi rapide.

Arrivé en avion à Roissy, mardi en fin d'après-midi, Ali Rad Vakili, vêtu d'un gilet pare-balles, a été conduit par les policiers jusqu'au cabinet de M. Bruguière. Les deux autres assassins présumés de Chapour Bakhtiar sont toujours en fuite : Mohammed Azadi a été signalé à diverses reprises en Suisse, tandis que Farydoun Boyer Ahmadi, l'Iranien résidant en France qui avait gagné la confiance de la famille Bakhtiar, était encore à Paris le 15 août.

Tous deux sont l'objet de mandats de recherches internationaux.

FAITS DIVERS

### Un détenu en permission accusé de meurtre à Chambéry

Jean-Pierre Soors, un détenu permissionnaire de la prison de Chambéry (Savoie), a été inculpé mardi 27 août au tribunal de grande instance de Chambéry d'homicide volontaire et de vol avec violence à la suite du meurtre de Nadine Choulet, une jeune Chambérienne de vingt et un ans agressive la veille à Chambéry. Jean-Pierre Soors, qui avait bénéficié lundi 26 août d'une permission de sortir d'une journée, avait tenté de s'emparer du sac de la jeune femme dans une rue du quartier du Biollay. Nadine Choulet s'étant rebellée, Jean-Pierre Soors l'aurait alors frappée de quatre coups de couteau avant de s'enfuir.

Trahi par une blessure à la main et des vêtements identiques à ceux dérobés par les témoins, Jean-Pierre Soors a été arrêté près de la gare de Chambéry dans la nuit de lundi à mardi. Après des aveux jugés « incomplets et incertains » par le parquet du tribunal de Chambéry, il a été écroué à la prison de Valence (Isère). Condamné en 1990 à un an de prison par le tribunal de Bonneville (Haute-Savoie) pour vol, Jean-Pierre Soors, qui était libérable à la fin de l'année, avait bénéficié d'une permission de sortir d'une journée afin de trouver du travail.

Deux trafiquants de camions volés arrêtés à Marseille. Raymond Salpêtre, quarante-sept ans, président-directeur général de la société transitaire Trans-Phocée-Export, et Belkacem Azouz, trente-deux ans, impliqués dans un trafic de camions volés à destination de l'Algérie, ont été arrêtés à Marseille et écroués, dimanche 25 août, à la maison d'arrêt des Baumettes. Le détournement portait sur plusieurs dizaines de millions de francs. Les deux hommes, qui ont reconnu avoir dérobé une centaine de poids lourds dans toute la France, ont été inculpés, par M<sup>me</sup> Chantal Gardino, juge d'instruction à Marseille, de faux usage de faux, d'infraction à la législation des douanes, de vols et de complicité.

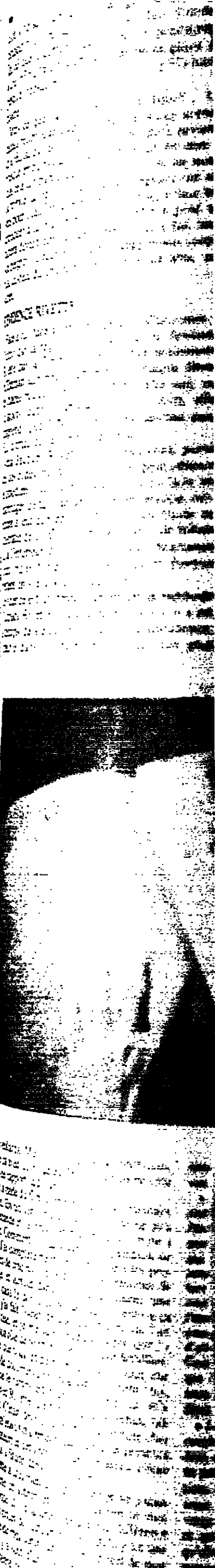
**Ecole Lémania Lausanne**

**ETUDES EN SUISSE**

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maturité suisse
- Diplômes de commerce, secrétariat, de texte
- Diplômes de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Cours en internet
- Cours de vacances juillet - septembre
- Cours de vacances CH 1001 Lausanne

Ecole Lémania - 3, ch. de Prévilly - CH 1001 Lausanne  
Tel 021/20 15 01 - Fax 021/312 67 00 - Téléc 020 600

L'art secret





# ARTS • SPECTACLES



Michel Piccoli et Emmanuelle Béart.



Jacques Rivette.

« LA BELLE NOISEUSE », UN FILM DE JACQUES RIVETTE

## Le chef-d'œuvre reconnu

DANS la chaleur de l'accueil réservé par les festivaliers de Cannes à la *Belle Noiseuse* au mois de mai dernier, il y avait le sentiment bienfaisant d'une injustice réparée. Celle qui avait tenu dans les marges un grand cinéaste, figure essentielle du principal mouvement qu'ait connu le cinéma français d'après-guerre — l'adite Nouvelle Vague, — et qui n'avait jamais partagé la gloire, au moins la reconnaissance, accordée à des Truffaut, Godard, Rohmer et Chabrol.

Aucun cinéaste français contemporain n'a subi, comme Jacques Rivette, à la fois la censure politique (interdiction de *la Religieuse* en 1965), les films pas du tout sortis (*Noroi*, 1977) ou à peine (*Duelle* en 1976, *Merry-Go-Round* en 1983, cinq ans après sa réalisation), les films coupés contre son gré (la version courte de *l'Amour fou*, 1968)... A soixante-trois ans, avec ce sourire immense qui évoquait à Claude Chabrol le chat de Lewis Carroll, Rivette est toujours là. Son treizième film, sans rien renier des exigences et des audaces dont il est friand, s'est imposé au Festival, même à tous ceux qui étaient jusqu'alors restés rétifs à son cinéma, avant de remporter le « grand prix » au palmarès.

Rien de moins évident, pourtant, que de fixer soudain le tourbillon cannois avec cette œuvre de quatre heures, librement adaptée du *Chef-d'œuvre inconnu* de Balzac. On entre dans un film de Rivette comme on passait le pont dans *Nosferatu* de Murnau, les fantômes viennent à la rencontre, et les vertiges, et les jeux très subtils. Il faut à cela une certaine disponibilité, ou — c'est le cas cette fois — une exceptionnelle puissance de l'envoûtement. Rien de superficiel dans ces invocations, les « fantômes » convoqués par Rivette ne sont pas de vains succubes appelés par un manipulateur habile. Ils sont les médiums d'une approche délicate de ce qu'on appellera, faute de mieux, la vérité.

Ainsi va cette histoire, centrée sur la relation entre un peintre vieillissant, Frenhofer (Michel Piccoli) et Marianne la jeune femme qui va poser pour lui (Emmanuelle Béart). Marianne a été, contre son gré, « prêtée » — ou mieux :

« mise » — par son compagnon, le jeune peintre Nicolas, « pour voir ». Pour voir le tableau qui donne son titre au film, ce chef-d'œuvre qu'il a jadis renoncé à achever. Il l'avait commencé avec comme modèle son épouse, Liz (Jane Birkin). Tandis que Frenhofer s'enferme à l'atelier avec Marianne, Liz règne et attend dans la maison — le superbe château d'Assas, près de Montpellier. On n'attendait pas Rivette dans ce décor provincial et ensoleillé, lui qui nous avait accoutumés à saluer chaque nouvelle décennie d'un portrait aigu et fantasmagorique de Paris (*Paris nous appartient*, 1960, *Out One*, 1970, *le Pont du nord*, 1980). Mais Jacques Rivette, on l'a compris, aime surprendre.

« Comme ils montaient l'escalier du rampart, cinq heures sonnaient au clocher du village. » Rivette filme littéralement cette phrase de roman-feuilleton. Il a toujours été fidèle à ce genre et, à nouveau, recourt aux « cartons »

dans le style de ceux qui émaillaient les films de Feuillade ou les muets de Fritz Lang — on se souvient des récurrents « mais le lendemain matin... » de *Céline et Julie vont en bateau*. En haut de l'escalier, il y a l'atelier. « On dirait une église », dit Marianne quand elle le découvre. Et c'est bien une cérémonie spirituelle, avec sa liturgie et son miracle, qui va s'y produire.

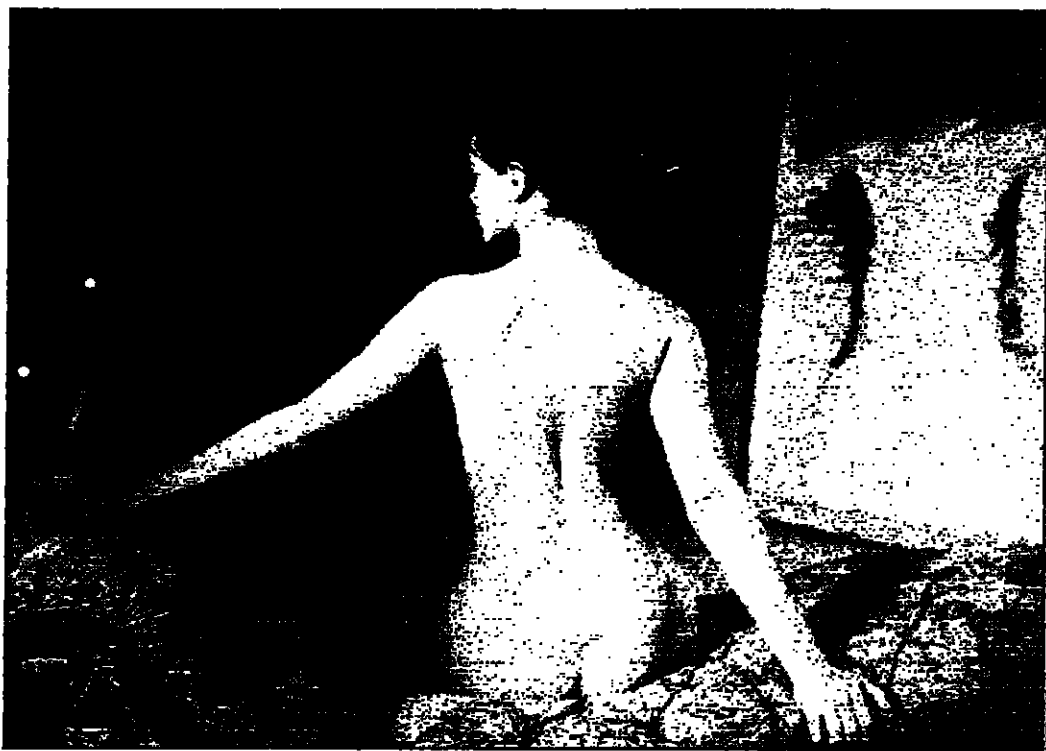
D'abord il faudra établir le « contrat » entre Frenhofer et Nicolas. « Outre mon intérêt pour le personnage de la jeune fille, négligé par la plupart des nombreux commentateurs de la nouvelle de Balzac, c'est cette idée de contrat qui a déclenché l'envie du film », souligne Jacques Rivette, assurant n'avoir pas relu le texte avant de se lancer dans le projet. Mais nous en avons modifié les termes, le contrat du film est plus cynique, plus exigeant que dans la nouvelle. » *La Belle Noiseuse* n'avait pas attendu cette « envie de film » pour venir cligner de l'œil

chez Rivette : elle apparaissait dans son film précédent, *la Bande des quatre*. Benoît Régent y prétendait chercher ce tableau fictif, pour s'introduire dans la demeure des héroïnes.

Apparue par accident — ces accidents que Rivette affectionne — la *Belle Noiseuse* dont le nom, jadis porté par une courtisane, signifie la belle casse-pieds, la belle emmerdeuse, va devenir le beau souci du réalisateur. « A l'époque, cette citation de Balzac était juste une boutade », dit celui qui avait déjà emprunté l'*Histoire des Treize* à l'auteur de la *Comédie humaine*, et adore puiser dans son immense culture les éclats de miroir des références, littéraires ou autres.

« Et puis la boutade est devenue bouture », enchaîne Pascal Bonitzer, coscénariste du film avec Rivette et Christine Laurent. C'est, depuis *l'Amour par terre*, la quatrième collaboration de Bonitzer avec Rivette, et les deux anciens critiques des *Cahiers du cinéma*, appartenant à deux générations successives, sont d'interminables complices en jeux de mots — qui souvent ouvrent des pistes dans les scénarios labyrinthiques et codés qu'ils se plaisent à concocter. On devine leur sourire lorsqu'ils ont découvert chez Balzac l'invocation « O Mabuse ! O mon maître ! » lancée par Frenhofer, évocation de Jean de Mauberge, dit Mabuse, sensé lui avoir enseigné la peinture, lui « qui possédait le secret de donner de la vie aux figures ». Alors que Fritz Lang fait partie des maîtres avoués de Rivette.

JEAN-MICHEL FRODON



Lire pages 12 à 15 les articles de Jean-Michel Frodon, de Pascal Bonitzer, coscénariste du film de Jacques Rivette, ainsi que l'entretien avec le peintre Bernard Dufour, qui a prêté sa « main » au personnage interprété par Michel Piccoli. Et, à travers des œuvres de Picasso, Matisse, Cézanne, Giacometti, un éclairage sur les relations mystérieuses entre les peintres et leurs modèles. Sortie nationale de la *Belle Noiseuse* le 4 septembre.

## AUTOUR DE « LA BELLE NOISEUSE »



### Sous le regard des peintres

Picasso

Le peintre et son modèle (1926)

Le thème du peintre et son modèle, propice aux considérations sur la réalité, la vie et l'art, sur la réalité de la vie et le rôle de l'art, apparaît en filigrane tout au long de l'œuvre de Picasso, surtout à partir de 1926, lorsque Vollard lui demande d'illustrer le *Chef-d'œuvre inconnu* de Balzac. Il le traite sous tous les angles, dans tous les styles, de près, de loin, en costume d'époque ou au quotidien, variant, compliquant, retournant à plaisir les données, amusé mais néanmoins hanté par le drame de Frenhofer, dont le désir de perfection débouche sur un tableau illisible, où l'on ne reconnaît qu'un pied (Rivette ne manque pas d'y faire allusion). Picasso, qui avait du chef-d'œuvre une idée plutôt relative, et pourrait passer pour un Frenhofer heureux tirant toujours son épingle du jeu, en profite, tout particulièrement dans le tableau de 1926 (Musée Picasso, Paris), pour montrer tout à la fois l'attachement jubilatoire du peintre à son modèle, à travers les deux figures brutalement liées, débordant d'ailleurs du tableau à l'intérieur du tableau, et la perte du modèle dans l'effervescence de la création picturale. — G. B.

## Les sentiers du film

COMME il n'a jamais été question de faire un film d'époque, le livre était, explique Jacques Rivette, « impossible à adapter littéralement, à cause de l'histoire de l'art. Le tableau « incompréhensible » que décrit Balzac (« un chaos de couleurs, de tons, de nuances indécises, espèce de brouillard sans forme ») a un sens très fort en 1832, mais plus aujourd'hui, après des décennies de peinture abstraite.

» D'ailleurs, lui-même écrit à l'époque de Delacroix, après Constable, à un moment où la peinture aborde son grand virage moderne. Delacroix aurait été intéressé par le tableau de Frenhofer, il ne l'aurait pas rejeté comme fait Nicolas Poussin dans le texte. C'est pour ça que Balzac situe l'histoire au dix-septième siècle, en pleine période classique, quand le tableau ne pouvait absolument pas être compris par ceux qui le voient.

Les glissements, du texte à l'écran, sont considérables. Le personnage très présent de Liz, la femme de Frenhofer, est apparu, pour supprimer l'hypothèse que le peintre pourrait coucher avec Marianne. Et dans le film, on verra autant qu'il est possible ce qui se produit

entre l'artiste et son modèle, alors que la jeune fille de Balzac ne posait même pas pour Frenhofer, elle se contentait de se mettre à côté de la toile. Le tableau du film, contrairement à celui du livre, sera réputé achevé et bien achevé par les quelques personnages qui le verront (pas les spectateurs). Il sera ensuite caché, emmuré, et non pas détruit.

#### LE BAL DES VARIANTES

Mais des variantes en apparence plus anecdotiques sont tout aussi révélatrices. Ainsi le jeune modèle a changé de prénom. Elle ne s'appelle plus Gillette mais Marianne. Que Jacques Rivette ait inconsciemment opéré ce changement, persuadé qu'il respectait le nom d'origine, ne traduit que mieux l'insistante présence d'une de ses références permanentes : le théâtre.

Sous les auspices de Marivaux et de Musset, cette Marianne signale chez le réalisateur de *Paris nous appartient* (où on répétait *Pélicles*), de *l'Amour fou* (où Jean-Pierre Kalfon tentait de mettre en scène *Andromaque*), d'*Oui One* (où les personnages travaillaient sur *Prométhée*

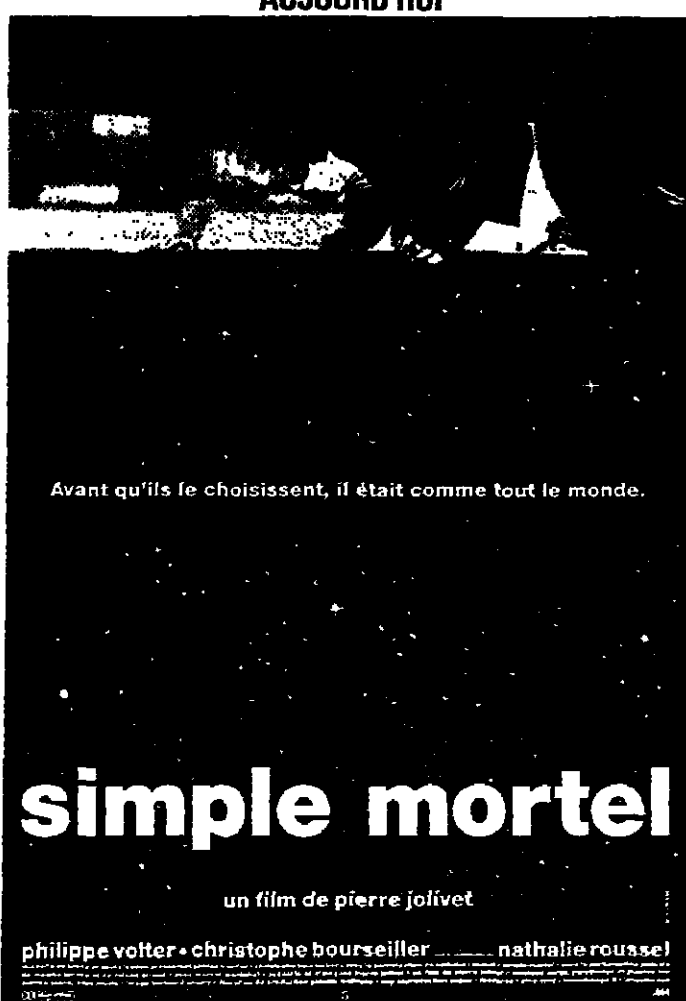
*enchaîné* d'Eschyle), de *l'Amour par terre* (basé sur la commande d'une pièce) et de *la Bande des quatre* (où Bulle Ogier dirigeait un cours d'art dramatique) le rôle-clé du théâtre dans ses films. Le théâtre comme artifice au service de la vérité, le théâtre et ses rituels d'apparition et de disparition, rôde encore dans les marges de *la Belle Noiseuse*.

Autre glissement significatif du livre au film, celui qui affecte Porbus. Peintre chez Balzac, le voici devenu riche collectionneur commanditaire du tableau — et personnage éminemment rivettien, aux visées aussi ambiguës que son passé est lourd de mystères à peine entrevus. Dans la nouvelle, Porbus se prénomme François, il est cette fois Balthazar. Jacques Rivette plaide une nouvelle citation balzacienne, un hommage au Balthazar Claës de *la Recherche de l'absolu* — le personnage a également des traits empruntés à Gobseck. Mais, si besoin était, une réplique du film — Christine Laurent imite la voix de Jane Birkin : « Balthazar... par hasard » — confirme la référence. à Robert Bresson.

Bresson, qui fut d'abord peintre, s'est longuement interrogé sur les modèles, par opposition aux acteurs. Les modèles qui seraient capables d'un « mouvement du dehors vers le dedans », à l'inverse des acteurs, les modèles qui relèveraient de l'« Être » et non du « Paraître », les modèles « capables de se soustraire à leur propre surveillance, capables d'être divinement » (1). Dans le secret de l'atelier de Frenhofer, c'est la transformation d'une actrice en modèle au sens de Bresson qui va se produire, dans « l'échange télépathique, la divination » qui permet une « exploration profonde ».

Le cinéma de Jacques Rivette est ainsi fait qu'on n'en finit pas d'y découvrir des rimes et des assonances. On trouverait ainsi dans le nom de Balthazar Porbus celui de Balthus, qu'on cherche d'autant plus volontiers que le réalisateur avait utilisé, il y a cinq ans, les dessins du peintre comme point de départ de son *Hurlévent*. Et Jacques Rivette confirme avoir entre autres voulu reprendre la tentative de transposition qu'il tentait alors, « mais Emily Brontë s'était défendue, son texte revenait trop dans le film ».

#### AUJOURD'HUI



Avant qu'ils le choisissent, il était comme tout le monde.

### simple mortel

un film de pierre jolivet

philippe volter • christophe bourseiller • nathalie roussel

Par Pascal Bonitzer

LES grands tableaux sont dramatiques comme les grands films. D'ailleurs, quelle superproduction réussira à approcher de l'intensité émotionnelle du *Tres de Mayo* ou de *Guernica*? Inversement, combien de superproductions semblent issues de la pire peinture pompéienne du XIX<sup>e</sup> siècle?

Le XIX<sup>e</sup> siècle, justement, c'est la crise des moyens de la représentation, peinture, drame, roman. Le cinéma s'annonce, dès l'invention de la photographie, avec la destruction du modèle raphaëlesque et la dégénérescence du drame en mélodrame. C'est quand le modèle pictural classique devient caduc que les écrivains s'emparent de la question de la représentation en peinture, du fantasme qui est sous-jacent à l'art du portrait, pour en tirer des effets sensationnels dans l'ordre du conte fantastique, du conte de terreur. Hoffmann, Poe, Balzac, plus tard Wilde et James, mettent en scène le vampirisme de la représentation, sa duplicité diabolique et mortelle. L'imitation du réel, objet de la peinture depuis la Renaissance, est saturée et devient signe de mort.

Dans le *Portrait ovale* d'Edgar Poe, la « vie » que le peintre met dans le portrait,

comme par un phénomène de vases communicants, est retranchée du modèle. Dans le *Chef-d'œuvre inconnu*, c'est de poursuivre la captation de cette même vie que l'artiste meurt. Chez Balzac toujours, le tableau deviendra pour la première fois objet d'une commande sociale. La vie capturée par l'artiste est vendue aux plus offrants, comme l'amour est corrompu par le règne des amoureuses professionnelles, les courtisanes (cf., entre autres, *la Cousine Bette*). Si le portrait, qui duplique et capture en effigie l'objet d'amour, devient un principe de mort, c'est parce qu'il est le symbole de l'impasse du désir bourgeois, qui croit pouvoir s'appropriier, immobiliser, enchaîner l'objet sexuel par le pouvoir de l'argent : c'est pour cette raison que le thème du portrait chez Balzac est indissolublement lié à celui de la courtisane, laquelle capte, pour leur ruine, l'amour des vieillards fortunés, et agit comme un dissolvant universel des hommes, des institutions, des valeurs.

Dans la beauté du modèle, le portrait tente de figer ce processus de décomposition. C'est pourquoi, lorsque le portrait, fantastiquement, s'anime, la vie incontrôlée qui envahit la toile a la virulence intolérable de la putréfaction. L'odieuse métamorphose qui affecte l'image de Dorian Gray est

proche de la « muraille de peinture » qui stupéfie Poussin et Porbus lorsqu'ils prennent connaissance, chez Balzac, du chef-d'œuvre ravagé de Frenhofer. Dans les deux cas, le modèle d'une sublime beauté représente l'idéal dans l'ordre de la prostitution. Dans les deux cas, on ne retrouve plus rien qu'une prolifération cancéreuse qui a tout dévoré, à l'exception d'un élément rescapé du naufrage, reste intact et fétiche qui évoque à la fois le principe d'identité perdu et le prix de ce qui a disparu : Dorian Gray qu'on ne reconnaît qu'à ses bagues, le pied au merveilleux de Catherine Lescart, la Belle Noiseuse, qui permet aux deux spectateurs de voir que « là-dessous » il y a eu une femme.

Tel M. Valdemar dans le conte d'Edgar Poe (1), le retour à la vie de ce qui est mort ne se fait que par l'exhibition brutale, horrifiante, de ce qui était refoulé sous l'immobilité artificiellement maintenue du corps : « une masse dégouttante et quasi-liquide, une abominable putréfaction ». Le corps de Dorian Gray, celui de la Belle Noiseuse se résolvait en immondice. L'horreur qui se cachait sous l'extrême beauté séductrice, se cachait toute la surface de représentation.

La dissolution des formes hante la peinture moderne, qui ne le sait ? Le corps

modèle



## AUTOUR DE « LA BELLE NOISEUSE »



Matisse

La Séance de peinture (1943)

« Dans le tableau qui progressait lentement, il menait une lutte intelligible pour lui seul, trouvant jour après jour, dans ce qui la veille lui paraissait conclu, par où se glisser dedans, pour aller plus loin. » Lydia Delectorskaya, qui posa quotidiennement pour Matisse de 1935 à 1939, rappelle dans un livre précieux (Ed. Adrien Maeght) « l'apparente facilité » de l'art du maître. Dans sa quête de « vérité », il est arrivé à celui-ci de la consulter. Par exemple à propos de la couleur des yeux d'une Anglaise « qui reviendra après-demain me regarder dans les yeux comme on me regarde habituellement quand je suis au travail, c'est-à-dire qu'on me regarde sans défense, sans souci ni protection. Ses beaux yeux noisette hier, aujourd'hui ne trouvant plus leur couleur en les regardant, j'ai demandé à Lydia de venir me dire ce qui en était en vérité. Elle m'a répondu : elle a les yeux de la couleur des vôtres, des miens propres. J'en ai été bien étonné. » — G. B.

## L'alambic de la fiction

Et les poses contraignantes, exagérées, que Frenhofer demande à Marianne au cours des séances de pose, sont cousines des postures contraintes des personnages de Balzac. Un peintre rebelle à la dérive de l'art contemporain vers un pur jeu sur lui-même, dans l'héritage surchargé de Duchamp, « un des rares qui continue, lui, de penser la peinture par rapport à la réalité. Et ce devait être aussi le cas de Frenhofer ».

Littéralement Frenhofer tord Marianne et s'exclame, tel un amant tyrannique : « Je veux tout. Je veux l'intérieur, je veux l'invisible. C'est pas moi qui veux, c'est la ligne qui veut ». Dans cette épreuve à laquelle le peintre la soumet, et se soumet, jeu de séduction et de pouvoir, c'est bien la vérité qui est en jeu. Une vérité cachée, secrète, derrière les apparences : « Je peins les choses qui sont derrière les choses » disait le peintre de *Quai des brumes* — joué par Le Vigan, et il y a une publicité pour le village de Le Vigan des Cévennes dans l'hôtel où s'impatiente Nicolas tandis que Marianne pose.

« De cette vérité, Frenhofer entrevoit parfois

fugitivement la possibilité dit Rivette, et puis, comme dans *Faust*, « arrête-toi, instant » et l'instant est passé. » Liz, tout naturellement lorsque c'est Jane Birkin qui parle, abrège le nom de son mari en « Frenho » : le poète André Frénaud n'écrivait-il pas : « Encore faut-il que l'intensité bouleversante d'un instant, le peintre en ait fomenté l'équivalence par une lente monnaie de réverie et de réflexion et d'amour » ? Cette « lente réflexion », qui est également une action très concrète, exige et justifie la durée du film, aux aguets d'une alchimie à la fois longuement préparée et jamais certaine. Grâce à sa durée, *La Belle Noiseuse* dépasse la simple illustration de la dialectique du visible superficiel et du caché essentiel, c'est dans l'écoulement maîtrisé et montré du temps que naissent les témoins indices de l'énigme, et ses splendeurs.

Imprévue à l'origine du projet, la place prise par ces séances de pose est devenue « le mystère autour duquel on a essayé de travailler, qui donne un élément dynamique, qui fait la singularité du film », note Jacques Rivette. Dans le jeu de complicité et d'échange avec ses coscénaristes (et ses techniciens, tous de vieilles

connaissances), le réalisateur a d'ailleurs plutôt pris en charge ce qui se déroulait dans l'atelier. Il a laissé à Christine Laurent et à Pascal Bonitzer le soin de tramer les multiples fils qui se croisent autour de cette figure centrale et, parfois par les détours les plus incongrus, convergent vers elle.

### LE HASARD ET LA COMPLICITÉ

Cette reconstitution est le résultat, la récompense d'une méthode de travail qui laisse la porte ouverte au hasard, aux accidents de tournage, avec les scènes précisées le plus tard possible, les dialogues écrits pendant la période de réalisation au contact des acteurs qui les diront, la liberté de donner subitement plus de place à un personnage qui s'avère soudain prometteur. Mais pas d'improvisation, « seuls les dessins exécutés par Bernard Dufour dépendaient entièrement de ce qui se produirait dans l'instant, et nous les avons utilisés tels quels ».

Choisi « de la même manière qu'un comédien », Bernard Dufour s'est trouvé, en prêtant ses mains à Frenhofer, dans la situation séduisante et perverse d'être à la fois peintre et

modèle — un rouage de plus de ce dispositif en abîme, véritable machine à fabriquer de la vérité avec de la fiction : « Je crois que le cinéma est fondamentalement un art de fiction, dit Jacques Rivette. Même les plus beaux documentaires, ceux de Flaherty, de Pierre Perrault ou de Jean Rouch, sont beaux dans la mesure où la fiction entre en eux ».

Cette fiction, les auteurs ne l'ont guère nourrie de références à des peintres et à des tableaux réels : « Nous en avons regardé beaucoup sans s'attarder sur aucun ». Et d'évoquer pêle-mêle Matisse et Bacon, les dessins de nus de Fautrier et Cézanne « obsédés par le Chef-d'œuvre inconnu », ou un ouvrage sur le Modèle (2) paru pendant la préparation. « Nous nous sommes surtout inspirés d'œuvres de fiction », renchérit Pascal Bonitzer. « Donnant des collaborateurs à Balzac », selon le mot de Rivette, ils ont ainsi appelé en renfort, entre autres, Edgar Poe et surtout Henry James, de *l'Image dans le tapis aux Papiers de Jeffrey Aspern*.

« Une nouvelle surtout nous a éclairci les

## modèle

sanieux, le corps pourri, le corps dialogué de Soutine à Bacon, qui ne sait que c'est là l'un des objets privilégiés de la peinture moderne ? *Soleil pourri* : Bataille intitulait ainsi un commentaire très personnel de Van Gogh.

Représenter, dans un film, le mouvement essentiel du peintre moderne, son drame et sa terreur, son approche du corps toujours inédite aux yeux d'un public qui garde la nostalgie indélébile du corps classique, demandait la complicité d'un peintre véritable, et ce fut Bernard Dufour. Il fallait aussi une comédienne ayant la beauté mais aussi la force et l'intuition de ce à quoi elle allait se prêter, et c'est magnifiquement Emmanuelle Béart (est-ce un hasard, au regard des paragraphes qui précèdent, si, dans le prochain film d'André Téchiné, elle incarne une jeune prostituée ?). Mais il fallait bien sûr, et seul un cinéaste comme Jacques Rivette était capable à notre époque de tenter ce pari et de le réussir, pouvoir montrer effectivement ce qui se passe, dans la durée, entre le modèle et l'artiste.

Ainsi le moment où tout se noue et où, je crois, on ne peut manquer d'être pris à la gorge dans le film — j'en parle ici d'autant plus à l'aise que les scénaristes que nous sommes, Christine Laurent et moi, ne sont

pas pour grand-chose dans l'impact de cette scène. — c'est lorsque pour la première fois le peintre, Piccoli-Dufour Frenhofer, sous le regard de pierre d'Emmanuelle Béart-Marianne, commence à tracer quelque chose sur le papier, quelque chose d'incroyable, parce que c'est à la fois complètement dérisoire et complètement magique, des traits tremblés, incertains, d'une plume qui gratte à la limite du tolérable, et qu'on a le sentiment qu'on va voir, qu'on va voir quoi ? On ne sait pas, un corps peut-être, une figure peut-être, mais peut-être rien. Surgit alors, avec une inexplicable consistance, ce qui à la fois est tout le suspense et le sujet du film, et semble-t-il aussi, tout le suspense et le sujet de la peinture moderne. Et puis l'encre bave, la figure ébauchée disparaît sous un pilté de lavis, le pouce et l'index épais du peintre achèvent la destruction, et on se dit, incrédule : « C'est donc ça ? C'est donc ça la peinture ? » Et aussi « C'est donc ça ? C'est donc ça le cinéma ? »

(1) Edgar A. Poe, *le Cas étrange de M. Valdemar*.

» Critique, scénariste et scénariste, Pascal Bonitzer est notamment l'auteur d'un essai consacré aux relations entre peinture et cinéma, *Décalages* (Cahiers du cinéma-Éditions de l'Étoile).



## AUTOUR DE « LA BELLE NOISEUSE »

### Tous en scène



Cézanne

Le Peintre (1868-1871). Si on en croit Ambroise Vollard, la torture que Cézanne lui fit subir fut beaucoup plus grande encore que celle infligée à James Lord. Car ce n'est pas en dix-huit séances de pose qu'il enleva son portrait, mais en plus de cent ! « Et après cent quinze séances de pose, Cézanne me dit avec satisfaction : je ne suis pas mécontent du devant de la chemise. (...) Quand Cézanne abandonnait une toile, c'était presque toujours avec l'intention de la reprendre » plus tard, dans l'espoir d'un perfectionnement à y apporter. » (Cité dans l'ouvrage *Autour du chef-d'œuvre inconnu*. Ed. Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.) - G. B.

idées, non pas sur la peinture et la vérité en général, mais sur ce que, nous, nous avions envie d'en faire, ajoute Jacques Rivette. Dans le Menton, James évoque les portraitistes mondains du dix-neuvième siècle, à qui leur modèle demandait une ressemblance flatteuse. Il suppose la possibilité qu'un tableau traduise une vérité secrète, et désagréable.

Ce tableau, ce sera, donc, la Belle Noiseuse. Marianne le voit, se voit, et s'enfuit, épouvantée. Frenhofer sait alors que la toile est achevée. Mieux que lui, Liz, dont le portrait ancien a été recouvert pour peindre Marianne - il ne s'agit pas ici de « page blanche » mais d'approfondissement vertigineux, - viendra pendant la nuit le regarder à son tour. Et tracera, selon l'expression de Roger Caillois dans une lettre à Malraux (3) « une croix moqueuse et funèbre » au dos du châssis. Elle sait, elle, que c'est l'œuvre entière de Frenhofer qui est ainsi achevée, que sa vie, comme peintre, en tout cas, est finie. En peignant Marianne la revenante (Nicolas l'a sauvée d'un suicide), Frenhofer est à son tour devenu fantôme. Liz, experte en ces matières (elle occupe ses journées à empailler des oiseaux morts), ne s'y trompe pas.

#### LES BEAUX PRÉSENTS

Au septième jour, dans la lumière renouillée d'un déjeuner champêtre, à mi-chemin de la maison et de l'atelier, tout le monde se retrouve pour un déjeuner sur l'herbe qui est aussi une Cène de rupture, d'ultime et souriante duperie et de mise en ordre, mais encore le « salut » collectif des acteurs à la fin de la représentation. Acteurs qui mériteraient d'être ovationnés debout.

Il y a Gilles Arbona, comédien et metteur en scène de théâtre, qui donne un si troublant Porbus, et David Bursztein qui avant de jouer

Nicolas avait été dirigé sur scène par Rivette dans *Bajazet* et *Tite et Bérénice*. Il y a Marianne Denicourt, formée chez Chéreau, qui aura été Julienne, la sœur de Nicolas, déboulée en plein milieu du film « pour brouiller les cartes et relancer le jeu », imposée avec une virtuosité égale par les scénaristes et la comédienne.

Ensuite, sur scène, c'est Jane Birkin qui ferait un pas en avant et recueillerait un hommage mérité. Elle, qui fut vif-argent chez Rivette dans *L'Amour par terre*, réussit dans le rôle de Liz une extraordinaire composition « en dégradé », passant de l'affable maîtresse de maison à la sorcière aux pieds nus, macérant dans son donjon ses potions et ses inquiétudes. Superbe, elle le fut souvent à l'écran, elle est cette fois, par surcroît, inattendue.

Grâce féline et puissance contrôlée, c'est au tour de Michel Piccoli. Il est ici à la hauteur de ce qu'il a fait de plus grand, c'est le Piccoli de chez Godard et de chez Bunuel, de *Dillinger est mort* et de *la Puritaine*. Il est la clé de voûte de l'édifice complexe du film. « A l'origine, je me suis demandé si Frenhofer devait être joué par un peintre ou par un acteur. Dès que j'ai décidé que ce serait un acteur, j'ai voulu que ce soit Michel », se souvient Rivette.

« Il emmenait Frenhofer très loin du personnage hoffmannien décrit par Balzac. S'il avait refusé le rôle, je n'aurais pas fait la Belle Noiseuse. Quand il a accepté, et surtout quand je l'ai vu aux côtés de Bernard Dufour, j'ai su que ça pourrait fonctionner. Et aussitôt Michel s'est mis à observer et à s'approprier » Bernard.

Christine Laurent ajoute aussitôt : « Il regardait autant Jacques (Rivette) que Bernard Dufour. Il a vraiment cherché l'équidistance. Il a composé son personnage en mêlant les deux. » Machiavélique et désarmé, sincère et roué, dangereux sans méchanceté, lourd d'un savoir-faire

### Et la main du peintre Bernard Dufour

Bernard Dufour est né en 1922, à Paris. D'abord abstrait, il a commencé à la fin des années 50 à peupler sa peinture de formes sexuelles, puis de nus, de couples, de portraits et d'autopourtraits. Jacques Rivette lui a demandé de prêter sa main à Frenhofer-Piccoli. Un jeu difficile pour le peintre, qui justement ne joue pas, et dont la peinture bien réelle sert une fiction.

« J'ai reçu un projet de scénario signé de Jacques Rivette, Pascal Bonitzer et Christine Laurent. J'y ai lu ceci, qui me concernait : « Nous voulons que notre histoire se passe de nos jours et nous faisons de Frenhofer un peintre d'aujourd'hui, figuratif certes, dans le cas contraire un élément essentiel du drame : le rapport du peintre et du modèle, disparaîtrait, mais moderne et certainement pas postmoderne ; un peintre dans le style de De Kooning, de Fautrier ou de Bacon, ou plus près de nous du mal connu Bernard Dufour. »

» Rivette connaissait mon travail depuis les années 60, Bonitzer le connaissait aussi. Leur Frenhofer me ressemblait étrangement. Il y avait dans leur histoire des coïncidences avec ma vie privée, qui m'ont énormément troublé et convaincu de participer au tournage du film.

» Je me suis mis au travail aussitôt après avoir donné mon accord. J'ai fait poser Birkin pour le tableau de la Belle Noiseuse et j'ai peint les autoportraits de Frenhofer-Piccoli. Dès le début du film, on le voit prendre un de ces autoportraits, qui est sur le chevalet, et dire : « Assez avec ces autoportraits ! »

» J'avais rencontré Rivette longuement. Il m'avait beaucoup parlé de son projet, beaucoup de la chimère. La figure de la chimère a joué un grand rôle dans toute sa fantasmagorie, dans toute la construction du film. Au premier plan, la chimère était Frenhofer lui-même, une espèce de triade Rivette, Piccoli et moi. Puis il y avait la chimère Birkin-Béart, et la chimère Piccoli-Dufour. Toutes

ces incarnations ont créé pendant le tournage des problèmes assez intéressants de frustration et de pouvoir. J'y reviendrai.

» Puis Rivette est venu me voir au Pradé, où je travaille. Il a choisi certains de mes tableaux pour constituer le fond d'atelier de Frenhofer. Ils ont aussi démenagé absolument tout mon matériel de travail, tout mon atelier, que j'ai retrouvé sur les lieux du tournage : le château d'Assas, un bâtiment de pierre analogue au mien, avec les mêmes proportions, la même loggia, la grande grange.

» Je suis resté trois semaines à Assas. Rivette m'avait dit : « Bernard, tout ce que vous dessinerez sera filmé. » Il n'en a pas été exactement ainsi. Pour des raisons d'économie, il n'a eu qu'une caméra et n'a pu filmer ce que je faisais dans l'atelier off, au jour le jour, pour alimenter le travail que Frenhofer était censé fournir en dehors des séances de tournage. Mon travail a donc consisté à dessiner directement sous la caméra et off : une grande partie des dessins avec Béart, les grands nus au fusain qui venaient empirer au fur et à mesure l'atelier filmé, et le Nu bleu donné au collectionneur à la place du tableau de la Belle Noiseuse achevé, emmuré, qu'on ne voit pas. Sous la caméra : tous les dessins à la plume, des grands fusains, des débuts de peintures à l'huile, l'achèvement de la Belle Noiseuse quand je bascule le tableau et que je le repeins avec le corps de Béart en boule. Ça, c'est une décision que j'ai prise, comme la grande croix rouge par-dessus.

» A ce niveau-là, Rivette m'a complètement laissé faire ce que je voulais. Il ne m'a jamais dit : « Je voudrais que vous fassiez ceci ou cela. » Son travail est vraiment un *work in progress* : il ne savait pas ce qu'il allait faire le lendemain. Je travaillais dans mon atelier off d'un côté d'un immense corridor, de l'autre il y avait Bonitzer et Laurent qui travaillaient au scénario. Les choses étaient soumises à Rivette, qui les acceptait ou pas. Au départ, je ne savais pas ce que j'allais faire sur le tournage. L'idée des grands fusains est née au cours du travail, sans que Rivette m'en ait demandé.

» J'ai beaucoup travaillé aux grands dessins de Béart-boule, à des dos et à d'autres nus qui ne correspondaient pas au fantasme de Rivette. Rivette a un fantasme sexuel complètement tourné vers le dos, les fesses, tandis que moi, mon fantasme, il est plutôt de l'autre côté. Il lui est arrivé de me dire, devant des dessins de Béart, de face,

qu'il les mettrait dans l'atelier, mais que Béart ne prendrait pas ces poses dans le film.

» J'ai aussi joué un rôle de conseiller et d'instigateur à propos de la relation du peintre et de son modèle. Rivette et Piccoli m'ont longuement interrogé sur ce qui se passait quand je draguais des filles dans la rue, que j'appelle maintenant mes « inconnues ». Je leur ai effectivement décrit le trouble qui me saisissait quand la fille arrivait à l'atelier et se déshabillait. Il n'était pas question de faire l'amour : j'ai toujours considéré que la dépense amoureuse du coût et la dépense de la création étaient impossibles à joindre. C'est justement ce mélange de trouble sexuel et de travail qui m'a toujours excité dans le travail avec le modèle. Mais, comme Rivette est quelqu'un d'extrêmement prude et chaste, il n'a pas mis tout le désordre qui était quelquefois le mien lors des premières séances. Il l'a traduit par la séquence du tabouret, quand le peintre n'arrive pas à décider de la pose. Il y a là un côté panique qui traduit très bien son trouble face au modèle.

» Toute la première partie, quand Piccoli dit à Béart : « Regardez moi en face, mais ne me fixez pas dans les yeux, ça me gêne », c'est quelque chose que j'ai toujours dit : je n'ai jamais regardé un modèle dans les yeux, et je n'ai jamais supporté qu'elle me regarde, parce qu'à ce moment-là il y a une conversation. Le rapport aux filles qui ont posé pour moi a toujours été un rapport de total silence, de totale non-communication. Je me suis rendu compte que les meilleurs modèles, avec qui j'ai le mieux travaillé, étaient comme de merveilleuses actrices dont le jeu consistait uniquement à être leur propre corps, leur propre sexe. Ce qui est extraordinairement difficile, ce que la plupart des femmes refusent. Comme d'ailleurs le montre fantasmagiquement bien Béart.

» Rivette n'a pas le même rapport à la sexualité. Et si les premières poses pour les dessins à la plume sont de moi, il m'a dit après : « Bon, maintenant, Bernard, on va instaurer les poses aggravées. » Il y a d'ailleurs une espèce de progrès dans l'aggravation, à travers différents sièges plus ou moins confortables. Je donnais des indications. Il intervenait en froissant Béart, entraînait lui-même dans son propre fantasme, puis, une fois que les choses étaient mises en place, Piccoli prenait le jeu et installait la pose. C'étaient des séances qui me fascinaient complètement. Parce que c'était vraiment Suzanne et les

**OLIVIER DEBRÉ**  
C.C.C. Tours  
et château d'Amboise  
Jusqu'au 29 septembre

**OPERA**  
PARIS  
IDOMENEE  
Mozart, Chung, Miquel  
LOCATION OUVERTE  
PAR TELEPHONE  
(1) 44 73 13 00

AUJOURD'HUI



UN FILM DE KEN LOACH

Hidden Agenda



## ***L'art secret***

[illegible]

## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

## Tous les films nouveaux

## Les Commitments

de Alan Parker, avec Robert Arkins, Michael Aherne, Angelina Balli, Maria Doyle, Dave Finnegan, Bronagh Gallagher, Brendan (2 h).

Ce sont des jeunes gens de Dublin qui forment un groupe de soul musique parce que les Irlandais sont les blacks de la Grande-Bretagne. Entre conflits personnels et ailes du métier, l'histoire ne finit pas bien.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 14 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 14 (45-25-59-83) ; Pathé Hautes-Frilles, 14 (45-33-79-38) ; George V, THX, 14 (45-82-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 14 (45-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-59-92-82) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parassiens, 14 (45-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-76-79-79).

VF : Rex, 14 (45-36-83-93) ; Pathé Marignan, 14 (45-70-33-88) ; Les Nations, 14 (45-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

## Dans la soirée

de Francesco Archibugi, avec Marcello Mastroianni, Sandrine Bonnaire, Zaï Inerocci, Lara Franzoni, Giorgio Turchetti, Victor Cavale, Italien (1 h 42).

Rome, années 70 : les certitudes d'un professeur d'université communiste sont ébranlées par l'arrivée de sa belle-fille - qui vient de rompre avec son mari - et de sa petite fille.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, handicapés, 6 (43-54-42-34) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-69-69).

VF : U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

94-94) ; U.G.C. Opéra, 8 (45-74-94-94).

## L'embrouille est dans le sac

de John Landis, avec Sylvester Stallone, Ornella Muti, Marisa Tomei, Peter Riegert, Vincent Spano, Américain (1 h 50).

C'est Oscar - pièce et film qui ont fait la célébrité de Louis de Funès et peut-être n'a-t-il jamais été aussi extravagant - adapté par les Américains, et pas tellement reconnaissable, d'autant que Sylvester Stallone reprend le rôle de de Funès.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40).

VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, 8 (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Mimir, 14 (45-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Hidden Agenda

de Ken Loach, avec Frances McDormand, Brian Cox, Brad Dourif, Mal Zetterling, Bernard Blich, Jen Norton, Britannique (1 h 35).

Histoire de lutte armée, d'attentats, de corruption en Irlande du Nord à propos de l'assassinat d'un membre de la Ligue des droits de l'homme. Le film penche très nettement du côté des Irlandais.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6 (43-28-19-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11 (43-57-60-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (45-76-79-79) ; Blanche Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

## Homicide

de David Mamet, avec Jo Mantegna, William H. Macy, Natalia Nogulich, Ving Rhames, J. S. Black, Américain (1 h 40).

Un inspecteur (lui) qui traquait un trafiquant de drogue, doit le lâcher pour enquêter sur le meurtre d'une vieille dame (lui). Le polar sert à la description de l'antisémitisme ordinaire dans les milieux policiers.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan, handicapés, 14 (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 14 (45-59-92-82) ; Pathé Marignan, 14 (45-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Bastille, 20 (46-36-10-96).

handicapés, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parassiens, 14 (45-20-32-20) ; VF : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

## Point Break

de Kathryn Bigelow, avec Patrick Swayze, Keanu Reeves, Gary Bussey, Lori Petty, John McGinley, Américain (2 h 02).

Des truquiers portant les masques des anciens présidents dévalisent régulièrement les banques. On a découvert que ce sont des surfers. Un jeune inspecteur du FBI s'infiltre. Quitte d'absolu, grosses vagues et enfer du Grand Bleu.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-52-72-52) ; U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-92-82) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; U.G.C. Maillet, handicapés, 17 (40-68-00-18) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Rio Negro

de Atahualpa Lichy, avec Angela Molina, Mario José Nt. Franco, espagnol (1 h 30).

À début du siècle, le Rio Negro est en butte à toutes les convoitises, car il produit du caoutchouc en grande quantité. Les dictateurs se succèdent, et les meurtres, les trahisons. Nul n'échappe à la corruption dans cette région si éloignée que l'on y régit en maître absolu.

VO : Latina, 4 (42-78-47-88).

## Simple mortel

de Pierre Jolivet, avec Philippe Volter, Christophe Bourailler, Nathalie Roussel, Roland Girard, Français (1 h 25).

Un spécialiste en langues anciennes reçoit sur sa télévision, son téléphone, son ordinateur des messages en grec. Ce sont des ordres auxquels il ne peut résister sous peine de catastrophe mondiale. Le fantastique dans le quotidien.

Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan, handicapés, 14 (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 14 (45-59-92-82) ; Pathé Marignan, 14 (45-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (45-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Bastille, 20 (46-36-10-96).

## Strada Blues

de Gabriele Salvatores, avec Laura Morano, Diego Abatantuono, Fabrizio Bentivoglio, Luigi Mondini, Italien (1 h 31).

Deux comédiens partent en tournée, ils jouent la *Corsaire* de Tchekhov. Ils sont amis, mais ne savent pas qu'ils aiment la même femme.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-28-19-88) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-13-08) ; Gaumont Paros, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; VF : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31).

## Un type bien

de Laurent Bénégui, avec Alain Delon, Raoul Billerey, Agnès Obadia, Daniel Gelin, Français (1 h 28).

Un taxi de nuit va pour fêter l'anniversaire de son oncle, son vrai copain, qui est taxi de jour. Mais voilà que ce jour-là, il tombe amoureux. Un premier film français plein de tendresse.

Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Sept Parassiens, 14 (45-20-32-20).

## THEATRE

## Spectacles nouveaux

## Claudie

de George Sand, mise en scène de Jean-Simon Prévert, avec le groupe théâtral des Pierres Jaunes.

George Sand n'était pas particulièrement près du peuple, mais sa manière de s'adresser sur les humbles et surtout de la décrire permet aujourd'hui de connaître un peu leur condition, de voir le pourquoi et le comment des révoltes passées.

Pré-Catalan (Jardin Shakespeare), route de Suresnes, Pré-Catalan, 18. À partir du 31 août. Les samedi et dimanche à 15 heures (et le 29 septembre). Tél. : 42-76-45-09. 50 F et 100 F.

## Histoire d'ouvrières

d'Elizabeth Dumont, mise en scène d'Yves Coppi, avec Elizabeth Dumont.

On dit toujours que les meilleures histoires de théâtre sont celles que connaissent et qu'ont vécues les concierges des théâtres et les ouvrières. Elizabeth Dumont a choisi l'ouvrière.

Marie-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2. À partir du 3 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-08-17-80. De 65 F à 95 F.

## Maman n'est pas contente

de Patrick Adler, Gérard Bérard et Jean-François Champion, mise en scène Claude Carrière, avec Patrick Adler, Yves Sauton (claviers) et Yann Benoit (guitare).

Une suite de sketches, avec des chansons, une sorte de revue en somme.

Théâtre moderne, 15, rue Blanche, 9. À partir du 28 août. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 46-74-10-75. 140 F.

## N'écoutez pas mesdames

de Sacha Guitry, mise en scène de Pierre Mondy, avec Dominique Paturel, Micheline Dax, Bernard Lavallette, Corinne Lahaye, Robert Rollin, Dominique Tirmont, Jean-Simon Prévert, Robert Deslandes, Annie Didon, Philippe Vincent et Lucette Rallier.

Sacha Guitry a beaucoup aimé les femmes et n'a pas voulu en souffrir, alors il a écrit. Et son théâtre est ainsi fait d'aphorismes, de maximes amères, de situations vaudevillesques traitées avec une autodérision parfois émouvante.

Madeleine, 19, rue de Surène, 8. À partir du 3 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. Durée : 2 heures. De 80 F à 240 F.

## Pedro et le Capitaine

de Mario Benedetti, mise en scène Roger Bernier, avec Aldo Magni et Sylvain Marmoreau.

Conversation entre un bourgeois et sa victime. Avec en toile de fond une possible torture. Le dialogue se tient dans une prison, à moins que ce ne soit dans une caserne.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. À partir du 3 septembre. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-88-61. Dimanche à 15 h 30. De 60 F à 100 F.

## Remue-ménage

mise en scène Philippe Penot, avec Sophie Balazard et Jean-Christophe Barc.

Trois couples, trois situations montrées avec humour : une fleuriste et un prince polonais, un mari et une femme en pleine scène de ménage, un créancier et une veuve déplorée.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. À partir du 3 septembre. Du lundi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 heure. De 80 F à 100 F.

## Un couple au Splendid

avec Viviane Marcenaro et Eric Métyer.

Deux comiques de style différent, et de plus un homme et une femme. Dialogues - ou confrontation - de deux formes d'humour.

Splendid Saint-Martin, 48, rue du Faubourg-Saint-Martin, 10. À partir du 28 août. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-21-93.

## La Voix humaine

de Jean Cocteau, mise en scène de Florence Gendrier, avec Stéphanie Baran.

La voix humaine est celle d'une femme, au téléphone, qui tente d'émouvoir son amant, de ne pas entendre qu'il ne l'aime plus, et essaie pourtant de sauvegarder sa dignité, de contenir son désespoir.

Le Funambule Théâtre-Restaurant, 53, rue des Saules, 18. À partir du 30 août. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 19 heures. Tél. : 42-23-88-83. 45 F et 60 F.

## MUSIQUE

## Classique

## A l'année prochaine !

Fin polémique et critique avisée (dans les colonnes de *Diapason*). Jean-François Zygel est surtout compositeur et pianiste (dans ce dernier rôle, il a créé quantité d'œuvres contemporaines comme soliste ou au sein de l'Orchestre philharmonique de Radio-France). Connaissant son goût pour le rareté, son refus de hiérarchiser les œuvres en fonction de leur « profondeur » d'expression ou de leur complexité, le Festival estival - qui propose ici son dernier concert de l'été - lui a confié carte blanche pour un concert de pièces rares, de pastiches, de transcriptions, de musiques d'accompagnement de films muets.

Festival estival de Paris, auditorium des Halles, le jeudi 29 août à 20 h 30. Tél. : 46-04-96-01. 85 F et 110 F.

## Courants d'air à l'Orangerie

L'Orangerie de Sceaux est l'un des endroits les plus agréables de la région parisienne pour écouter de la musique. Révisée, il y a peu, elle accueille, cette semaine, le clarinetiste Michel Arrigon (magnifique souffleur de l'école française de clarinette) et les musiciens du Quatuor Parisii pour un programme mélancolique, annonciateur de l'automne.

Orangerie du château de Sceaux, le dimanche 1<sup>er</sup> septembre, à 17 h 30. Tél. : 46-60-07-79. 85 F et 120 F.

## Métamorphose à la Chaise-Dieu

Il est polonais, il est pianiste, sa ressemblance physique avec Chopin lui a fait lancer le grand compositeur dans la *Note bleue*, d'André Zolnerowicz. Sorti de l'écrin, Janusz Olejczak est un bon pianiste dont les interprétations discographiques ont quelque peu déçu... à part sa lecture inspirée du *largo* de la *Seconda Concerto* de « Ropine » (comme disent ses compatriotes). C'est justement dans l'intégrale de cette œuvre de jeunesse qu'il fait ses débuts au festival lancé par Cécilia. Une interprétation 100 % idiomatique, puisque Olejczak sera accompagné par l'Orchestre Arthur Rubinstein de Lodz (la ville natale du grand pianiste disparu, qui devait doubler Katherine Hepburn dans un film sur la vie de Clara Schumann).

Abbatiale de la Chaise-Dieu, le dimanche 1<sup>er</sup> septembre, à 21 h 15. Tél. : 71-00-01-16. De 50 F à 400 F.

## Jazz

## Claire-Lise Vincent

En duo avec son compagnon de pianiste, Philippe Petit, nous voit. Elle se veut jazz, autonome, avec textes français ou non. L'été est fait pour confirmer les valeurs sûres (les festivals) ou pour découvrir. Claire-Lise Vincent s'entend suffisamment, maintenant assez sa voix contre vents et marées pour que ça finisse par se savoir. A suivre. A commencer, A voir.

Lundi 2 septembre, à 22 h 30. Le Madrugon, 22, rue de la Terrasse, 75017 Paris ; métro Villiers. Tél. : 42-27-31-51. De 170 F à 350 F (avec le dîner).

## René Urtreger

Urtreger : le pianiste qui ne joue pas pour les esprits. Le faux ours qui ne veut pas se laisser coiffer à la peau l'image d'Ascenseur (Miles Davis, etc.). Le rigoriste be-bop qui dit à qui veut

l'entendre le mal qu'il pense des truquiers modernes, incapables en réalité d'aligner trois harmonies de suite (M. P. X.). Un monument mal fichu, l'Arche et la tour Eiffel réunis : classique, élégant, moderne et assez peu connu des Parisiens.

Mardi 28 août, à 22 h 30. Le Montparnasse, 28 rue Saint-Denis, 75006 Paris ; métro Saint-Denis-des-Près. Tél. : 45-48-93-08. 110 F.

## Rock

## The Wonderstuff

Régée anticipée des cours d'anglais : *Nine Inch Nails* qui ont déjà gagné leur titre de merveille de la semaine dans les hebdomadaires spécialisés britanniques ; *The Wonderstuff* rockers talentueux et éclectiques en provenance de Manchester ; et enfin *Cervus USM* et son cabaret londonien, dérisoire, bruyant et ému. L'argument de quoi se remettre à niveau en ce début d'année scolaire.

Elysée-Montmartre, Le 3, à 19 h 30. Tél. : 42-52-25-15. 100 F.

## ARTS

## Musées

## Jean Dubuffet

Le Dubuffet d'après *L'Ourlopie*, celui des grands *Théâtres de mémoire*, des *Psycho-Sites* avec personnages, des *Méris* solitaires qui brouillent la vision, et des *Non-Lieux* aux ultimes traces de l'activité mentale, juste avant le noir. Époustouflant d'énergie.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 22 septembre. 30 F.

## El Lisitzky

Le parcours du constructivisme de l'un des principaux acteurs de l'avant-garde en Union soviétique, au lendemain de la révolution. Le temps du constructivisme, quand les plasticiens cherchaient à faire naître art et utopie, peinture et société, abstraction et langage universel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-25-01-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

## Aldo Rossi par Aldo Rossi

L'un des penseurs-phases du renouveau architectural de deux dernières décennies, chante d'une continuité décennale revisitée par une poésie parfois grinçante. Aldo Rossi s'est lui-même mis en scène, avec intelligence, et cela ajoute le plaisir visuel à l'intérêt intellectuel.

Centre Georges-Pompidou, galerie du 2<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 30 septembre.

## Geer Van Velde

Calmes, médians, apparemment fragiles, les dessins d'un peintre hollandais (1899-1977) qui s'était fixé à Paris, dont l'œuvre, toute d'architecture de lignes et de plans brisés, est lieu de passage, fenêtre ouvrant sur le monde intérieur.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 15 septembre. 24 F.

PREMIERE LE 4 SEPTEMBRE - LOCATION OUVERTE

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE

26, RUE DE LA GAITE PARIS 14<sup>e</sup> LOC. 43 22 16 18

JEAN-PAUL FARRÉ

JEAN-LUC MOREAU

VOLTAIRE ROUSSEAU

UN SPECTACLE DE JEAN-FRANÇOIS PREVAND

DECOR ET COSTUMES DE CHARLIE MANGEL

PHILIPS

L'EDITION COMPLETE MOZART

DEJA PARUS

VOLUME 15 : 5 disques compacts SONATES POUR VIOLON Arthur GRUNAU, Walter KUBI, Gérard PAULET

VOLUME 16 : 2 disques compacts MUSIQUES POUR DEUX PIANOS Ignaz HÄBELER, Ludwig HOFFMANN

VOLUME 17 : 5 disques compacts SONATES POUR PIANO Albrecht USTHA

VOLUME 18 : 5 disques compacts LES VARIATIONS ET PIÈCES DIVERSES POUR PIANO Ignaz HÄBELER, Albrecht USTHA, Ton KOOPMAN

VOLUME 19 : 9 disques compacts LES MESSIES - LE REQUIEM KEGLER, DAVIS, GARDNER, SCHREIER, HARRIS

VOLUME 20 : 5 disques compacts MYTHES, VERTUS ET PIÈCES SACRÉES DIVERSES Herbert KEGEL

VOLUME 21 : 2 disques compacts MUSIQUES POUR ORCHESTRE-SOHNATES ET SOLOS Daniel CHOKIZHAP, Deutsche Bachschola, Helmut WINSCHMANN

VOLUME 22 : 6 disques compacts LES ORATOIRES, LES CANTATES, LA MUSIQUE INACONNUE Ignaz HÄBELER, Sir Neville MARTIN, Peter SCHREIER

VOLUME 23 : 8 disques compacts ARIAS, ESSENCES VOCALIS, CANONS HÄBELER, HÄBELER, BÖHM, DAVIS, HARRIS, MANCUSI, SCHREIER, WEGELE

VOLUME 24 : 2 disques compacts LESSEURS, MOCTURINES By ANZING

VOLUME 25 : 2 disques compacts MUSIQUES DE THEATRE ET DE BALLET Academy of St Martin in the Fields, Neville MARTIN

VOLUME 26 : 2 disques compacts APOLLO ET NYCTANTHUS Orchestra of the Mozarteum of Salzburg, Leopold HÄBELER

L'EVENEMENT DISCOGRAPHIQUE DU SIECLE !

180 DISQUES COMPACTS EN 45 COFFRETS

BNP

France Inter

A SUIVRE...

## Claudie

de George Sand, mise en scène de Jean-Simon Prévert, avec le groupe théâtral des Pierres Jaunes.

George Sand n'était pas particulièrement près du peuple, mais sa manière de s'adresser sur les humbles et surtout de la décrire permet aujourd'hui de connaître un peu leur condition, de voir le pourquoi et le comment des révoltes passées.

Pré-Catalan (Jardin Shakespeare), route de Suresnes, Pré-Catalan, 18. À partir du 31 août. Les samedi et dimanche à 15 heures (et le 29 septembre). Tél. : 42-76-45-09. 50 F et 100 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1<sup>e</sup> 42-36-74-24

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroute, polonaise, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1<sup>er</sup> étage.

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAIRES 46-33-44-07 et 66-12-39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> Clignancourt

Uniques en monde. Cuisine fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanches midi et soir.

SRI RAM 15, rue Jules-Christophe (6<sup>e</sup>) 43-25-12-84

Fran. midi et dim. F. lundi

J. 23 h 30. TANDOORI, CURRY, BIRYANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M. Verrin, N.D.-des-Champs. Carte 120 F env.

YUGARAJ (Salle climatisée) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6<sup>e</sup>

SPECIALITES INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Milien (Gault-Millien).

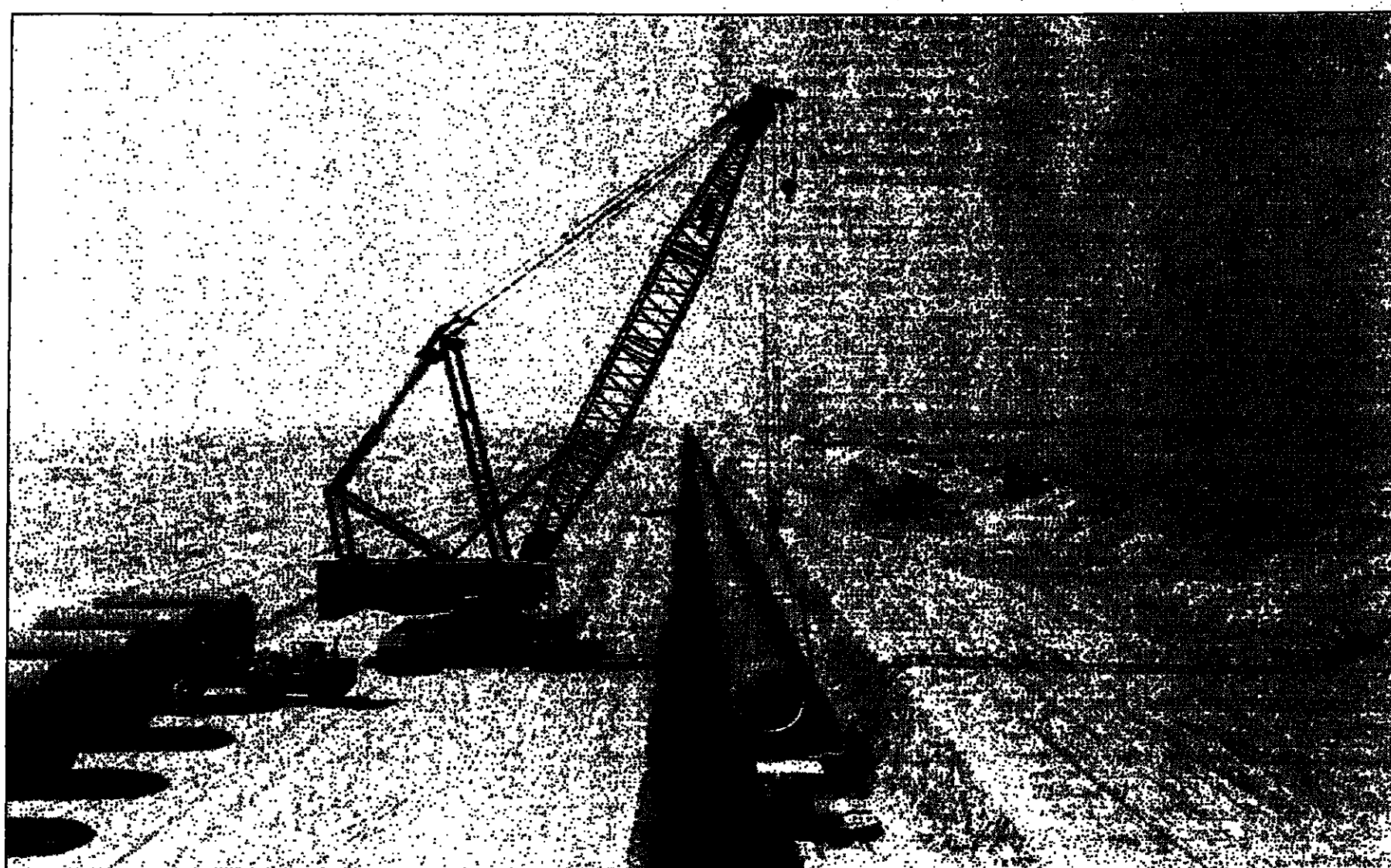
RESTAURANT THOUVENOT 41-61-49-73 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

Spécialité de croustade et de croquette au croustade au croustade. Soir jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. nos croustade de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISES.



était en tête du classement au nombre de médailles remportées avec un total de quatorze (4 or, 5 argent, 5 bronze). Elle devançait celle des Etats-Unis (4, 2, 3), d'Allemagne (3, 2, 2), du Kenya (2, 1, 1), de Finlande (1, 1, 1) et de Chine, France, Italie, Pologne et Zambie (1, 0, 0).

# Réalisation de la Première Tranche du Projet GREAT MAN-MADE RIVER (G.M.R.)



La première tranche du projet G.M.R. en Libye a été réalisée, ainsi qu'il avait été prévu, par DONG-AH Construction Industrial Co. Ltd et Korea Express Co. Ltd en tant que partenaires de DONG-AH Consortium qui fait partie du Groupe DONG-AH, Corée.

C'est le plus important projet du monde de travaux publics jamais entrepris par un groupe de construction privé. Cette réalisation, qui ouvre une nouvelle page d'histoire, apporte la paix et crée la prospérité de l'homme en transformant le désert en terre fertile.

Nous sommes fiers que cette nouvelle réalisation historique ait été réalisée grâce à l'expertise technique hautement sophistiquée du Groupe DONG-AH.

La deuxième tranche, qui nous a également été confiée, représentera un défi encore plus grand qui portera notre technicité et notre expérience à un niveau encore plus élevé.

Maître d'œuvre : Great Man-Made River Authority.

Montant du projet : 3,6 milliards d'US dollars.

Durée du projet : 28 août 1984 - 28 août 1991.

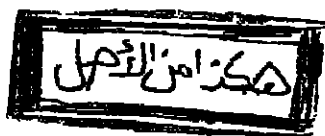
Le projet de Great Man-Made River consiste à transporter les immenses ressources en eau souterraines du désert sud-est libyen à la ceinture nord de la côte par des conduites enterrées de béton-armé pré-contraint de 4.000 millimètres de diamètre et 7.500 millimètres de longueur, tout le long des 2.000 kilomètres du trajet.



## DONG-AH GROUP

DONG-AH CONSTRUCTION INDUSTRIAL CO. LTD  
KOREA EXPRESS CO. LTD





## ÉCONOMIE

BILLET

### Privatisation à la mexicaine

La privatisation de Banamex, première banque du Mexique, avec ses 30 000 salariés, huit millions de clients et surtout 15,5 milliards de dollars d'actifs constitue incontestablement un succès pour le gouvernement de M. Salinas, le président mexicain. En effet, les 70 % de Banamex mis aux enchères (le reste était déjà dans le public, depuis une privatisation partielle en 1987) ont été vendus sur la base de 3,2 milliards de dollars, soit 2,6 fois leur valeur comptable.

Le gouvernement peut se flatter d'avoir obtenu de bons prix pour les sept banques déjà privatisées (sur dix-huit au total). En juin, les deux premières, de taille beaucoup plus modeste, le Multibanco Mercantil de Mexico et le Banpais, avaient atteint trois fois leur valeur théorique. Or le gouvernement affichait un objectif beaucoup plus modeste de 1,5 à 2. Sur la base actuelle, il obtiendrait dix milliards de dollars de la vente des établissements de crédit, ce qui peut renforcer son espoir de réduire sensiblement le déficit budgétaire.

Autre élément qui peut pousser à l'optimisme : Banamex, comme Banpais et le Multibanco Bursatil, a été acquise par des financiers mexicains. Un groupe de 800 investisseurs, conduits par M.M. Roberto Hernandez et Alfredo Harp Helu, dirigeants du groupe financier Accival (Acciones y Valores) et déjà détenteurs de quelque 15 % des actions de la banque l'a emporté sur un consortium réunissant 47 des plus riches familles du pays.

Cela signifie qu'une partie au moins des fonds qui avaient été transférés à l'étranger après 1982 reviennent au Mexique. Les détenteurs de capitaux - notamment ceux du Nord - ne craignent plus une nouvelle nationalisation des banques. La confiance revient donc, sur le plan économique, à défaut du plan politique - le succès du parti gouvernemental lors des récentes élections a soulevé de nouveaux espoirs de corruption - n'avance guère. Cela conforte les succès déjà enregistrés : une croissance de 3,9 % en 1990 et une déflation très sensible de l'inflation, qui n'a atteint que 9 % sur le premier semestre de 1991. Plusieurs éléments doivent cependant inciter à la prudence. Le déficit commercial s'est à nouveau creusé en 1991, atteignant 2,4 milliards de pesos. D'autre part, la poursuite de la croissance dépendra en partie de la capacité du secteur bancaire à prendre le relais de l'Etat pour développer le crédit à moyen et long terme. Les nouveaux acquéreurs seront-ils capables de réussir la modernisation nécessaire ?

GUY HERZLICH

### EN BREF

Recul des Japonais sur le marché automobile allemand. - 15,8 % des voitures neuves immatriculées en juillet, en Allemagne occidentale, ont été construites par les Japonais, au lieu de 16,9 % en juillet 1990, a annoncé mardi 27 août l'Office fédéral de la circulation. Les Français ont en revanche amélioré leurs performances, leur part de marché passant de 8,5 % en juillet 1990 à 9,4 % le mois dernier, avec 42 000 véhicules vendus. - (AFP)

Quatre mille suppressions d'emplois chez Thomson-CSF. - La réunion d'un comité central d'entreprise de Thomson-CSF, mardi 27 août, a permis de reprendre la procédure de mise en œuvre du plan de suppressions d'emplois, suspendue pendant l'été par des décisions de justice. Le plan social de Thomson-CSF, annoncé en décembre dernier, prévoit quelque 4 000 suppressions d'emplois (sur un effectif total de 38 000) en

Un rapport des Nations unies

### M. Perez de Cuellar analyse l'échec des programmes d'aide à l'Afrique depuis 1986

Sauver l'Afrique ? Le thème n'est pas nouveau. Et il y a peu de chances pour qu'une opinion internationale obsédée par les soubresauts soviétiques prête beaucoup d'attention à l'appel lancé à la communauté mondiale par M. Perez de Cuellar, secrétaire général, dans un rapport qui servira de base aux travaux d'une session spéciale des Nations unies du 3 au 13 septembre.

Au-delà du constat, hélas devenu banal, d'un continent qui depuis dix ans ne cesse de s'enfoncer dans une crise impitoyable aux conséquences tragiques, le rapport de M. de Cuellar a ceci d'original qu'il constitue une autocritique sans complaisance des efforts menés jusqu'ici par les organisations internationales, notamment sous l'égide des Nations unies. Le programme d'action en cinq ans adopté en janvier 1986 au cours d'une session extraordinaire de l'organisation a échoué, constate-t-il.

« Au cours des cinq années du programme d'action, les conditions économiques et sociales [des pays africains] se sont en fait détériorées », déclare M. de Cuellar, en dépit des nombreuses réformes engagées par la plupart des pays suivant les conseils des organisations internationales. Si le produit intérieur brut du continent a progressé de 2,3 % l'an, le produit par tête a, lui, régressé de 0,7 %, ce qui traduit une nette détérioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie.

Les politiques d'ajustement structurel encouragées par les pays donateurs, et notamment le FMI, ont certes permis d'assainir la gestion économique, mais elles ont eu un coût social énorme. De plus, souligne le rapport, elles ont « trop insisté sur des mesures de stabilisation à court terme », et n'ont pas permis, contrairement à leur intention, de transformer durablement les structures économiques de pays trop dépendants de quelques produits de base pour se développer de façon autonome : plus de la moitié des pays africains dépendent d'un ou de deux produits pour au moins 70 % de leurs revenus d'exportations.

#### Le déclin de la dette

« Il ne s'est pratiquement produit aucune amélioration dans la structure des économies africaines au cours des années du programme d'action. Leur manque de dynamisme, leur vulnérabilité aux secousses extérieures, leur instabilité politique, leurs conflits militaires, la faiblesse de leurs institutions et bien souvent une politique de mobilisation des ressources nationales laissent à désirer ont constitué à la fois la cause et l'effet des résultats économiques décevants de la plupart de ces pays », note le rapport.

Comment ces économies, hautement vulnérables, pouvaient-elles surmonter la détérioration considérable de l'environnement international constatée au cours de cette période ? La chute des cours des produits de base, de 1986 à 1990, a, elle seule, coûté 50 milliards de dollars à l'Afrique, et le pouvoir d'achat de ses exportations a diminué de plus de moitié depuis 1980. A cette hémorragie s'est ajoutée une fuite de capitaux esti-

mée à 30 milliards de dollars, et surtout une charge de la dette proprement insupportable. L'encours de la dette africaine atteint désormais 271 milliards de dollars (contre 203 milliards en 1986), ce qui représente plus que son produit national brut (109 %), alors que la dette de l'Amérique latine ne représente « que » 48 % de son PNB. Le service de cette dette atteint, lui, 23 milliards de dollars par an, et absorbe en moyenne un tiers des recettes d'exportation du continent, ce qui n'empêche pas les arriérés de s'accumuler puisqu'ils sont actuellement, selon le rapport, vingt à trente fois plus importants qu'il y a dix ans.

Dans cette situation, l'aide internationale apparaît d'autant plus insuffisante qu'elle a en fait diminué au cours des cinq dernières années. De 24,6 milliards de dollars en 1986, les apports financiers nets vers l'Afrique sont tombés en termes réels (en dollars de 1986) à 23,3 milliards en 1990. Ce déclin est dû pour partie à la baisse des investissements et des prêts privés ainsi qu'à un tarissement des crédits à l'exportation.

#### 4 200 francs par tête et par an

Mais, souligne le rapport, même le financement public a stagné. Ainsi, compte tenu de l'importance des remboursements effectués auprès des organismes internationaux, les versements nets de la Banque mondiale ont été réduits d'un bon tiers (de 7,6 milliards de dollars en 1986 à 4,9 milliards en 1990), une fois déduits les intérêts et les charges diverses. Le cas du FMI est encore pire, puisque pendant toutes les années du plan d'action, à l'exception d'une seule, les pays africains ont remboursé au FMI des sommes plus importantes qu'ils

n'en ont reçu ! Pour sortir de ce cercle vicieux, M. Perez de Cuellar propose la conclusion d'un nouveau pacte entre les pays africains et leurs partenaires de développement. Ce pacte global viserait à atteindre trois objectifs : d'une part un taux de croissance de 6 % l'an permettant un doublement d'ici à 2015 du revenu moyen qui devrait atteindre 700 dollars - soit 4 200 francs - par tête et par an. - D'autre part, un effort accru de développement humain (emplois, éducation, élimination de la femme, alimentation, etc.). Enfin une diversification des économies.

Ce pacte global devrait être doublé de pactes conclus au niveau national entre un pays africain et ses trois à cinq principaux donateurs pour la réalisation d'objectifs spécifiques. Parmi les principaux moyens à mettre en œuvre, le secrétaire général de l'ONU souligne la nécessité « de mesures plus courageuses et d'un traitement exceptionnel » en matière de gestion de la dette. Il suggère l'annulation de la dette publique bilatérale (à l'exportation), une réduction importante de la dette envers les institutions multilatérales et une réduction du reste de la dette par des mesures diverses (conversion des créances en prises de participation ou en mesures de protection de l'environnement par exemple).

Il suggère enfin, outre un accroissement de l'aide au développement de 4 % par an, la création d'un Fonds africain de diversification, destiné à aider les pays à étendre la gamme de leurs produits, donc à réduire leur vulnérabilité. Ce Fonds pourrait être financé en partie par une taxe de 0,5 % sur la consommation de tout produit de base dans les pays développés.

VÉRONIQUE MAURUS

Ex-président de la Bundesbank

### M. Pöhl s'inquiète des dérapages inflationnistes en Allemagne

Le chancelier Helmut Kohl a rendu un vibrant hommage mardi 27 août à l'ancien président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, qui a été remplacé à la tête de l'institut d'émission de Francfort par M. Helmut Schlesinger, depuis le 1<sup>er</sup> août. Dans son discours à la Paulskirche de Francfort, le chancelier Kohl a également appelé les Länder et les communes à la plus grande rigueur budgétaire afin de limiter le recours au marché pour financer la réunitification et éviter ainsi de nouvelles augmentations des taux d'intérêt. M. Pöhl s'est pour sa part déclaré inquiet des dérapages inflationnistes.

FRANCFORT

correspondance

Le chancelier M. Helmut Kohl voudrait-il saisir l'occasion de la cérémonie d'adieu à M. Karl Otto Pöhl pour faire valoir une fois de plus combien il avait eu raison d'accélérer la réunitification entre les deux Allemagnes, particulièrement après les événements en URSS, et répondre ainsi aux nombreuses critiques en ce qui concerne le coût économique de cette unification ? Si tel était le sens caché de son long et vibrant message de félicitations au peuple russe en général et à Boris Eltsine en particulier, pour avoir réussi à arrêter à temps les pousseurs en Union soviétique, et éviter ainsi que l'Allemagne soit à nouveau en première ligne, il en aura été pour ses frais.

Avec la même franchise qui l'a toujours caractérisé, M. Pöhl n'a pas caché, pour sa part, l'inquiétude que lui causait une inflation de plus de 4 % actuellement en Allemagne : « Un taux que nous n'avons plus atteint depuis 1974 et qui grime à un moment où l'inflation recule partout dans le monde », a-t-il déploré.

La raison de cette inflation est d'autant plus « préoccupante », selon lui, qu'elle n'est pas le résultat de facteurs extérieurs comme un choc pétrolier ou des taux de change dévaluables. Elle s'explique au contraire par des facteurs « domestiques », résultant de transferts massifs en

direction des cinq nouveaux Länder à la suite de l'unification des deux Allemagnes.

Malgré tous les avertissements de la Bundesbank et de M. Pöhl lui-même qui n'avait pas hésité à utiliser publiquement le terme de « catastrophique », pour qualifier la hâte avec laquelle cette réunitification avait été réalisée, il semblait que le gouvernement de M. Kohl ait délibérément préféré ignorer les conséquences pour le pays, a insisté M. Pöhl. « Personne ne semble prêt à payer volontairement le coût économique de l'unification si l'on en juge par les dernières négociations salariales, le développement du déficit budgétaire ou les discussions sur la suppression des subventions », a-t-il encore ajouté.

Son successeur à la tête de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, dont la première tâche a d'ailleurs été d'augmenter les taux d'intérêt lors de la réunion de rentrée du conseil de la banque le 15 août, semble partager cette inquiétude. « En ces temps difficiles, nous devons tout faire pour nous assurer que la spirale entre les prix et les salaires ne va pas à nouveau dériver et que les attentes en matière de stabilité des prix et d'inflation n'augmentent pas », a-t-il déclaré. Pour y parvenir, M. Schlesinger préconise un mélange de « fermeté sur les principes » et d'ouverture au dialogue avec les partenaires sociaux. Une formule qu'il entend également appliquer dans le cadre de l'Union économique et monétaire (UEM), notamment en ce qui concerne la mise en place d'une banque centrale européenne dont les statuts ont été dessinés par M. Pöhl sur le modèle de l'institut d'émission de Francfort. Comme le chancelier Kohl, le nouveau président de la Bundesbank a toutefois insisté sur la nécessité de réaliser parallèlement à l'UEM des progrès sur l'union politique de l'Europe.

M. Pöhl a par ailleurs répondu avec beaucoup de franchise aux nombreuses rumeurs concernant ses futures activités après vingt et un ans de service public. Il a notamment précisé qu'il se trouvait très bien à Francfort, où il a sa maison, et n'avait aucunement l'intention de déménager « ni à New-York ni à Cologne » où se trouve le siège de la banque privée Oppenheim.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

M. Vianet et la rentrée sociale

### La CGT voit un « formidable encouragement » dans les changements en URSS

Les événements en URSS ne sauraient inciter la CGT à reconsidérer les valeurs fondamentales du syndicalisme « de classe et de masse ». Au contraire, M. Louis Vianet, qui devrait succéder dans quelques mois à M. Henri Krasucki au poste de secrétaire général, a estimé mardi 27 août qu'il s'agit d'un « formidable encouragement » pour les cégétistes.

Chargé de longue date par le secrétaire général sortant d'animer la traditionnelle conférence de presse de rentrée, M. Louis Vianet - qui, sauf accident, remplacera M. Krasucki à la tête de la CGT lors du congrès confédéral de janvier 1992 - s'est livré à un exercice assez délicat. Tout en confirmant l'effort d'introspection engagé par son prédécesseur (*Le Monde* du 12 juin), il s'est efforcé de soutenir la thèse selon laquelle les événements internationaux ne remettent nullement en cause, bien au contraire, l'idéologie de la centrale syndicale.

Qu'on se le dise donc : la faillite du communisme en Union soviétique conforte la CGT dans sa volonté de procéder à « des transformations profondes dans (sa) façon de vivre (son) syndicalisme ». Il s'agit même d'un « formidable encouragement ». Prétendre le contraire, c'est, assure M. Louis Vianet, chercher une prétendue « des fins de politique intérieure pour mettre en sourdine les problèmes économiques et sociaux » qui se posent en France.

Le futur secrétaire général a néanmoins explicitement reconnu que les responsables cégétistes se recrutent pour souvent dans les rangs du Parti communiste. Aussi souhaite-t-il « élargir l'éventail des sensibilités politiques de ceux qui accèdent à telle ou telle responsabilité ». « S'il faut aider la nature, nous le ferons », n'a pas hésité à lancer M. Vianet. Une amorce

d'autocritique dont le futur secrétaire général a rapidement dessiné les limites en affirmant que la CGT « a réglé depuis pas mal de temps les problèmes d'indépendance syndicale » et en rendant un hommage à peine voilé au régime cubain.

Pour le reste, le successeur de M. Krasucki a adopté le ton employé depuis deux ans par la CGT à l'orée de la rentrée sociale. L'annonce de grandes mobilisations à venir n'est plus de mise - les cégétistes se disent « conscients de l'écart existant entre le mécontentement et sa traduction dans l'action revendicative », - et les offres de services adressées aux autres centrales sont répétées avec conviction. A cet égard, M. Vianet s'est réjoui de la sévérité des jugements portés par l'ensemble du monde syndical à l'égard de la politique économique du gouvernement et des « compressions draconiennes » contenues dans le projet de budget 1992.

La CGT s'en est également prise à la « capitulation en rase campagne sur l'automobile au travers de l'accord CEE-Japon », à la politique salariale de l'Etat « qui donne l'exemple aux patrons puisque les fonctionnaires n'ont eu aucune augmentation depuis le 31 décembre 1990 » et au « gâchis financier » que constitue, selon elle, l'accroissement des investissements français à l'étranger. Quant à la situation de l'emploi, elle résume « des choix du gouvernement et du patronat » et pourrait conduire à un chiffre de 3,4 millions de chômeurs fin 1991.

Mais M. Vianet ne se berce pas d'illusions. Si « la question de l'union d'action » - mieux vaut ne pas encore parler d'« unité d'action » - lui semble d'actualité, force est de constater que les tentatives de rapprochement orchestrées par la CFE-CGC et la CFDT adhérent la CGT à l'égard de laquelle, regrette-t-il, existent de « fortes préventions ». Celle-ci n'en reste pas moins « d'une complète disponibilité, quelles que soient les divergences ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Rencontre entre M. Marchelli et M. Blondel

### La CFE-CGC et FO veulent « riposter » au gouvernement

La CFE-CGC et Force ouvrière souhaitent « définir les moyens d'une riposte » pour contraindre le gouvernement à « modifier sensiblement sa politique économique ». Les deux organisations, qui se sont rencontrées mardi 27 août, sont disposées à lancer un « processus de conversion » afin de « peser sur les événements ».

Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, et M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, ont critiqué le projet de loi de finances pour 1992 et exprimé leurs inquiétudes face à la progression du chômage, tout en rappelant leur hostilité à la contribution sociale généralisée.

La CFE-CGC, qui a déjà rencontré une délégation de la CFDT, devait également s'entretenir le 28 août avec la CFTC. FO fera de même dans quelques jours.

### Chômeurs, créez des entreprises !

Chômeurs, créez votre entreprise ! Lorsque M. Raymond Barre avait lancé, en 1980, ce slogan, la gauche française avait été scandalisée. Aujourd'hui, c'est elle qui reprend ce thème. Alors que le nombre des sans-emploi approche les 2,8 millions de personnes, les pouvoirs publics vont lancer une campagne à la télévision afin d'inciter les Français à la création d'entreprises.

L'Agence nationale pour la création et le développement des nouvelles entreprises veut ainsi mieux faire connaître ses 500 « points chance » répartis dans toute la France et destinés à aider les créateurs. Selon les statistiques, plus de 30 % des jeunes entreprises disparaissent au bout de trois ans, mais ce taux diminue de moitié quand le montage de l'entreprise a été élaboré avec des professionnels.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SLIGOS

#### RENTABILITÉ RENFORCÉE AU PREMIER SEMESTRE 1991

Dans la conjoncture actuelle, le Groupe SLIGOS réalise un chiffre d'affaires de 1.580 millions de francs, en progression de 13 % par rapport au premier semestre 1990, soit un peu moins que prévu.

Les résultats consolidés du Groupe, non encore audités, font apparaître pour le semestre :

- un bénéfice d'exploitation de 155 millions de francs, en progression de 18 % et représentant 9,8 % du chiffre d'affaires,

- un bénéfice net avant amortissement des survaluers de 96 millions de francs, soit 6,1 % du chiffre d'affaires, en accroissement de 29 %,

- un résultat net part du Groupe de 79 millions de francs, représentant 5 % du chiffre d'affaires, contre 70 millions de francs l'an passé.

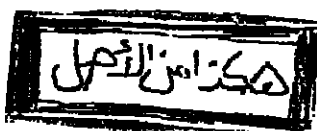
Dans le contexte économique actuel, ces résultats s'expliquent par les efforts faits en 1990 en matière de productivité.

Ils confortent les perspectives de rentabilité du Groupe pour l'exercice 1991.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE







REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 29 août 1991 21

**LES LOCATIONS  
DES INSTITUTIONNELS**

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>55 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>53 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>balcon 3m<sup>2</sup></b>		
<b>50 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>43/45, rue Vieille-du-Temple</b>			<b>185, bd Murat</b>			<b>33-37, rue Pasteur</b>		
<b>Honoraires de location</b>			<b>LOC INTER - 47-45-18-09</b>			<b>SOLVÈG - 40-87-06-99</b>		
<b>4 950</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>+ 515</b>			<b>4 194</b>			<b>8 500</b>		
<b>3 834</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>89 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>balcon 5m<sup>2</sup></b>		
<b>STUDIO</b>			<b>123 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>BOULOGNE</b>		
<b>34 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>2 park., balcon</b>			<b>33-37, rue Pasteur</b>		
<b>80/82, rue Saint-Dominique</b>			<b>19/21, rue Saligny</b>			<b>SOLVÈG - 40-87-06-99</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>LOC INTER - 47-45-18-09</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>4 300</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>28 000</b>		
<b>+ 734</b>			<b>9 290</b>			<b>19 525</b>		
<b>3 096</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>		
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3/4 PIÈCES</b>			<b>33/37, rue Pasteur</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>77 m<sup>2</sup>, 7<sup>e</sup> étage</b>			<b>SOLVÈG - 40-87-06-99</b>		
<b>refait à neuf,</b>			<b>possib. park., balcon</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>60 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>34, rue du Plateau</b>			<b>14 250</b>		
<b>possib. parking</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>+ 2 893</b>		
<b>12, rue Paul-Baudry</b>			<b>Honoraires de location</b>			<b>10 260</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>181 bis, rue de la République</b>		
<b>7 450</b>			<b>refait à neuf,</b>			<b>AGIFRANCE - 49-03-43-27</b>		
<b>60 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>possib. parking</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>12, rue Paul-Baudry</b>			<b>81 m<sup>2</sup>, 8<sup>e</sup> étage</b>			<b>5 772</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>cave</b>			<b>+ 998</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>12, rue Ernest-Lafayette</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>14 300</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>			<b>immeuble neuf</b>		
<b>+ 2 297</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>11, av. de la Division-Lacour</b>		
<b>10 296</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>		
<b>4/5 PIÈCES</b>			<b>STUDIO</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>refait à neuf,</b>			<b>40 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>SEVRES</b>		
<b>196 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage</b>			<b>possib. parking</b>			<b>11, av. de la Division-Lacour</b>		
<b>12, rue Paul-Baudry</b>			<b>71 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>		
<b>SAGGEL - 47-42-44-44</b>			<b>parking</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>8350</b>		
<b>30 000</b>			<b>71 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>+ 1 855</b>		
<b>+ 4 670</b>			<b>parking</b>			<b>4/5 PIÈCES</b>		
<b>21 600</b>			<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>immeuble neuf</b>		
<b>STUDIO MEUBLÉ</b>			<b>20 m<sup>2</sup>, sur jardin</b>			<b>111 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>		
<b>HOME PLAZZA</b>			<b>HOME PLAZZA - 40-08-40-00</b>			<b>parking</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>5 500</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>+ 825</b>			<b>2 PIÈCES MEUBLÉ</b>			<b>88 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>		
<b>50 m<sup>2</sup>, sur jardin</b>			<b>HOME PLAZZA</b>			<b>parking, cave</b>		
<b>HOME PLAZZA - 40-21-22-23</b>			<b>8 500</b>			<b>SAINT-MANDÉ</b>		
<b>+ 1 275</b>			<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>7, rue Fays</b>		
<b>3 PIÈCES</b>			<b>15, rue des Colonnes-du-Trône</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-71</b>		
<b>71 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>parking</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>9 000</b>		
<b>5 300</b>			<b>4 066</b>			<b>+ 888</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>SAINT-MANDÉ</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>89 m<sup>2</sup>, 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>2, avenue Joffre</b>		
<b>park., balcon, cave</b>			<b>Le Plaisance</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-71</b>		
<b>80/84, rue de l'Abbé-Caron</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>6 404</b>			<b>3/4 PIÈCES</b>		
<b>13 250</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>87 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>		
<b>+ 1 022</b>			<b>immeuble neuf</b>			<b>balcon</b>		
<b>9 428</b>			<b>86 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>VILLEJUIF</b>		
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>			<b>24 bis, rue René-Hamon</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>15, rue Fizeau</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>		
<b>89 m<sup>2</sup>, 7<sup>e</sup> étage</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>			<b>Honoraires de location</b>		
<b>2 park., balcon</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>2 898</b>		
<b>7 830</b>			<b>4/5 PIÈCES</b>			<b>VINCENNES</b>		
<b>126, rue Lacourbe</b>			<b>immeuble neuf</b>			<b>88, rue DeFrance</b>		
<b>LOC INTER - 47-45-15-84</b>			<b>97 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>LOC INTER - 47-45-15-71</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>parking</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>8 500</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>6 060</b>		
<b>+ 1 019</b>			<b>93 m<sup>2</sup>, 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>+ 670</b>		
<b>8 390</b>			<b>parking</b>			<b>7 775</b>		
<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>+ 940</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>83 m<sup>2</sup>, 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>5 886</b>		
<b>parking</b>			<b>ASNIÈRES</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
<b>25 bis, av. d'Argenteuil</b>			<b>AGF - 47-42-44-44</b>			<b>Pavillon 7 PIÈCES</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>4 752</b>			<b>149 m<sup>2</sup>,</b>		
<b>BOULOGNE</b>			<b>STUDIO</b>			<b>garage</b>		
<b>33-37, rue Pasteur</b>			<b>immeuble neuf</b>			<b>CERGY</b>		
<b>SOLVÈG - 40-87-06-99</b>			<b>41 m<sup>2</sup>, r-de-ch</b>			<b>5, Clos de Mandelieu</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>parking</b>			<b>AGIFRANCE - 49-03-43-27</b>		
<b>3 850</b>			<b>95 - VAL-D'OISE</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>4 600</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>6 427</b>		
<b>+ 525</b>			<b>83 m<sup>2</sup>, r-de-c</b>			<b>ENGIEN</b>		
<b>parking</b>			<b>101, rue du Gal-de-Gaulle</b>			<b>6 200</b>		
<b>4 484</b>			<b>Frais de commission</b>			<b>+ 895</b>		

**Le Monde****CHAQUE MERCREDI**  
numéro daté jeudi**VOS  
RENDEZ-VOUS****IMMOBILIER****LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 888 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

**Pour tous renseignements**  
**Professionnels 46-62-73-43**  
**Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02**

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX  
GESTION**  
GROUPE DES  
ASSURANCES  
GÉNÉRALES  
DE FRANCE**AGIFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Les échanges mondiaux ont crû de 14,7 % en 1990

Les échanges commerciaux entre l'URSS et les autres pays industriels se sont eux nettement accrus. L'Allemagne a presque doublé ses exportations vers l'URSS par rapport à 1989 à 13 milliards de dollars contre 6.76 milliards. - (AFP).

Sur l'ensemble du premier semestre, le déficit commercial a atteint 34 milliards de dollars après correction des variations saisonnières, soit 68 milliards de dollars en rythme annuel, une réduction de 37 % par rapport aux 108 milliards de déficit enregistré en 1990.

## M. Gardini se propose de racheter les titres de la SCI au cours de 3 200 francs

Cette mesure illustre le retour aux affaires de l'ancien patron de Ferruzzi. Écarté par sa belle-famille de la gestion d'un des plus grands groupes privés transalpins, M. Gardini a décidé d'investir en France

La SBF a par ailleurs annoncé que Hérat, société de droit luxembourgeois dont la raison sociale est en cours de modification en Gardini SA (contrôlée par M. Gardini et sa famille), avait acquis par cession directe, au prix de 3 200 francs, 20,02 % du capital et 20,29 % des droits de vote de la SCI. Cette participation dans la SCI a été cédée par les établissements suivants : Dresdner Bank, Compagnie monégasque de banque, Banca del Gottardo, Banca della Svizzera Italiana, Banque Vernes Luxembourg et United Overseas Bank.

VALEURS	Cours de 26 août	Cours de 27 août
Alcan	69 778	69 336
AIT	—	—
Banking	49	38 344
Cham. Rémouren	20 244	20 778
De Point de Rémouren	48 244	48 172
Estimote Kask	37 778	37 778
Exon	89 598	89 598
Fond	31 348	31
General Electric	74 172	74 172
Genetec	37 778	37 778
Goodway	37 778	37 778
IBM	95 178	95 144
ITT	60 344	60 598
Oil	87 348	87 348
Pfizer	64 344	64 878
Schlumberger	71 344	73 348
Telesco	62 648	62 778
Union Carbide	21 778	21 172
United Tech.	48 172	48 178
Westinghouse	64 598	63 778

## FAITS ET P

□ L'Air liquide emporte un nouveau contrat en Allemagne de l'Est. - Le groupe français L'Air liquide,

Précision sur l'accord de joint-venture entre ICI et Ferro. - L'accord conclu avec la firme américaine Ferro (le Monde du 24 août) porte sur les peintures en poudre, bien entendu « sans solvants ».

VALEURS	Cours du 27 août	Cours du 28 août
Albi	1 040	1 040
Bridgeway	910	908
Cano	1 440	1 480
Fuji Bank	2 540	2 540
Honda Motor	1 480	1 480
Mitsubishi Electric	1 560	1 580
Mitsubishi Heavy	672	660
Sony Corp.	5 800	5 610
Toshiba Motors	1 540	1 520

tu de l'année» susceptible  
l'accroître le bénéfice de la HSBC  
pour 1991, selon un communiqué  
de la banque. La Hongkong Bank,  
basé sur le territoire britannique,  
avait déménagé en avril son siège  
social en Grande-Bretagne, en pré-  
vision de la reprise du contrôle de  
Hongkong par la Chine en 1997.

**LA BOURSE SUR MINITEL**  
**36-15** **TAPEZ**  
**LE MONDE**

## 36.15 LEMONDE

BOURSE DU 28



## BOURSE DU 28 AOUT

[illegible]**COMPTANT**[illegible]

788	790	Senato Maud.
1660	1680	S. End. Part.

[illegible]

	<b>Marché</b>
--	---------------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 28/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/8
			achat	vente			
Embu-Unie (1 unit).....	5 947				Gr fin (silo en barre).....	68000	
Ecu.....	9 973				Or fin (en lingot).....	68000	
Allemagne (100 dm).....	338 450				Napoléon (200).....	381	
Belgique (100 fr).....	116 822				Pièce Fr (10 fr).....	390	
Brésil (100 cruzeiros).....	301 390				Pièce Suisse (20 fr).....	393	
Italie (1000 lire).....	4 548				Pièce Latine (20 fr).....	382	
Danemark (100 kr.).....	67 890				Souverain.....	480	
Cote d'Ivoire (1 l.).....	9 671				Pièce 20 dollars.....	2100	
Cote d'Ivoire (100 francs).....	3 070				Pièce 10 dollars.....	1020	
Suisse (100 fr).....	383 610				Pièce 5 dollars.....	562 50	
Suède (100 kr.).....	33 630				Pièce 10 pesos.....	2820	
Norvège (100 kr.).....	86 920				Pièce 10 florins.....	406	
Autriche (100 sch.).....	49 242						
Espagne (100 pes.).....	5 448						
Portugal (100 esc.).....	3 985						
Canada (1 l. can.).....	5 204						

**SICAV**[illegible]

1. Class... 1

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

## COMMUNICATION

L'université d'été de la communication

## Les trois Europes de Carcans

CARCANS

de notre envoyé spécial

Chaleur oblige, ils ne se sentent pas comme les « cultivateurs » que moquaient le général de Gaulle. Pourtant, les participants de l'université d'été de Carcans parlent avec abondance d'Europe. Encore faut-il savoir de quelle Europe on débat, car le petit monde de la communication réuni sous les pins en invoque au moins trois.

La première est à usage strictement hexagonal. Argument pour polémiques franco-françaises, elle déclenche les cris d'alarme des chaînes déficitaires. En son nom comme en celui du pluralisme, la Cinq réclame l'abolition du cote réglementaire tricolore (voir ci-dessous).

La deuxième Europe est celle de Douze. Sur son territoire s'applique le 3 octobre la directive « Télévision sans frontières », chargée d'ouvrir des marchés par trop cloisonnés, à l'heure des satellites. « Plus de rediffusions, plus de jeux d'identité, des dessins animés écorchés, moins de sports en direct ou de films en clair », voilà pour Jean Stock, de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), quelques-unes des conséquences des dispositions sur la publicité contenues dans la directive. Ni cette perspective pragmatique ni l'imminence de l'échéance n'ont apaisé les craintes que cette directive alimente depuis son adoption, il y a deux ans.

L'accord entre la France et la Commission de Bruxelles est pourtant venu rappeler que les règles nationales peuvent être plus contraignantes que la directive. Mais l'absence de quotas européens obligatoires, le côté « minimaliste » de la directive désolent toujours ceux qui voient dans l'aide à la production une ardeur obligation culturelle pour enrichir l'identité communautaire. A ces critiques, le commissaire européen chargé de la culture et de la communication oppose la « neutralité » de la directive, qui ne dicte rien des contenus des programmes. Pour M. Jean Dondein, de la « Télévision des frontières », c'est qu'un pas, et l'accent doit être mis à l'avenir sur la production. De plus, la directive a des « enfants

naturels » en gestation : des propositions de directives sur le droit d'auteur, et une autre sur les normes de diffusion par satellite. L'après négociation qui s'ensuivra autour de cette dernière aboutira-t-elle à un consensus ? La réussite des efforts européens en télévision à haute définition n'en dépend largement.

Pendant à créer son grand marché unique du côté des programmes, ou son espace audiovisuel normalisé côté technologie, l'Europe des Douze doit déjà penser au-delà de ses bornes.

Car à ses portes sonne la troisième Europe, celle de l'Est. Celle qui cherche ses marques, manque de devises mais pas d'imagination.

Cette autre Europe rejette l'information d'avant, mais regrette par moment la même des subventions d'Etat à la production disparue dans la tourmente. Elle craint de voir le marché dissoudre son identité culturelle, que des décennies de dictature n'avaient pu éteindre.

Aux demandes de cette Europe-E, l'audiovisuel d'Occident, empêtré dans ses propres transitions, n'a pas toujours de réponses à apporter. Mais il propose au moins de partager ses questions : une université de la communication, grefon de Carcans, se tiendra à Prague en novembre.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## Le PDG de la Cinq estime que la télévision française est « sinistrée »

CARCANS

de notre envoyé spécial

« La télévision française est sinistrée », L'intervention, mardi 27 août, de M. Yves Sabouret, PDG de la Cinq, à l'université d'été de Carcans ne pouvait choquer. Le ministre de la culture n'avait-il pas, la veille, admis implicitement ce diagnostic en accusant le trop grand nombre de chaînes aux ressources insuffisantes (les pertes cumulées s'élevaient à des milliards de francs). Mais, pour M. Sabouret, la faute revient à l'Etat avec une succession de « stratégies contradictoires » notamment en matière de choix techniques, et « empiétement de contraintes administratives confuses ».

Aussi, plaçant des espoirs dans le débat parlementaire que devrait provoquer, à l'automne, l'ajustement de la loi sur l'audiovisuel après l'accord conclu récemment avec les autorités de Bruxelles, le PDG de la Cinq a-t-il dressé un panorama des « mesures nécessaires et inéluctables » pour le service de la télévision française. Il faut d'abord « en finir avec la « Télévision des frontières » l'est qu'un pas, et l'accent doit être mis à l'avenir sur la production. De plus, la directive a des « enfants

minimales », compatibles avec les règles européennes : garder les quotas de productions françaises et européennes, ainsi que quelques règles destinées à protéger le cinéma mais supprimer, par exemple, les quotas de diffusion. Il faut, enfin, revenir aux conditions d'exploitation prévues en 1987 et autorisant la Cinq et M 6 à pratiquer deux coupures publicitaires dans les fictions.

La solution concernant la télévision publique est, quant à elle, encore plus simple, selon M. Sabouret : il suffit d'augmenter la redevance. « Une hausse de 10 % rapporterait 800 millions de francs qui pourraient d'ailleurs aisément être augmentés par un meilleur recouvrement et la suppression de certaines exonérations ». Même ainsi, dit-il, la redevance française resterait la plus faible d'Europe.

Mais c'est à TF 1 que M. Sabouret a décoché ses flèches les plus assassines, cochant sans doute de toucher une corde sensible chez ses interlocuteurs politiques. « Aujourd'hui, une seule chaîne véhicule plus de 50 % des informations regardées par les Français » (J. Ne pas bouger, ne rien changer, c'est conforter l'hégémonie de TF 1 et le risque d'élaborer son monopole à terme).

ANNICK COJEAN

## M. Rigand, M. Lang et les quotas

La proposition de M. Jack Lang d'instituer pour les radios des pourcentages minimaux de musique francophone a fait bondir et s'égarer tout ce que l'université d'été comptait de professionnels de la radio (le Monde du 28 août, « Hallucinant ! », « Irréaliste », « Inconcevable », « Constaté la notion de format », « Catastrophe des catastrophes », « On n'a pu entendre immédiatement »).

C'est pourtant la colère du PDG de RTL, M. Jacques Rigand, qui a provoqué, mardi à Carcans, quelques frissons de rébellion. « J'ai pour Jack Lang une réelle amitié, a-t-il déclaré. Mais je supports de moins en moins ses interventions, qui sont indignes d'un ministre de la culture et de la communication. M. Jack Lang ne connaît strictement rien à la radio et à la télévision et n'en veut rien connaître. Il a un seul souci : apparaître comme un statut, ainsi que le défenseur de la création française. C'est son obsession, au prix de la pure démagogie ».

« Vouloir instituer des quotas de chansons françaises est strictement absurde. Surtout si c'est par la loi. D'autant plus et c'est la qu'apparaît, une fois de plus, la méconnaissance totale des problèmes par le ministre en charge - qu'un quota est, par définition, une expression quantitative. Or il y a une différence énorme entre une chanson française diffusée à 23 heures pour cent mille auditeurs et une bonne chanson française diffusée dans la matinée, lorsque RTL compte trois millions et demi d'auditeurs. Il existe des formats. Des radios axées sur la chanson française et d'autres sur les chansons qu'on aime, les jours publics, ces jeunes dont M. Lang se prétend le défenseur... C'est une tempête dans un verre d'eau ».

A. Co.

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Dominique et Jean-Michel BÉGUÉ et leur fille Pauline sont heureux d'annoncer la naissance de :

Charles,

à Grasse, le 21 août 1991 :  
111, rue de la Folie-Méricourt,  
75011 Paris.

— Véronique et Maurice-Pierre PLANEL ont la joie d'annoncer la naissance de :

Nicolas,

le 26 août 1991.  
5, boulevard South,  
75012 Paris.

— Christophe et Valérie DURAS-REDLUS ont la joie d'annoncer la naissance, à Paris, de :

Tristan,

le 25 août 1991.

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Raymond Abboud, M<sup>me</sup> Mona Abboud, ses enfants, Christine, sa petite-fille,

M. et M<sup>me</sup> Ibrahim Abboud et leurs enfants, M<sup>me</sup> Ferni Abboud, et ses enfants, M<sup>me</sup> Odette Helou, et ses enfants, M<sup>me</sup> Lody Habbé, et ses enfants, ses frères, sœurs, belles-sœurs, neveux et nièces,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile ABBOUD,

survenu le 23 août 1991.

Les obsèques en l'église Notre-Dame-du-Liban, Paris-5, et l'inhumation au cimetière de Passy, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 27 août.

16, avenue Montaigne,

75008 Paris.

— Médecins du monde a la douleur de faire part du décès du docteur Boris DANIČEWSKY,

survenu le 25 août lors d'une mission à Moscou.

Boris Danichevsky est né en 1918 à Nijni-Novgorod (Oural), il rejoint la France à l'âge de six ans et y accomplit des études d'ingénieur chimiste à Nancy, puis de médecine à Paris. Engagé dans la Résistance, sa conduite lui vaut de nombreuses décorations. En 1985, après une brillante carrière de médecin généraliste à Marseille, il se tourne vers l'humanitaire : il est à l'origine du centre médical Mission France de l'antenne régionale Médecins du monde Provence-Alpes Côte d'Azur.

A sa femme Renée, à sa fille Catherine, elle aussi médecin, à sa petite-fille Nathalie, et à toute sa famille, nous adressons nos plus sincères condoléances.

Selon ses propres vœux, ni fleurs ni couronnes.

Adressez vos dons à la Délégation régionale de Médecins du monde, 22, place Jean-Jaurès, 13001 Marseille.

— M<sup>me</sup> Renée Bobin, née Bernadette Roulet, a la douleur de faire part du décès de son époux,

M. René BOBIN,

muni du sacrement des malades.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 29 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Paul, à Poitiers.

Information au cimetière de Chantecorps (Deux-Sèvres), dans l'intimité. Ni fleurs ni couronnes.

Vos dons seront reçus à l'église Saint-Paul, pour les messes et l'Association de la lutte contre le cancer.

— Les élèves et anciens élèves de l'Ecole nationale supérieure de géologie. Le président de l'Institut national polytechnique de Lorraine.

Les personnels de l'Ecole nationale supérieure de géologie et de la Fondation scientifique de la géologie, ont la douleur de faire part du décès de

M. René HOUPERT, ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de géologie, directeur de l'ENSG, trésorier de la FSGA.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 29 août 1991, à 15 heures, en l'église Sainte-Thérèse de Villers-lez-Nancy.

ENSG Direction, 94, avenue de Lestre-de-Tassigny, BP 452, 54001 Nancy Cedex.

## La famille

Et les amis de

Nicolas STOIKOV KARALIEV,

ont la grande douleur de faire part de son décès, survenu à Sofia.

« Tanka, l'edelweiss fleurit. A nouveau avec Malik réminiscent des années de jeunesse ».

Karaliev-Bouda.

— Le supérieur général des missions de l'Afrique, Fines blancs, Le supérieur de la Province de France, font part du décès de :

M<sup>gr</sup> Georges MERCIER, ancien évêque de Ghardaïa.

Les obsèques seront célébrées à Tassy, Tourrettes (Var), jeudi 29 août, à 10 heures.

— Nous avons appris le décès de

Jean-Jacques SAMIN.

(Le Monde du 28 août.)

[Né le 5 mai 1928 à Marnay (Nord) et ancien élève de Sup-Alto, Jean-Jacques Samin est entré au groupe Doucet en 1950, où il a été affecté au bureau des études des prototypes à Saint-Clément (Nord-Pas-de-Calais). Directeur technique du groupe en 1981, il en devient, en 1987, le directeur général technique et, à ce titre, il a participé notamment à la conception des derniers vols de Doucet-Aérospatiale, l'un des derniers vols et les derniers vols de la série de la gamme F4U.]

## Messes anniversaires

— Il y a un an, le 29 août 1990,

Claude BRASCHI

nous quitte subitement.

Une messe sera célébrée à son intention, le dimanche 2 septembre 1991, à 9 h 45, en l'église d'Alleray-sur-Saône (Saône-et-Loire).

## Anniversaires

— Clermont-Ferrand, Tübingen, Paris, Edinbourg, Tel-Aviv, Bordeaux.

A ceux qui ont demandé et se demandent encore pour qui sonne le glas.

Nelly DEME rappelle la présence de son fils unique,

Pablo,

mort le 29 août 1981, à l'âge de vingt-trois ans.

« Je t'embrasse, mon petit, en songeant à toi ».

(Johanna.)

Pablo a eu le bonheur d'être le petit-fils de

M. René DEME,

éteint le 21 mai 1987.

Paris.

— Une pensée pour le vingt-troisième anniversaire de la mort de

Miss SCHEIN.

THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 28 août 1991 :

DES ARRÊTÉS

— Du 9 août 1991 relatif au budget du Centre national des lettres pour 1991 ;

— Du 14 août 1991 relatif au budget du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour 1991.

UN DÉCRET

— N° 91-818 du 27 août 1991 relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération de Paris pris en application de l'article 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

(Publicité)

La société à capital variable LES CADRES DU MONDE se réunira, à 16 heures, vendredi 13 septembre 1991, à IVRY, 1, place Hubert-Beuve-Méry (immeuble SIRIUS), pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

ORDRE DU JOUR

— Rapport moral et rapport financier ;

— Election des membres du conseil d'administration ;

— Questions diverses.

## PARIS EN VISITES

JEUDI 29 AOÛT

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autres fois).

« Tombes juives dans un cimetière chrétien à vocation laïque », 10 h 30, devant la librairie, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle, Garnier et le style Napoléon III », 11 heures et 14 h 45, devant l'entrée, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, sur l'esplanade, sous l'éléphant (C. Marie).

« Les salons de réception de l'Hôtel de Ville (anciennement de la Préfecture) », 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. Czeiz).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'itinéraire du Passant curieux qui découvre l'intérieur des demeures de personnages illustres », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haulier).

« Du canal Saint-Martin à la rotonde de la Vierge en passant par l'hôtel Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro République-Louvre, devant la statue (A nous deux Paris).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).

« La Seine et ses vieux ponts, les nouvelles, la batellerie », 14 h 40, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autres fois).

« Les sculpteurs du Musée d'Orsay qui reposent au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard Mémorial (V. de Langlade).

« Promenade dans l'ancien village de Charonne », 15 heures, métro Porte-de-Bagnolet, sortie rue Belgrand.

« Les grands chantiers du vingtième siècle : La Vilette : de la cité des sciences, et par là, 15 heures, sortie métro Corbin-Corin, numéros pairs (Monuments historiques) ; Notre-Dame et le trésor », 15 heures, parvis, statue équestre de Charlemagne (Tourisme culturel).

« La Salpêtrière, une ville dans la ville », 15 heures, entrée 47, boulevard de l'Hôpital.

« Carrière et ossuaire, ou le dédale impressionnant des Catacombes », 15 heures, 2, place Dantier-Rochereau (Paris et son histoire).

« Promenade à travers le vieux quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice.

« Fête des célébrations du Marais illuminées », 21 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Lundis-Visites).

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-60-30-10

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUERE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télax : (1) 40-65-25-25  
Télax : 261.311F

Edité par la SARL Le Monde.  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé par :  
Le Monde  
12, rue de la République  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
PUBLICITE

Jacques Lesourme, président  
Françoise Hugnet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Télax MONDIPUB 634 128 F

Télax : 40-63-99-72 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tapes LEMONDE  
ou 35-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-30-99

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	468 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

MÉTÉOROLOGIE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE





Après avoir critiqué le budget de la défense

## Le général Salvan demande à être relevé de ses fonctions

Le général de corps d'armée Jean Salvan a donné, mardi 27 août, sa démission de son poste de commandant de la région militaire de défense Atlantique et de la circonscription militaire de défense de Bordeaux. Cette démission, s'est-il contenté d'indiquer sans en expliciter les raisons, sera effective le 28 septembre.

A la fin de la semaine dernière, le général Salvan avait, dans un entretien au quotidien *Sud-Ouest*, estimé que « l'armée française sera sous-développée dans dix ans » et, comme certains hommes politiques le préconisent, le budget de la défense était ramené à 3 % (au lieu de 3,4 % aujourd'hui) du produit national brut (PNB).

Dans *Sud-Ouest*, le général Salvan avait évoqué le sort réservé à certains programmes dans la perspective

d'une diminution des crédits de la défense. « On a proposé, par exemple, a-t-il expliqué, d'abandonner l'aviation Rafale. Si nous prenons cette voie, nous aurons des révéls brutaux en cas de conflit. (...) On se contente de solutions à court terme. On ne peut pas dire, on étudie un prototype et, en cas de crise, on le construit. Les crises sont toujours imprévisibles et, lorsqu'elles se déclenchent, on ne peut pas se contenter de discours et de gestulations. »

### Convoqué à Paris

Rappelant que l'ancien ministre de la défense, Jean-Pierre Chevènement, parlait déjà de faire passer l'armée de terre de deux cent quatre-vingt-cinq mille hommes à deux cent cinquante mille, le général Salvan a ajouté : « Maintenant, on coupe le chiffre de deux cent vingt-cinq mille hommes d'ici à 1994. Si tel est le cas, il ne faut pas se laisser. On ne pourra pas se contenter de dissoudre les forces françaises d'Allemagne, on devra également supprimer aux moins deux garnisons en France. »

Après cet entretien avec *Sud-Ouest*, le responsable de la région militaire de Bordeaux et de la défense de la façade atlantique avait, dans une mise au point, mis en garde contre « toute exploitation qui aurait pu être faite » de ses propos.

Le gouvernement a, en l'instance, envisagé de prendre des sanctions contre le général Salvan qui est connu, dans l'armée, pour sa franchise, la qualité de sa réflexion et qui est très estimé par le corps des officiers. Finalement, il y a renoncé. Le général Salvan a été convoqué, samedi 24 août à Paris, par sa hiérarchie qui lui a, semble-t-il, reproché essentiellement d'avoir, dans son entretien, évoqué la nécessité de porter à 3,8 % la part du PNB consacrée à la défense, qui a été l'une des hypothèses d'étude avancées par le haut commandement.

Lors de sa rencontre avec l'état-major de l'armée de terre, il a été rappelé au général Salvan que le

ministre de la défense, M. Pierre Joxe, avait élaboré récemment des règles strictes pour l'expression publique des militaires et que, pour ne les avoir pas respectées, il revenait au « patron » de la région militaire de Bordeaux de tirer lui-même les conclusions de sa façon de se comporter.

Compte tenu du prestige du général Salvan au sein des armées et du fait, aussi, qu'il a révélé, par ses propos à *Sud-Ouest*, un climat plus général de crispation de la communauté militaire devant les restrictions budgétaires à venir (le *Monde* du 27 juillet), un départ volontaire de l'intérieur a été jugé plus satisfaisant. Le général a donc adressé, mardi 28 août, au ministre de la défense une lettre dans laquelle il lui a demandé à être relevé de ses fonctions. Cette offre a été instantanément acceptée par M. Joxe.

Agé de cinquante-neuf ans, le général Salvan atteint la limite d'âge de son rang l'année prochaine et il a lui-même précisé, en faisant annoncer sa démission, qu'il devait quitter dans six mois son commandement de région à Bordeaux.

J. L.

[Né le 3 mars 1932 à Arignon (Vendée) et ancien élève de Saint-Cyr, Jean Salvan a notamment commandé le 3<sup>e</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine, à la tête duquel il a participé, dès 1977, à la constitution au Liban de la Force interarmées des Nations unies. Le 28 mai 1978, il a été très grièvement blessé aux jambes près de la ville de Tyr et il en conserve aujourd'hui encore des séquelles. En 1982, il commande la 4<sup>e</sup> division militaire territoriale, à Poitiers, et, entre 1983 et 1984, la 1<sup>re</sup> division blindée stationnée à Trèves (Allemagne). En 1986, il devient chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées du secteur Centre-Europe, avant de prendre le commandement de la région militaire de Bordeaux. Le général Salvan est l'auteur d'un ouvrage de deux tomes, par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, et de très nombreux articles, dont, notamment, une série de deux articles dans le *Monde* des 6 et 7 janvier 1976 où - sous le pseudonyme transparent de Sarval - il se prononce en faveur de la constitution d'une force d'armée de métier et qui lui valut déjà une sanction du chef d'état-major des armées.]

En 1992

## Le budget d'équipement militaire sera maintenu en francs courants

A l'issue d'un arbitrage rendu au début de cette semaine par l'Élysée et Matignon, le projet de budget de la défense pour 1992 s'élèvera à 196 milliards de francs (non compris le montant des pensions militaires), soit une hausse de 1,5 milliard par rapport aux crédits de 1991.

Ce budget pour 1992 se répartit en 103,1 milliards de francs pour les crédits d'équipement, 92,4 milliards pour les dépenses de fonctionnement et 500 millions de francs de fonds de concours (qui résultent de la cession par les Domaines de terrains ou d'immobilisations militaires et dont le produit est ensuite restitué, selon la loi, au ministre de la défense).

Si les crédits de fonctionnement augmentent en 1992 de 1 milliard de francs, les dépenses d'équipement (études, mise au point et production de matériels militaires et classiques) sont strictement reconduites en francs courants d'une année sur l'autre. Compte tenu de l'inflation prévisible, ce budget d'équipement présentera donc un pouvoir d'achat en diminution.

En réalité, on peut aussi considérer que la fixation de ces crédits à hauteur de 103,1 milliards de francs est un succès pour le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, face aux premières propositions de

ses collègues de l'économie, des finances et du budget. En effet, la lettre-plafond primitive avait été rédigée sur la base d'un budget d'équipement qui se serait élevé à 98,5 milliards de francs en 1992, soit une baisse de 4,6 milliards par rapport aux mêmes crédits de 1991.

Le maintien en francs courants du budget d'équipement ne signifie pas moins contraindre les armées à reporter, annuler ou à réduire certaines commandes, comme elles ont commencé de le faire avec l'abandon du missile nucléaire stratégique S4S.

### Mort du rocker Vince Taylor

Le rocker Vince Taylor, star des années 60, est mort le 27 août à Lutry, en Suisse, près de Lausanne. Il était âgé de cinquante et un ans.

De son vrai nom Brian Maurice Holden, Vince Taylor, né en 1939 à Londres, découvre le rock aux États-Unis où sa famille a émigré. A dix-huit ans, il retourne en Angleterre se joindre au groupe, les Playboys, dirigé par Eddie Barclay. Il fait la majeure partie de sa carrière en France. Malade depuis plusieurs années, victime d'une consommation immodérée de drogues diverses, il s'était installé à Lutry en 1983, après son mariage avec une jeune Suissesse.

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 août

#### Hésitation

La tendance était hésitante mercredi lors des premiers échanges à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en baisse de 0,21 %, redevenait positif durant la matinée (+0,22 %). Du côté des hausses, on notait Bâle Équipement, Sécobanque et S&L. Les baisses concernaient les Galeries Lafayette, Inter technique et CCMC.

## M. Chirac : le PS doit renoncer à tout accord politique avec le « dernier parti stalinien »

M. Jacques Chirac a qualifié d'« immoral », mercredi 28 août, sur Europe 1, l'alliance entre les communistes et les socialistes. « Si le parti socialiste a le sens de l'honneur, il doit mettre un terme à tout accord politique avec le PCF, qui est le dernier parti stalinien », a déclaré le président du RPR. Selon M. Chirac, « il est inadmissible qu'un parti qui se veut respectueux des libertés et des droits de l'homme - le PS - conserve un accord électoral avec les complices de ce qui a été le drame communiste », et « si les socialistes ne renoncent pas à cette alliance, ils se déshonorent, et les Français en tireront eux-mêmes les leçons ».

La veille, sur Antenne 2, le maire de Paris avait regretté l'attitude « frileuse et archaïque » du pouvoir socialiste face aux événements de l'Est, qu'il s'agisse du putsch de Moscou ou de la crise yougoslave, ou, il y a deux ans, de la chute du mur de Berlin.

Les autres communistes de Seine-Saint-Denis ne veulent pas déstabiliser son ras - Les autres communistes de Bobigny et Pantin (Seine-Saint-Denis) estiment qu'il n'y a « aucune raison » de déstabiliser les rues de leurs communes, contrairement à la demande faite par le Front national. M. Georges Valbon, maire de Bobigny, a déclaré que Lénine « est le symbole d'un tournant de l'histoire » et que l'avenue Stalingrad « rend hommage à la victoire sur les troupes hitlériennes ». Le chef de cabinet du maire de Pantin souligne que la rue « Djezzel » est en fait un hommage au fondateur du KGB, mais fait référence à son arrondissement de Moscou, avec lequel la ville de Pantin est jumelée.

## La Banque centrale soviétique gèle les comptes des organisations du parti

La Gosbank, la Banque centrale soviétique, a annoncé mardi 27 août le gel des comptes des organisations liées au Parti communiste. Selon un communiqué publié par l'agence Tass, « les organisations du parti et les institutions qui en dépendent investissent leur argent dans différentes sociétés par actions, entreprises mixtes, banques de commerce, et autres structures commerciales ».

Ces sommes, poursuit le communiqué, « ont été constituées, principalement, grâce aux cotisations des simples membres du PCUS et grâce à l'exploitation de la propriété d'État ». Leur gel est donc nécessaire afin de « prévenir le recel de fonds du parti ».

Le Parti communiste soviétique n'était pas censé, de par ses statuts, mener des opérations commerciales, mais récemment, ses membres s'étaient engagés dans une série d'opérations financières afin de faire face à la chute des recettes ou de dégrader des plus-values personnelles. Des banques moscovites disposant de plusieurs centaines de millions de roubles d'actifs travaillaient principalement pour le Parti communiste.

La décision de la Gosbank fait suite au décret publié par le président Gorbatchev, samedi 24 août, plaçant les avoirs du parti sous l'autorité des collectivités locales. Par ailleurs, le président de la Gosbank, M. Viktor Gueraatchenko, a été suspendu de ses fonctions, pour avoir soutenu le coup d'État, en recommandant en particulier aux établissements financiers d'obéir aux directives du Comité pour l'état d'urgence. M. Gueraatchenko a été remplacé à son poste par M. Andreï Zverev.

Autant 2 : ouverture de la phase finale de concertation. - M. Hervé Bourges a ouvert mardi 27 août le troisième et dernier comité d'entreprise d'Antenne 2 qui doit arrêter le plan de restructuration interne de la chaîne et le plan social d'accompagnement. « Il s'agit d'un plan de réorganisation avec deux axes : celui de dialogue, d'échange, de communication, d'information et de documents », a affirmé le président d'Antenne 2, répondant à la CFDT et au SNJ, qui dénoncent une « caricature de concertation » et maintiennent leur mot d'ordre de grève pour le 2 septembre (le *Monde* du 27 août). M. Bourges a, d'autre part, confirmé les modifications apportées à son plan de réduction de 83 à 26 le nombre des licenciements « secs » prévus.

La reprise des relations diplomatiques entre la Suède et les États baltes

## Histoire d'or

STOCKHOLM

de notre correspondante  
Reykjavik, Copenhague, Oslo, Bonn, Stockholm... A peine les ministres des affaires étrangères des trois Républiques baltes ont-ils signé le rétablissement de leurs relations diplomatiques avec un pays, qu'ils sont, quelques heures plus tard, dans une autre capitale pour en signer une autre.

Arrivés, mardi 27 août dans la matinée, de Copenhague, MM. Lennart Meri, Jānis Jurkāns et Algirdas Saudargas, respectivement ministres de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, ont été accueillis à Oslo par leur collègue norvégien, M. Thorvald Stoltenberg. Pour la Norvège, qui n'avait jamais reconnu l'annexion des pays baltes par Moscou, il était « d'une importance historique de pouvoir ainsi rétablir avec ces pays des relations perdues il y a cinquante ans », a indiqué M. Stoltenberg.

Quelques heures plus tard, à Stockholm, le gouvernement suédois a décidé de reconnaître l'indépendance des trois Républiques. Premier pays après l'Allemagne nazie à avoir accepté l'incorporation de ces pays à l'URSS en 1940, la Suède devait donc repasser par l'étape de la reconnaissance formelle de leur souveraineté nationale avant de rétablir avec eux des relations diplomatiques. Ainsi reprendront officiellement des

relations interrompues voici un demi-siècle avec des pays qui, pourtant, avaient fait, en d'autres temps, partie de la Suède. En 1561, sous Erik XIV, Tallin, encore Riga et le détroit suédois de l'Estonie, devinrent suédois. Elle était le rester pendant 150 ans, jusqu'à ce qu'elle soit conquise par le tsar Pierre-le-Grand en 1721. Survivance de cette période, le suédois est encore parlé par endroits dans les pays baltes, notamment en Estonie.

La reprise officielle de relations diplomatiques de la Suède avec les États baltes comporte cependant un volet particulier : l'Estonie et la Lettonie réclament une compensation pour la perte de l'or qu'elles avaient eu bon de déposer à la Banque centrale de Suède en 1938, devant l'imminence d'un pacte entre Staline et Hitler. 2,9 tonnes pour l'Estonie, 1,4 tonnes pour la Lituanie qui représenteraient en tout l'équivalent de quelque 50 millions de dollars actuels. Après l'entrée des troupes soviétiques dans les trois Républiques, les autorités suédoises refusèrent aux émissaires baltes le soutien qu'ils demandaient et, le 15 juillet 1940, après que les nouveaux gouvernements des banques centrales estoniennes et lituanaises en eurent fait la demande, le premier ministre social-démocrate, Per-Albin Hansson, donnaient aux Soviétiques l'or déposé en Suède.

FRANÇOISE NIÉTO

La reprise des relations diplomatiques entre la Suède et les États baltes. La veille, les représentants personnels des chefs d'État (chirpes) doivent se retrouver à Londres. Au cours des prochains jours, l'Allemagne et la France se sont prononcées en faveur d'un soutien financier accru et non conditionnel à l'Union soviétique, alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont conservé une position plus prudente.



## DÉFRICHEUR DE BROUSSE ÉCONOMIQUE

### SCIENCE & VIE ÉCONOMIE

## RECRUTEMENT : FAUT-IL TOUT DIRE À VOTRE PATRON ?

- ⊖ Faut-il démanteler la Caisse des Dépôts ?
- ⊖ Les californiens inventent un futur viable.
- ⊖ Le parcours du budget de l'État.

Science & Vie Economie Nouvelle Formule. LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE

### L'ESSENTIEL

#### VOYAGE AVEC COLOMB

26. Le lac aux requins..... 2

#### ÉTRANGER

Les bouleversements en Union soviétique... 3-7

Les négociations sur le Cambodge

Un accord semble acquis à la conférence de Pattaya..... 9

#### POLITIQUE

Université d'été des Verts

La préparation des élections régionales et la demande d'adhésion de M. Pierre Juquin..... 10

#### ARTS & SPECTACLES

Le chef-d'œuvre reconnu : « La Belle Noiseuse » de Jacques Rivette et la sélection de la semaine : cinéma, théâtre, musique, arts..... 11 à 16

#### SOCIÉTÉ

Une politique du médicament

Le gouvernement prend des mesures sur les produits pharmaceutiques..... 17

#### SPORTS

Mario-José Pérez médaille d'or

Aux Championnats du monde d'athlétisme à Tokyo, la Française a remporté le 400 mètres..... 17

#### ÉCONOMIE

La rentrée sociale de la CGT

Le syndicat « encouragé » par les bouleversements en URSS..... 19

#### L'aide à l'Afrique

Un rapport de M. Perez de Cuellar : l'échec des programmes d'assistance..... 19

#### COMMUNICATION

L'Université de Caracas

Les attaques de M. Sabouret contre TF 1 et de M. Rigaut contre M. Lang..... 24

#### Services

Abonnements..... 24

Annances classées..... 20-21

Carnet..... 24

Marchés financiers..... 22-23

Météorologie..... 25

Mots-croisés..... 25

Radio-Télévision..... 25

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 août 1991

a été tiré à 523 613 exemplaires.